HAL
open science

Les relations économiques sino-russes : une danse de couple ?

Olivier Boissin

▶ To cite this version:

Olivier Boissin. Les relations économiques sino-russes : une danse de couple ?. inPress. hal-03628344v1

HAL Id: hal-03628344
https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03628344v1

Preprint submitted on 8 Apr 2022 (v1), last revised 20 Oct 2022 (v3)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?

O. Boissin

Mars 2022

Série « *Off* »

Au peuple ukrainien

Sommaire

Préambule p. 04

Chapitre 1 - Hier : du grand frère soviétique au grand frère chinois p. 06
Chapitre 2 - Aujourd'hui : l'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine p. 44
Chapitre 3 - Demain : la Russie, un Etat vassal à la Chine ? p. 77

Conclusion p. 100
Annexes p. 101
Lexique p. 113
Bibliographie p. 115

Table des acronymes

APL Armée Populaire de Libération
BATX Baidu, Alibaba, Tencen, Xiaomi (réduction des « GAFA » chinois)
BCE Banque Centrale Européenne
BCN Banque Centrale Nationale (par exemple la Banque Populaire de la Chine est la BCN chinoise)
BCR Banque Centrale Russe
CEI Communauté des Etats Indépendants
E.U. Etats-Unis
FED Banque centrale américaine (Réserve Fédérale)
FDI Foreign Direct Investment (investissement direct étranger)
GAFAM Google Apple Facebook Amazon Microsoft
MM Milliard
OCS Organisation de la Coopération de Shanghai
OMS Organisation Mondiale de la Santé
OTAN Organisation du traité de l'Atlantique nord
RPC République Populaire de Chine
SWIF Society for Worlwide Interbank Financial Télécommunication *(*plateforme de transactions interbancaires*)*
UEM Union Economique et Monétaire (pays de la zone monétaire Euro)
U.E. Union Economique
USD Dollar américain

(*) Terme défini dans le lexique.

* * *

Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?

Préambule

1-Objectif

En ces jours de mars 2022, quelques questions centrales d'étudiants depuis l'ouverture du conflit sur l'Ukraine nous invitent à esquisser la situation économique prévalant entre les deux nations sino-russes. La Chine représente en effet une pièce majeure du dispositif sur le plan économique, et Xi Jinping est l'un des rares acteurs qui pourrait avoir l'écoute de V. Poutine sur les suites à donner au conflit.

Nous ne savons bien évidemment de quelle manière va évoluer le conflit, ni comment la Chine va se positionner par la suite au regard de sa décision actuelle de neutralité, mais la compréhension des enjeux économiques en place entre les deux nations permet de dresser quelques horizons possibles.

Le fil directeur de l'écrit est de retracer brièvement les trajectoires historiques des deux nations, ainsi que la nature de leurs liens géoéconomiques. Sur le plan de la forme, face à la complexité du thème, une présentation chronologique structurée en trois parties a été retenue :

1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine.
3-Demain : La Russie, futur Etat vassal de l'économie-monde Chine ?

2-Déclarations d'intérêts et règle de diffusion

Je ne travaille et ne conseille pas, ne possède pas de parts, ne reçoit pas de fonds d'une organisation qui pourrait tirer profit de cet écrit, et ne déclare aucune autre affiliation que mon poste d'universitaire. Par ailleurs les photographies mentionnées dans ce document me sont personnelles ou sinon libres de droit et sous licence *Créative Commons* NC de réutilisation autorisée. Je m'engage par ailleurs à ne vouloir retirer aucun but commercial de cet écrit. Ce texte est ouvert aux lectures externes, protégé, interdit d'utilisation à tout but commercial et non modifiable en écriture. Enfin, les propos émis n'engagent que son auteur et non pas l'institution d'appartenance Grenoble-INP ou le laboratoire de recherche CREG de l'Université Grenoble-Alpes.

3-En fonction des contraintes de temps, cet écrit a été rédigé en 3 vitesses de lecture

Lecture rapide : lecture de tableaux statistiques et interrogations libres par des jeux de cartes et de photos.
Police en taille 12 : pistes de réflexions et éléments explicatifs sur les photos, les cartes et les statistiques.
Approfondissement : en notes de bas de page, des compléments d'analyse et des pistes de lecture.

4-Un draft ouvert au lecture externe

Cet écrit a été rédigé entre l'ouverture du conflit (24 février) et le 12 mars. Face aux évolutions par définition incertaines, il n'esquisse que quelques hypothèses de voies possibles. Du fait d'une rédaction rapide, il souffre par ailleurs de nombreuses maladresses et reste en l'état un draft non fermé aux lectures externes.

* * *

Chapitre 1

Hier

Du grand frère soviétique au grand frère chinois

« *La Russie est un rébus enveloppé de mystère au sein d'une énigme.*
Mais il y a peut-être une clé : l'intérêt national de la Russie. »
(W. Churchill)

Sommaire

1-La chute du grand frère soviétique.
2-Savoir prendre du recul par rapport aux thèses économiques dominantes.
3- Régime Poutine : autocratisme contre une promesse de retour à la Mère patrie.
4-La naissance du grand frère chinois.
5- 2013-2022 : cinq profonds changements géoéconomiques et géopolitiques.
6- La nouvelle puissance montante se nomme l'Inde.
7- La superpuissance chinoise.

Introduction

Nous effectuons dans ce chapitre une présentation des économies chinoise et russe et leurs évolutions sur la période récente des trois dernières décennies.

Concernant la Chine, nous constaterons qu'elle détient depuis la fin de cette décennie 1990 une position dominante comparativement à la Russie. Cette domination n'est pas uniquement d'ordre économique, mais aussi politique et ne devrait cesser de s'accroitre dans le court, moyen et long terme.

1- La chute du grand frère soviétique.

Rappelons trois dates clés :

1989 : la chute du mur de Berlin ;
1991 : la fin de l'URSS.
1998 : la crise économique russe à son paroxysme.

La décennie 1990 s'ouvre sur le triomphe du capitalisme. Francis Fukuyama le formulera de son côté « la fin de l'histoire ». Les faits nous enseigneront qu'il s'agissait là d'une erreur d'analyse. En Russie (ou plus exactement la CEI), la conversion à un libéralisme mené sans transition va en effet se solder par une crise historique.

Naissance en 1991 de la Communauté des Etats Indépendants (CEI) suite à l'effondrement de l'URSS.

Retour aux faits : promulguées par les Stanislav Chataline, Yegor Gaïdar, AnatoliTchoubaïs, Jeffrey Sachs, Boris Berëzovski et autres partisans du néo-libéralisme, la Russie post M. Gorbatchev avait retenu en 1991 la voie de la thérapie de choc. Le tout sous les bons conseils et contrôles de la Banque Mondiale et du FMI.

Cette thérapie est de longue date souvent imposée aux pays d'Afrique ou d'Amérique Latine à travers les Plans dit d'Ajustements Structurels (P.A.S.)[1].

Boris Eltsine, par ses erreurs graves de politique économique va conduire à ses dépens au retour en 2000 d'un pouvoir autocratique incarné par V. Poutine. Il s'agissait pourtant là d'un des membres de son équipe qui va parvenir à s'imposer en 1999. En particulier à ces niveaux décisionnels relevant de la fonction suprême, les choix de la politique économique sont toujours cruciaux.

Du côté de la place rouge, la promesse d'une dérégulation économique va être présentée par la nouvelle présidence de la CEI. C'était lors de sa prise de pouvoir de la « Russie indépendante ». Il ne s'agissait pas d'un « Deng Xiaoping » russe, mais de Boris Eltsine : « Privatisez les entreprises d'Etat, l'exploitation des gisements en ressources naturelles, les marchés seront plus efficaces. Et cela pour le plus grand nombre ».

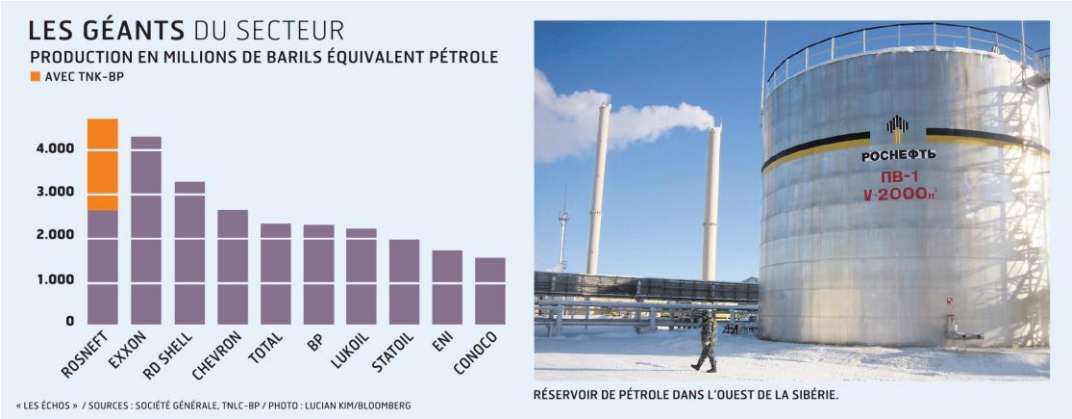
[1] Les PAS se résument le plus souvent en l'application des principes du Consensus de Washington (cf. chapitre 1 du manuel « *L'économie en dix questions clés* », Ed. Campus Ouvert, 2021. Disponible sur votre intranet).

B. Nemtsov *vs* V. Poutine

Ministre de l'énergie sous B. Eltsine, Boris Nemtsov va être l'un des acteurs des réformes libérales de 1991 à 1998. Il sera notamment chargé des privatisations partielles des conglomérats russes de l'énergie en 1997-1998. Les ventes seront effectuées au plus offrant, sans réelle connaissance de la valeur de ces anciens empires industriels soviétiques. Cette pratique sera particulièrement présente de 1991 à 1998. Le géant Gazprom sera ainsi en partie privatisé à partir de 1991, une opération qui se révèlera au final principalement jouer au profit d'une petite classe d'oligarques, et non pas pour la population russe.

Sur le plan politique, B. Nemtsov est un homme politique témoignant de valeurs et d'une ligne politique situées à l'opposé de celles de V. Poutine : un pacifiste, intègre, soucieux d'écologie, libéral et farouche opposant à tout régime totalitaire. Durant sa longue carrière politique (1986-2015), son principal adversaire sera V. Poutine. En 1998, B. Nemtsov était pressenti pour être le successeur de B. Eltsine à la tête de la CEI, mais le cours de l'histoire va en décider autrement. B. Eltsine va au final retenir comme Dauphin V. Poutine. B. Nemtsov va continuer son travail d'opposant pour une Russie libre et démocratique, et jouira d'une grande popularité auprès du peuple russe. Il sera assassiné en 2015, avec des présomptions d'un acte commandité par V. Poutine.

Gazprom et Rosneft, les deux géants énergétiques mondiaux russes.



Extension des marchés libres, dérégulation et privatisation des entreprises, il s'agit là d'un supposé théorique censé conduire au bien-être collectif. Une thérapie libérale de choc devrait ainsi œuvrer dans le sens de l'intérêt commun. En théorie.

Cette question n'est pas légère, elle est grave. Il va en résulter les conséquences donc d'une thérapie de choc : des privatisations menées de manière incohérente et expéditive. Elles seront expliquées de manière lapidaire à des employés et à une société sans compréhension de ce que signifiait la mutation des biens publics en propriété privée. Une inconnaissance régnait sur ce qu'était une institution de marché et sa chambre de compensation, sur le fonctionnement des marchés primaires et secondaires sur des valeurs mobilières de placement (actions, obligation*, …), sur ce que signifiait la mise en place d'un marché libre des changes, sur l'épaisseur réglementaire nécessaire à sa mise en place, sur l'importance d'une diffusion d'informations comptables et financières de qualité sur les titres financiers, etc. Le domaine était vierge, il fallait tout créer.

La raison en était simple : depuis plus de trois générations, l'économie soviétique était administrée. Quant au marché, il était érigé en symbole de diable. Seul le Plan avait un droit de cité dans la conduite des activités. En 1991, faire table rase de tout cela sera décidé au profit d'un marché déployé tout azimut : marché des changes, marché des biens et services, marché financier, marché du travail, le tout sans un cadre réglementaire cohérent et structuré.

Il va en résulter l'émergence d'un capitalisme d'oligarques, mais pouvait-il en être autrement ? Du Plan nous sommes alors passé à une économie de Clan, le tout à haute dose d'activités corruptives.

Sur le plan économique et financier, en ce début de décennie 1990 -et en seulement trois ans- 15.000 entreprises publiques vont être privatisées. Ce sera l'hémorragie des atouts de la Russie, l'eldorado mondial en ressources naturelles.

Pour la presse, ce sera les promesses des bienfaits du néo-libéralisme. Peut-être certains économistes de la pensée académique dominante croient-ils encore à cela ? Cela ne manquerait pas d'ironie, mais ils sont en réalité rares car tout économiste -libéral ou pas- sait la complexité qui se cache derrière le fonctionnement d'un marché.

En 1991, la quasi-totalité de la production sur le territoire russe était issue d'entreprises d'Etat.
Au moment du Krach de 1998, 70% de cette production était dorénavant placée sous le contrôle de capitaux privés.

Bilan ?

En moins de dix ans, un effondrement économique et social sans précédent d'un pays qui était pourtant déjà bien mal en point.

Puis après le paroxysme de la crise en 1998, il va s'en suivre sans trop de surprises le retour à une ligne dure. C'est-à-dire dans le cadre de la Russie, la fin des libertés. Celle des droits de l'homme, ce souffle de liberté pourtant si difficilement gagné durant la charnière 1989-1991. En ces mois sombres de 2022, les ukrainiens doivent peut-être applaudir l'amateurisme économique néo-libéral de monsieur Eltsine. Ils en sont les victimes.

La Russie, un eldorado mondial des richesses naturelles.
Aux *Caves du Roy*[2] de St Tropez, les milliardaires russes ont toujours été appréciés, l'argent de la honte coulant à flot.
Au moins une bonne nouvelle peut être retirée de la crise ukrainienne :
une chasse aux fortunes des milliardaires russes acquises le plus souvent par des pratiques corruptives. Leur déplacement se fera alors sans doute vers les pays de péninsule arabique, des nations moins regardantes sur ces pratiques (Emirats-arabes, Dubaï, …).

Je garde souvenir d'une discussion avec un professeur chinois en science économique à Shanghai début 2000 :

« Sur le plan théorique, quel est finalement votre modèle économique depuis votre ouverture sélective ? (1978) ».

Sa réponse : « *Je ne sais pas répondre à votre question. Je ne sais pas quel est notre modèle économique. C'est une voie chinoise. Je sais juste que notre contre modèle est celui de la Russie sous B. Eltsine* ».

Il ne se trompait pas.

Décennie 1990 : une Russie sous-estimée par l'Europe ?

Après la chute de l'URSS en 1991, l'Europe en pleine construction à l'époque a négligé ce basculement géopolitique du monde, en pensant à tort avec Fukuyama à *« la fin de l'histoire* ». La voie d'une heureuse suprématie d'un monde dominé par des systèmes capitalistes démocratiques. Sans doute là une erreur majeure face à une Russie malmenée, désorganisée et politiquement humiliée.

L'effondrement de la CEI jusqu'à son point ultime 1998 va alors conduire au retour d'une ligne

[2] En été, il s'agit là d'un haut lieu de la vie nocturne de St Tropez, et particulièrement affectionnées par les grandes fortunes mondiales : les milliardaires russes, de Dubaï, etc.

politique dure.

General A. Lebed.

V. Poutine se verra confier la fonction présidentielle grâce aux manœuvres des oligarques russes qui verront en V. Poutine un président sous contrôle de leurs intérêts. Il va s'agir là d'une grave erreur d'analyse. L'obscur agent du KGB va en effet se révéler être ce que l'on sait.

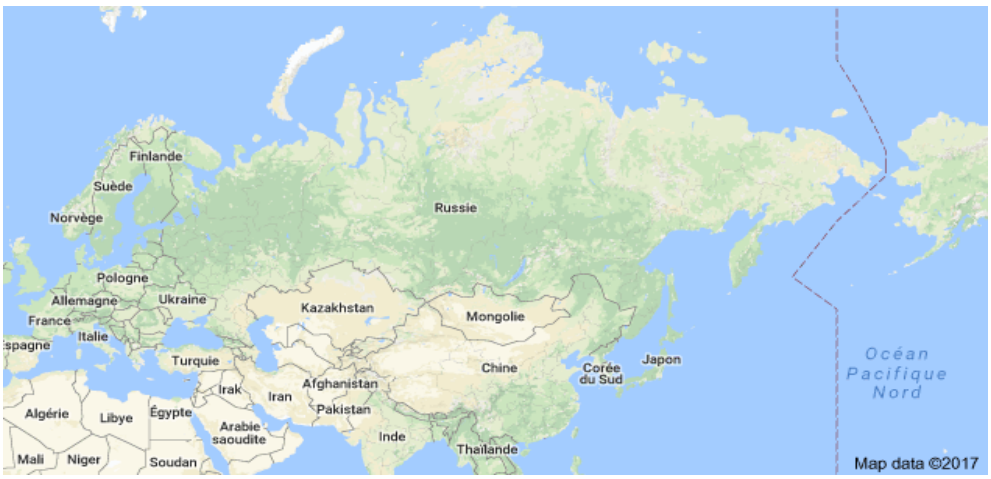
Suite à la possible élection du général Lebed, par d'habiles manœuvres et face à un B. Eltsine épuisé par une décennie de pouvoir critique et de quelques bouteilles de Vodka, ce sera au final V. Poutine qui va occuper la fonction suprême de l'Etat. Aidé il est vrai par une classe d'oligarques russes soucieux de leurs intérêts financiers.

Et en tout bon ancien agent des services du KGB/SFB, V. Poutine ne va pas se tourner vers l'Europe mais vers une Chine partageant un idéal communiste. Une erreur de géopolitique qui pourrait se révéler sans doute grave pour le peuple russe, mais cela c'est l'avenir qui nous le dira. 1999-2022, un nouveau bloc totalitaire est alors en reformation, sur la base notamment de la nouvelle Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)*. Danse de couple, un nouvel axe rouge s'installe.

Mais à une différence près : le grand frère soviétique vis-à-vis de la Chine n'est plus.

Le temps de la gloire passé est terminé, la Russie se trouve dorénavant relégué à la place du petit frère soviétique. Les rapports de force économiques ont été inversés.

Le territoire russe reste bien sûr -et de loin- le plus grand mondialement, mais économiquement la nation témoigne d'un PIB douze fois moindre que celui de son voisin chinois.



Superficie des territoires : immense Russie, grande Chine et petit Japon.

Sur les questions d'agrégats économiques rapportés au niveau des richesses naturelles des nations (et non pas de la superficie territoriale des nations), sur longue période la plus belle leçon est sans doute à retirer du Japon : une nation disposant de très peu de gisements en ressources naturelles, mais qui témoigne pourtant d'indicateurs socio-économiques et d'avancées technologiques situés à la pointe des classements.

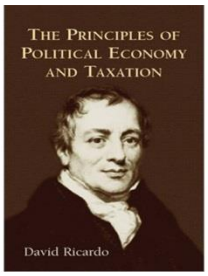
2-Savoir prendre du recul par rapport aux thèses économiques dominantes

Faut-il rappeler la grandeur du peuple russe, de sa culture, de son histoire, de son pays ? Et de ses richesses naturelles. La Russie est en effet l'eldorado écologique mondial, mais pourtant de taille économique bien modeste au final. Face au déclenchement de la guerre ukrainienne, la communauté internationale ne se trompe sans doute pas en l'attaquant sur ce registre, car la nation est fragile. A titre comparatif, cela ne pourrait pas être le cas de la Chine par exemple.

En termes de richesse par habitant, l'habitant russe représente 8.000 USD/an.

En comparaison, le japon qui compte le même nombre d'habitants que la Russie, mais au sein d'un pays que l'on sait de bien faible superficie, affiche un résultat cinq fois supérieur : environ 40.000 USD. L'erreur de la grande Russie ne serait-elle pas de se cantonner à un rôle de spécialisation sur ses richesses naturelles, et notamment le pétrole et le gaz ? Une économie de rentes ?

Nous retrouvons ici une analyse chère aux économistes classiques (libéraux) : afin d'optimiser ses profits, une nation doit rechercher une spécialisation sur ses dotations factorielles propres. Et abaisser ses droits de douanes afin de commercer avec les autres nations. Le penseur maître de cette question était D. Ricardo au début du XIX° siècle.



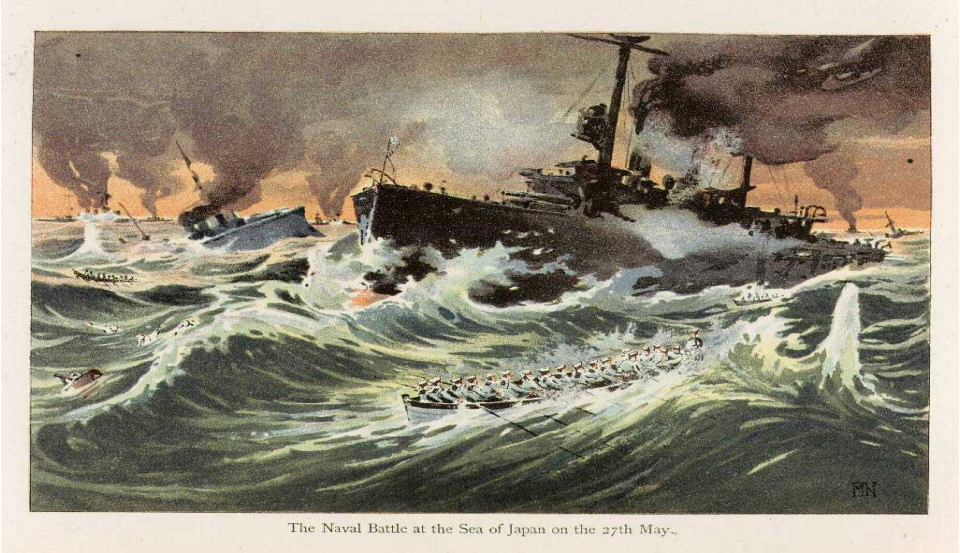
(D. Ricardo, 1817).

Selon l'économiste britannique D. Ricardo, tout en se spécialisant sur leurs avantages comparatifs, les nations doivent opter pour une politique visant l'instauration d'une concurrence, et donc à s'ouvrir pleinement au commerce international. Ainsi, dans l'intérêt de l'ensemble des parties, les manufactures britanniques peuvent

exporter leurs draps de laine, et les portugais leurs flacons de vin. Ou encore, D. Ricardo pourrait nous dire en ces temps contemporains : que le Zaïre exporte son bois, ses diamants, son cobalt, son cuivre ou son coltan, et importe les voitures, les smartphones, les centrales électriques ou le matériel ferroviaire dont il a besoin.

En d'autres termes, pour les pays dotés de gisements en matières premières, il ne faut pas avoir pour objectif de fabriquer des machines textiles, des biens d'électroniques ou des fours sidérurgiques. Les coûts d'opportunité vont d'ailleurs d'eux même inciter les agents économiques à exploiter les richesses naturelles de la nation, et non pas à prendre des risques sur des investissements en environnement incertain. Le Japon produit des voitures et des smartphones, et la RDC exploite ses mines de matières premières. Chacun à sa place et le jeu devrait se révéler à somme positive. En théorie tout du moins…

La science économique à l'épreuve de l'histoire



Contrairement à la Russie, la Japon ne dispose pas de matières premières, mais pour autant elle va infliger une historique défaite sur la Russie en 1905. Le cours de l'histoire de la Russie va en être profondément marqué.

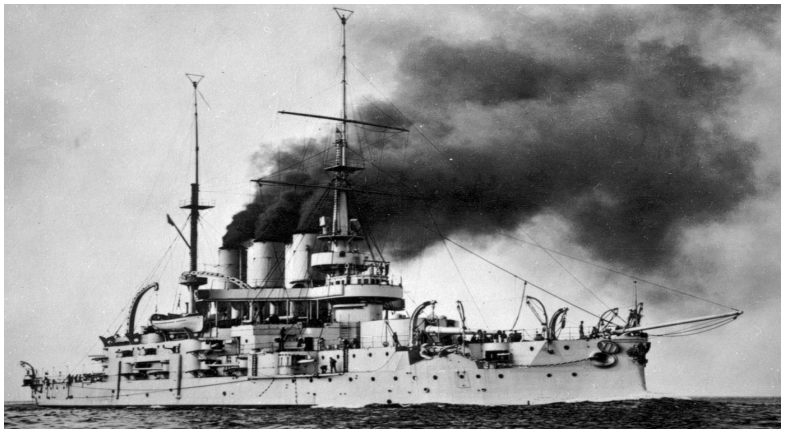
A partir de 1868, contrairement à la thèse classqiue libérale de D. Ricardo, le Japon ne se spécialisera pas sur ses cultures rizicoles mais au contraire va conduire une ambitieuse politique scientifique, technologique et industrielle afin de maitriser les filières d'avenir. Ici une gravure témoignant de l'approche appliquée à l'armement.

Le Japon éclairé de son ère Meiji (1868) ne mettra guère en avant donc les propos de D. Ricardo. De son choix politique vont en découler les résultats socio-économiques et technologiques que l'on connait. En 1905, lors de la bataille navale de Tsushima, le Japon va ainsi vaincre la Russie. Cette date de profonde blessure marquera une étape importante dans la fin symbolique de l'empire tsariste.

Enseignement à retirer ? le développement d'une nation ne provient pas de l'application de la théorie libérale, mais d'une ouverture économique sélective du pays à l'international, et sous le contrôle d'une puissante fonction publique. La Chine de Deng Xiaoping (1978) ne démentira pas cela non plus. Mais retour en Russie.

Une page historique va de nouveau se tourner peu après la bataille de Tsushima, ce sera la révolution d'octobre (1917). Le film « Cuirassé Potemkine » -archétype du film de propagande- en offre une belle

illustration : le tournage va relater le soulèvement de la population russe contre le pouvoir en place. Un éloge de la révolution bolchévique à venir. Le massacre du peuple sur les marches d'Odessa par les uniformes blancs de l'armée tsariste ne fera qu'annoncer la révolution d'octobre. C'est-à-dire l'avènement du collectivisme : Lénine, Trotski puis Staline.



Film « *Le cuirassé Potemkine* » (film de 1925) sur le soulèvement d'Odessa de 1905.

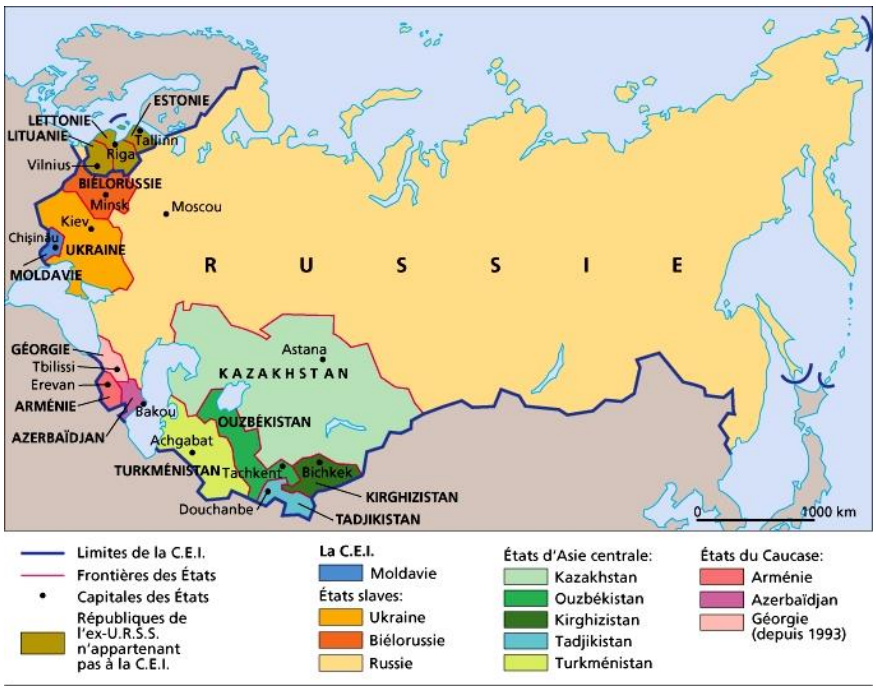
Sur le plan économique, les décennies qui vont en découler seront riches en enseignements. Et en drames aussi. De 1917 à 1991, la Russie ne sera plus, mais seul l'Union soviétique, avec sur son plan économique tout ce que vous aviez appris enfant dans vos cours d'histoire au collège et lycée : le marteau et la faucille, Stakhanovisme et la Mère Patrie, Kolkhoze et Youri Gagarine, les famines et les martyrs de l'église orthodoxe, le KGB et la nomenklatura, la paranoïa et les gérontocraties, Cuba et les missiles, etc. La Russie d'aujourd'hui porte encore toutes ces traces, celles des grandeurs et des mensonges, des espoirs et des douleurs.

Y. Gagarine, le premier homme dans l'espace (1961).

Enseignement à retenir ? Penser la science économique comme a-historique et a-spatiale est une erreur profonde. La théorie néo-libérale « standard » en cela peut être qualifiée de hors sol. L'économie est toujours ancrée dans une histoire longue, elle est enchâssée dans des sociétés.

Puis avançons à grand pas pour parvenir jusqu'au tournant de la période contemporaine : 1989-1991. Sur les décombres du communisme, un libéralisme de choc va s'installer. Puis quelques années après, l'ascension de V. Poutine.

Suite à la fin du bloc soviétique (1991), la présidence B. Eltsine va en effet décider d'une politique économique placée sous le signe d'un libéralisme à tout crin. L'empire sera éclaté, et les richesses de la nation livrées en grande partie aux libres marchés.



1991est la date de la naissance de la CEI, avec en vert les anciens pays satellite de l'URSS.

Quels enseignements retenir sur les deux périodes 1990-1999 / 2000-2020 en termes d'évolution du PIB ?
Analysez cela en veillant à différencier les données endogènes et exogènes à l'économie russe.
(une donnée exogène est par exemple l'évolution des cours mondiaux des matières premières énergétiques),

Conséquences ? Un graphique parle mieux que de longs discours. Synthétiquement, que nous faut-il en retenir ?

Les privatisations massives conduites sur une décennie vont se solder par une division par deux du PIB de la nation. Et à une multiplication par trente de son taux de chômage. Le tout couronné d'un accroissement vertigineux des inégalités de richesses au sein de la population.

Economiquement tout cela est lié. En fin de décennie 1990, le peuple russe est non seulement pauvre, mais de surcroit -et contrairement à la période antérieure- sans aucun amortisseur social étatique disponible.

Il va alors en découler de manière assez compréhensible un retour à la nostalgie des temps passés. C'est-à-dire, dans le contexte contemporain de la Russie, à la montée en puissance de V. Poutine. Une

profonde réorganisation économique va en résulter. Et cela également sur le plan de la politique tant interne qu'externe.

Exemple ?

La Syrie du boucher de Damas, Bashar al-Assad peut finalement applaudir les Y. Gaïdar, A. Tchoubaïs, J. Sachs et autres conseillers néo-libéraux de B. Eltsine. Le meilleur ambassadeur de Bashar-al-Assad, son meilleur allié, ne s'appelle-t-il pas en effet V. Poutine ?

Quant aux drames humains qui s'abattent de nos jours sur l'Ukraine, ils sont également indirectement le résultat des erreurs libérales conduites durant cette décennie 1990. C'est la crise qui a permis à V. Poutine de prendre le pouvoir dans une nouvelle ligne dure.

Guerre en Ukraine (mars 2022)

Enseignement à retirer ? L'économie est une question sérieuse, éminemment politique, et l'application d'une théorie n'est jamais neutre quant à ses effets sur la société. Pour le meilleur ou pour le pire, l'histoire nous l'apprend généralement sans nuance.

Analysons dorénavant plus en détail cela.

3-Naissance du régime Poutine : autocratisme contre promesse de refonder la « Mère patrie »

V. Poutine ne s'y trompe pas : l'économie du pays témoigne d'une position exceptionnelle sur le plan des matières premières, tant énergétique que minérale et agricole. Il convient alors de tirer parti de cet atout. La puissance publique va se remettre en marche et c'est là un acquis important du début de la présidence de V. Poutine : se réapproprier les ressources de la nation et refonder la Mère patrie.

Affiche de la Mère Russie (1914), une personnification guère éloignée du principe de la Mère patrie chère à l'Union soviétique

Les résultats vont relativement être au rendez-vous. Un début de prospérité naîtra et une classe moyenne va peu à peu se développer en Russie.

Certes, malgré ses richesses, l'économie reste au stade de pays en voie de développement sur le plan du niveau de vie de la population. Un apparent paradoxe car l'industrie est pourtant très développée suite à l'héritage soviétique, et avec les excellences scientifiques et techniques que l'on connait. Pensons aux positions dans les secteurs de l'aéronautique et de la défense avec Rostec[3], du nucléaire avec Rosatom, de l'aérospatial avec le cosmodrome de Baïkonour, de l'aluminium avec le géant Rusal, ….

Mais les allocations de ressources restent principalement orientées vers les secteurs de la défense, et guère au bénéfice de la société civile. Par ses choix d'investissements et de position géopolitique, la Russie de V. Poutine se lance dans une renaissance de l'axe rouge. Une nostalgie des temps anciens ?

Des interventions sur de multiples questions géostratégiques à des fins opaques sinon totalitaires vont alors se faire jour. La face sombre du nouveau pouvoir V. Poutine est là. La Syrie du printemps arabe en représente l'un des cruels témoins.

Macabre danse

A partir de 2011, la Russie va opposer à répétition son droit de véto au Conseil de Sécurité de l'ONU contre la résolution d'intervention des Etats membres visant à stopper les exactions commises contre le peuple syrien. Et derrière le maître du Kremlin soutenant Bashar al-Assad se trouve également le régime Xi Jinping. L'économie n'est jamais sans lien avec la politique, ici sous l'angle de choix totalitaire.

Depuis 2011, scène ordinaire de guerre civile en Syrie.

En 2022, guère d'avancées positives sont constatées sur la question. Et l'Occident semble comme surpris de la nature de l'invasion russe en Ukraine … Mais n'est-ce pas là oublier la violence que ce régime avait adopté vis-à-vis des populations

[3] Un des géants mondiaux de l'industrie de l'armement, avec en Russie plus de quarante filiales spécialisées sur les différents segments de la défense Terre-Air-Mer (aéronautique, électronique, informatique, matériaux, balistique, …). Une entreprise d'Etat comptant environ 500.000 personnes, et témoignant d'un niveau de technicité très élevé sur les applications notamment duales. 75% du chiffre d'affaires du conglomérat est estimé être dédié à des applications miliaires.

d'Alep et autres villes de la Syrie ? La politique dévastatrice du dictateur Poutine est tristement lisible de longue date. La crise Georgienne également était là pour nous éclairer et comprendre les suites possibles du conflit ukrainien. La guerre n'est jamais propre, mais sous le régime Poutine, elle se révèle particulièrement sale.

« Le véto abject sino-russe ».

La danse macabre des trois autocrates

De nouveau en 2020, dans une danse de couple entre la Syrie de Bashar al-Assad, la Russie et la Chine, le couple sino-russe vont opposer leur droit de veto à l'ONU sur une extension du droit d'entrée de l'aide humanitaire transfrontalière apportée aux Syriens. Selon Amnesty Internationale[4], cette aide est pourtant vitale pour des millions de civils en Syrie.

Plus largement, suite aux conséquences du printemps arabe et de son extension en Syrie en 2011, les deux régimes sino-russes vont continuellement apporter leur soutien au régime de Bashar al-Assad, ce dernier engageant une guerre civile contre son peuple. En 2022, la Russie de Poutine en est à son 14° véto contre les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. La macabre danse sino-russe avait commencé en 2012 et ne cesse de perdurer.

RÉPRESSION SYRIENNE : Après le veto sino-russe, la consternation

(Source : Le Matin.Ch, 4 février 2012)

La Russie et la Chine ont opposé leur veto samedi au Conseil de sécurité de l'ONU à un projet de résolution présenté par les Occidentaux et des pays arabes et condamnant la répression sanglante en Syrie.

Le secrétaire général des Nations Unies Ban Ki-moon a exprimé sa profonde déception après le veto sino-russe empêchant toute résolution onusienne sur la Syrie.

Ce projet exprimait le "soutien sans réserve" du Conseil au plan de Ligue arabe pour parvenir à une transition démocratique en Syrie et dénonçait les "violations flagrantes et généralisées" des droits de l'Homme commises par le régime syrien. La Chine et la Russie ont opposé leur droit de veto tandis que les 13 autres pays du Conseil ont voté en faveur du texte.

[4] « *Nations unies. La Russie et la Chine opposent un veto abject à une aide vitale pour des millions de civils en Syrie* », 7 juillet 2020, Amnesty International.

Malgré dix mois de violences qui ont fait au moins 6.000 morts selon les militants, le Conseil a été incapable jusqu'ici d'adopter une résolution sur la Syrie.

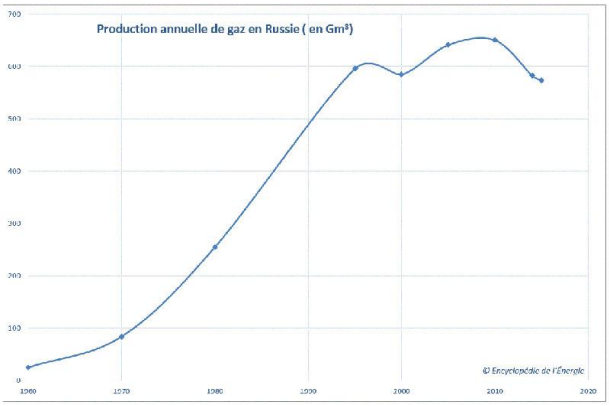
(…)

Londres «consterné»
L'ambassadeur allemand Peter Wittig a accusé le Conseil "d'avoir une nouvelle fois failli à ses responsabilités" et le britannique Mark Lyall Grant s'est déclaré "consterné".
L'ambassadeur marocain Mohammed Loulichki, seul membre arabe du Conseil, a exprimé sa "déception et son grand regret".

Les USA «écœurés»
Les Etats-Unis sont "écœurés de ce veto qui nous empêche de traiter une crise de plus en plus grave en Syrie", a déclaré l'ambassadrice américaine Susan Rice. Elle a accusé la Chine et la Russie "d'abandonner le peuple syrien et de protéger un tyran". "Toute nouvelle effusion de sang sera de leur responsabilité", a-t-elle estimé.
"Cette intransigeance est d'autant plus scandaleuse, a-t-elle martelé, qu'un de ces membres (la Russie) continue de livrer des armes à Assad".

(…)

Autocratisme contre promesse de prospérité



1960-2016 : évolution de la production de gaz en Russie, avec notamment la production du géant mondial Gazprom[5]. Sur le plan de la propriété du capital, cette entreprise d'Etat est côté à la bourse de Londres, mais avec une majorité du capital détenue par l'Etat Russe (50,1%), le reste se répartissant entre divers investisseurs nationaux et étrangers.

Composée d'environ 500.000 salariés, réalisant un chiffre d'affaires de 130 milliards USD pour un résultat comptable de 20 à 25 milliards USD, Gazprom représente la première source de devises pour la Russie. Ensuite se trouve la société d'Etat Rosneft, spécialisée elle aussi sur le secteur de l'énergie, mais sur la filière pétrolière.

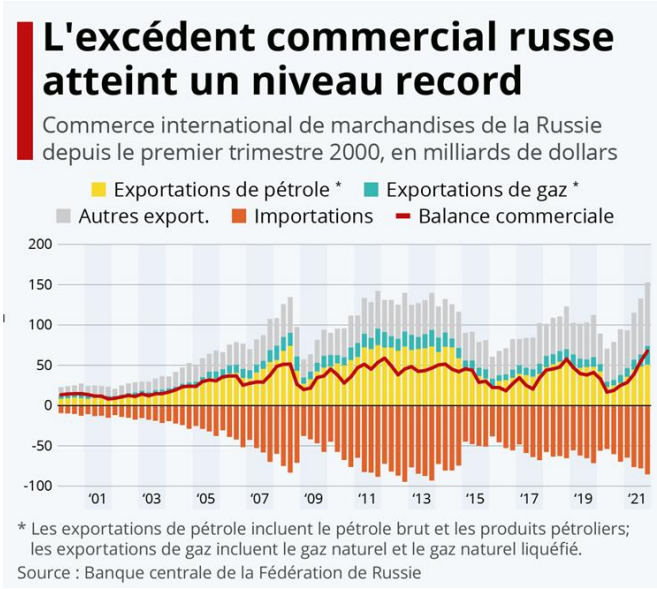
Pour faire oublier les critiquables -sinon barbares- actions perpétrées tant sur la scène nationale qu'étrangère, le régime Poutine va acheter la paix sociale du peuple en redistribuant une partie des immenses richesses de la nation. La manne financière issue des matières premières est le meilleur allié du pouvoir du Kremlin.

Cela est particulièrement constaté durant la période de hausse des cours, avec un apogée durant la période post-Covid où la Russie va multiplier par quatre ses excédents commerciaux. Et gonfler par là

[5] Pour une analyse du secteur, le lecteur peut se reporter à Locatelli, C., « *L'industrie du gaz naturel en Russie : des réformes en débat* », Encyclopédie de l'énergie, 2015.

même ses réserves de change et son stock d'or, ainsi que réduire son endettement public. Ce dernier est l'un des plus faibles mondialement : 20% de son PIB.

En France ou aux Etats-Unis, à titre comparatif, il s'agit de 130% de leur PIB (2022).



Source : Statista (2022)

De 2000 à 2021, après avoir essuyé l'historique crise économique des années 1991-1999, la population russe va ainsi connaitre à la fois une refondation politique de la nation et une croissance économique jusqu'ici jamais connue. En 1998, le PIB/hab était ainsi de 1500 USD pour se hisser en 2020 à 8000 USD.

Cela provient, comme nous l'avons vu, d'une réappropriation pertinente par l'Etat des empires industriels soviétiques auparavant privatisés sous la présidence B. Eltsine, avec notamment l'oligopole* des hydrocarbures Gazprom, Rosneft, Lukoil et TNK-BP[6].

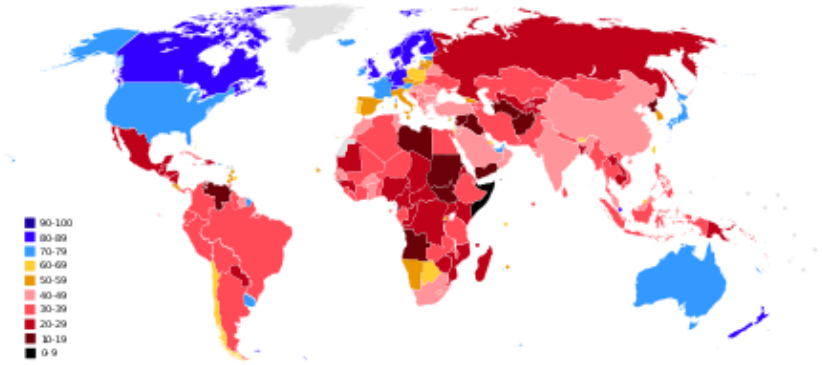
Une classe moyenne va ainsi se développer sous les présidences V. Poutine/ D. Medvedev et peu à peu découvrir l'accès à des conditions de vie plus favorables. 1999-2021 s'expose ainsi comme une période témoignant d'un bilan économique et social globalement positif pour le nouveau pouvoir. Du fait des errements passés liés à l'hasardeux choix de la politique néo-libérale 1991-1998, le contraste se révèle en 2021 sans appel.

Gardons toutefois les ordres de grandeur à l'esprit. De nos jours, la Russie ne figure pas parmi les nations développées, mais est catégorisée comme un pays à statut intermédiaire. Encore éloignée des standards des pays occidentaux, elle a certes progressé sur la plupart des agrégats et en particulier au niveau du pouvoir d'achat, mais sur un régime de croissance lent et avec une forte inflation[7] et un mauvais coefficient de Gini*. L'économie russe était pauvre -la population disposait du stricte nécessaire et sur la base d'un panier de marchandises souvent de piètre qualité- mais relativement égalitaire quant à la répartition des revenus jusqu'en 1990 (faible coefficient de Gini[8] : 0,26). Elle

[6] Il s'agit là des quatre géants du gaz et du pétrole russe.
[7] Ce qui se traduit par une évolution en pouvoir d'achat réel faible sur longue période.
[8] Pour savoir si une distribution, par exemple de revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est l'index Gini. Compris entre 0 et 1 il mesure l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.
0 signifie ainsi une parfaite répartition de la richesse dans la population (la population ne serait représentée que par une

deviendra ensuite plus riche mais avec une répartition très inégalitaire depuis le début des années 2000 (Gini supérieur à 0,4) et dans le haut du classement au niveau de la corruption.

Indice de perception de la corruption



Source : ONG Transparency International

Mais ne jetons pas le bébé avec l'eau du bain et profitons-en pour stabiliser un enseignement : la régulation capitaliste -ici sous contrôle de l'Etat central- génère aux populations un bien-être collectif préférable au système collectiviste de type soviétique. Sur longue période, le libéralisme nous apprend cela sans l'ombre d'un doute.

Il serait erroné de considérer la théorie néo-libérale comme un facteur de sous-développement.
La mise en place de marchés libres témoigne en effet de nombreux atouts favorables
à un accroissement des richesses de la nation. Par ailleurs, le libéralisme va généralement de pair avec une gouvernance démocratique et s'accompagne d'un faible niveau d'indice de corruption en comparaison des régimes plus ou moins totalitaires.

Si un doute persiste encore en nous, remontons dans l'histoire : en 1989, le constat entre les Etats-Unis et l'URSS est un cas d'école. En matière d'indicateurs, pensons à la croissance du PIB et aux indicateurs de richesse par habitant (PIB/habitant, Indicateur de Développement Humain IDHI[9], Indicateur de pauvreté IHP), à l'importance et à la qualité des infrastructures publiques disponibles, au nombre de brevets déposés orientés vers la société civile (et non pas uniquement orientés vers le secteur de la défense), à l'accès à une offre de produit nationaux ou étrangers, aux possibilités de financement d'activités par ouverture au système financier international (bancaire et boursier), etc.

---

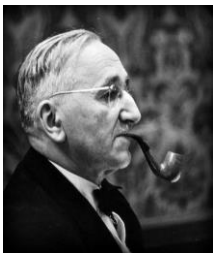
classe moyenne partageant une richesse par individu identique, et 1 une parfaite inégalité.
0.65, sinon plus : quelques personnes très riches et beaucoup de grands pauvres au sein de la population : l'Afrique du sud, la Namibie, Guinée équatoriale, …etc.

[9] L'IDHI est un Indicateur statistique de Développement Humain ajusté en termes d'Inégalité et reposant sur quatre critères : PIB/habitant ; Espérance de vie à la naissance ; Taux de scolarisation à partir de 17 ans ; Inégalité au sein de la population (en matière de genre, de santé, de revenu et d'éducation). Afin de caractériser le niveau de développement d'un pays, il permet d'avoir une analyse beaucoup plus complète comparativement à une seule analyse par PIB.

En 1989, il faisait meilleur vivre aux Etats-Unis -nation symbolique d'une régulation libérale- qu'en URSS, nation symbolique d'une régulation collectiviste. Quant au respect des libertés, là aussi le constat s'affiche sans nuance. Woodstock s'écrit outre atlantique, les goulags en Sibérie.

Sur le plan théorique, l'analyse de F. Hayek détient aussi quelques vérités majeures. Il n'est d'ailleurs pas neutre que le père de la théorie néo-libérale ait construit son analyse au début du contexte de la guerre froide. Un de ses ouvrages maitres va rester « *Les routes de la servitudes* », un vibrant plaidoyer pour le libéralisme individuel et contre un Etat plus ou moins oppresseur. Mais c'était toutefois ignorer l'importance de la loi de Wagner[10]. F. Von Hayek va considérer l'Etat principalement comme une structure institutionnelle pouvant conduire au totalitarisme. En 2022, notons que les régimes de Moscou et de Pékin n'infirment pas totalement son analyse sur le plan des libertés... Mais prenons garde aux malhonnêtes raccourcis : cela ne signifie aucunement que le développement de l'Etat engendre de fait le totalitarisme. L'Europe n'en donne-t-elle pas une éclairante illustration ?

Puissance publique et libres marchés ne s'opposent pas, ils sont deux leviers permettant le développement d'un bien-être collectif.


Friedrich von Hayek

Comme dans le tournage du film « Le Rideau déchiré » (A. Hitchcock), il y a Berlin-Est et Berlin Ouest.
Et derrière ce fait se trouve deux conceptions distinctes de la science économique.
Au XXI° siècle, gardons-nous toutefois des approches binaires. Ne serait-ce qu'en matière de capitalisme, toute une déclinaison de formes possibles de régulation capitaliste existe, allant de sa forme anglo-saxonne à sa forme de capitalisme d'Etat central.

Conclusion sur l'économie russe : une nation témoignant d'un poids économique modeste.

Sur le plan des données économiques, en 1989 le constat entre les Etats-Unis et l'URSS est ainsi clair : ces deux nations sont relativement comparables en bien des points. Elles disposent d'une très grande

[10] Loi de Wagner : selon l'économiste socialiste allemand Adolph Wagner (1835-1917), la croissance économique s'accompagne d'une hausse de la part des dépenses publiques dans le PIB, et ce en raison du développement de l'économie, qui requiert infrastructures et services publics, et de l'importance croissante accordée par la population à l'éducation, à la culture et à la protection sociale. Les néo-libéraux vont porter un regard critique sur les dépenses budgétaires hors fonctions régaliennes, mais tout cela est en réalité une construction de bien public favorable au plus grand nombre. Les moindres déséquilibres de richesses proviennent de ses acquis collectifs, et non pas des rémunérations salariales qui elles, à l'échelle mondiale, se discriminent et précarisent de manière croissante les collectifs sur la période 1990-2020.

superficie, de fortes démographies, d'abondants gisements en ressources naturelles, le tout avec une prime à la Russie d'ailleurs, cette dernière disposant d'une démographie plus modeste (150 millions contre 320 millions aux Etats-Unis) mais d'un territoire beaucoup plus vaste (le double des Etats-Unis) et des richesses naturelles plaçant la nation au 1er rang des pays les mieux dotés.

Pourtant, en termes de PIB par habitant, la donnée est d'un rapport proche de 1 à 10. En 2021, un PIB/hab. de 8.000 USD en Russie contre 64.000 USD pour un habitant résidant aux Etats-Unis. La Russie est au final une nation témoignant d'un poids économique modeste.

Contrairement au grand frère chinois qui, depuis la décennie 1980, va témoigner de son côté d'une vitalité hors norme.

4. La naissance du grand frère chinois

Bref retour sur l'histoire

Nous nous limitons ici à esquisser les grandes lignes de l'évolution du pays à partir de 1978. Que cela n'omette toutefois l'histoire longue de cette nation riche d'une culture de 3000 ans, sinon de 5000 ans.

Vers une politique d'ouverture sélective (1978-2001)

Suite au décès de Mao Zedong (1976) et de la condamnation de « La bande des quatre », la Chine n'a pas jugé utile de prêter une oreille attentive aux thèses néo-libérale. Elle s'est tenue loin des sirènes anglo-saxonnes et a préféré opter pour une ouverture sélective, sous la forme d'un capitalisme d'Etat central. Une économie contrôlée, administré, d'interventionnisme keynésien et faisant fi de la plupart des règles de la concurrence. Y compris à l'international.

Il s'agit là d'un choix judicieux consistant à épouser son ennemi -le marché- sans renier ses principes d'interventionnisme public. Le maître à penser de cette approche se nomme Deng Xiaoping.

Le petit géant Deng Xiaoping

Deng Xiaoping va mettre en place une politique d'ouverture sélective à partir de 1978 et qui reste présente jusqu'à nos jours. A l'origine, elle se construit autour de quatre principales zones économiques spéciales accueillant les investisseurs étrangers. Elle s'étendra en 1984 à 14 zones. L'ouverture sélective de la Chine va durablement être lancée. Economiquement, c'est la fin du communisme, on parle de « socialisme de marché », le tout sous le contrôle politique du Parti communiste.

A l'origine de cela se trouve Deng Xiaoping. Puis sa politique économique sera ensuite poursuivie par Jiang Zemin et Hu Jintao qui vont approfondir son approche. Trois présidences majeures de la Chine sont ici.

Shenzhen en image d'Epinal, du petit port de pêche durant les années 1970, c'est là que Deng Xiaoping va lancer le programme des quatre modernisations dans les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, et de la science et des techniques. Trente ans plus tard, cette cité va s'imposer comme le plus gros cluster industriel et technologique mondial.

Shenzhen, du village à la mégapole du delta des perles.
Une croissance supérieure à 20% par an. 13 millions d'habitants en 2022.

Cette spectaculaire réussite de la Chine -juste le ciel bleu, les abeilles et les oiseaux en moins- va se faire par une audacieuse politique d'ouverture sélective associée à d'importants flux d'investissements étrangers (FDI). La décennie 1990 sera notamment décisive et va permettre la formidable croissance de la nation sur longue période.

Chine 1992-1998 ? Nous ne sommes pas en Russie : la nation va témoigner d'une multiplication par deux de son PIB, environ 25% de la population va être sortie de la grande pauvreté, et ce capitalisme d'Etat n'en sera qu'à son début.

Source : Coe-Rexecode

Toutes les grandes sociétés du monde vont s'implanter en Chine sous les deux présidences de Jiang Zemin et de Hu Jintao. Que ce soit dans les secteurs de l'hydraulique, de l'aéronautique, de l'automobile, du médical, de la pharmaceutique, des télécommunications, de la sidérurgie, de l'électronique, des services, ... Nous pouvons désigner cette période celle des vingt glorieuses chinoises :

1993-2013.

Exemple du parc scientifique de Haidian (Zhongguancun Haidian Science Park).

(Source : ambassade de France)

Le parc scientifique de Haidian, actuellement l'un des 10 parcs scientifiques de Pékin réunis sous le nom de Zhongguancun, a été le premier parc scientifique chinois labellisé dans le cadre du programme TORCH en 1988.

Situé dans le district de Haidian, il regroupe en son sein toutes les plus grandes universités, laboratoires et entreprises de hautes technologies de la municipalité de Pékin. Fortement spécialisé dans les technologies de l'information et de la communication, il a vu naître certaines de plus grandes entreprises chinoises du domaine, telles que Lenovo, Stone ou Founder.

Il a également attiré les centres de R&D des plus grandes entreprises internationales, comme Microsoft, IBM, Samsung...Dès 1988, les entreprises innovantes s'installant dans le parc ont pu bénéficier d'avantages fiscaux importants : exonérées d'impôt sur le revenu pendant les trois premières années, celles-ci ne payaient que 7,5 % de taxes entre la quatrième et la sixième année, puis 15 % à partir de la septième année. En 2006, un fonds spécial pour la coopération internationale a également été créé, et a financé 192 projets entre 2006 et 2009 à hauteur de 32 millions de yuans (environ 4 millions d'euros).

Les politiques du parc ont connu un tournant en 2009 lorsque celui-ci est devenu la première National Innovation Demonstration Zone, un nouveau statut approuvé par le CAE, et a lancé son système dit « 1+6 ».
La mission du parc est de créer un centre d'innovation mondial en s'appuyant sur un jeu de politiques dans 6 domaines particuliers : droit des actionnaires, réductions de taxes, propriété des résultats de la recherche, reconnaissance du statut d'entreprise technologique, financement de la recherche et ventes.

Puis à partir de 2013, cinq faits majeurs vont apparaître sur la scène internationale. Il va en découler de profonds changements géoéconomiques pour en arriver à la Chine et à la Russie que nous connaissons de nos jours.

5- 2013-2022 : cinq profonds changements géoéconomiques et géopolitiques

Sous cette période, cinq faits vont en effet profondément modifier la donne.

Second Deng Xiaoping ou second Mao ?

-En 2013 Xi Jinping va prendre la suite de la présidence de Hu Jintao.

-D. Trump va être élu aux Etats-Unis en 2017.

-L'Inde va s'imposer comme la seconde superpuissance en formation pour le monde indo-asiatique.

-Une crise Covid à répétition va s'abattre sur le monde (2020).

-Le régime Poutine va déclencher la guerre contre l'Ukraine (2022).

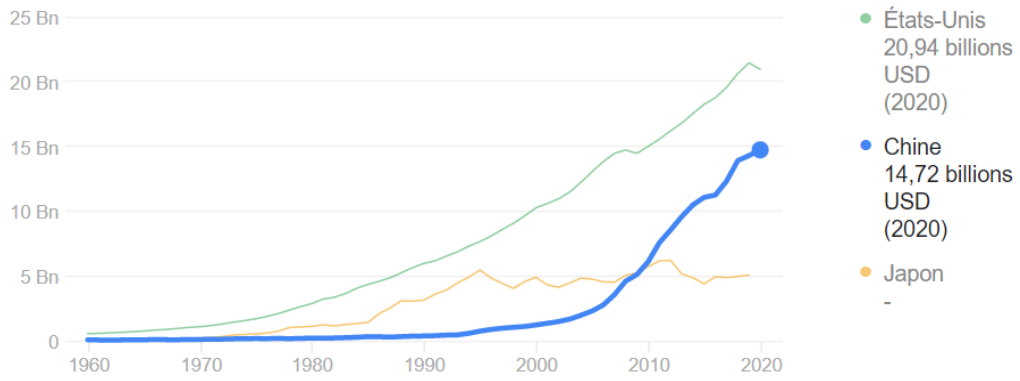
En moins de 10 ans, ces faits vont réorienter en profondeur les dynamiques économiques et géopolitiques mondiales. De nouvelles racines se font jour dans l'émergence d'une seconde guerre froide. De même, une prise de conscience se fait jour sur la dépendance de l'économie mondiale à la Chine. Une redistribution des cartes géostratégiques semble urgente à opérer, et la montée en puissance de l'Inde invite à repenser le primat de la région indo-asiatique.

6-La nouvelle puissance montante se nomme l'Inde

Face à une Chine économiquement de plus en plus protectionniste et glissant vers l'autocratisme, les investisseurs étrangers vont modifier leur rationalité géostratégique notamment au profit de l'Inde. A partir de 2015, la plus grande démocratie du monde dépasse ainsi la Chine sur le montant des investissements étrangers effectués sur le territoire. Et il en est de même au niveau de la croissance du PIB[11].

En projection 2030 et aux côtés du Japon, l'Inde et la Chine vont représenter ainsi les trois géants de l'Asie, même si en 2022 l'économie indienne reste comparativement de taille modeste face à la Chine. Avec environ 3000 milliards USD de PIB, elle représente seulement deux fois la taille de l'économie russe. De son côté, la Chine est de loin la seconde puissance économique mondiale, avec une croissance fulgurante de son PIB enregistrée depuis 1993.

Evolution des nations en PIB

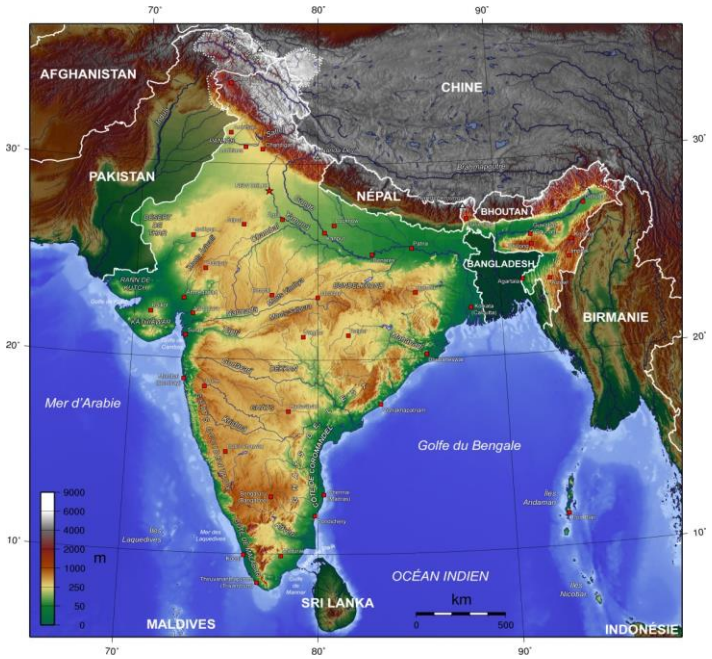


(Source : Banque mondiale)

Depuis 2013 et surtout 2018, date d'intronisation d'une présidence à vie de Xi Jinping, la réorientation

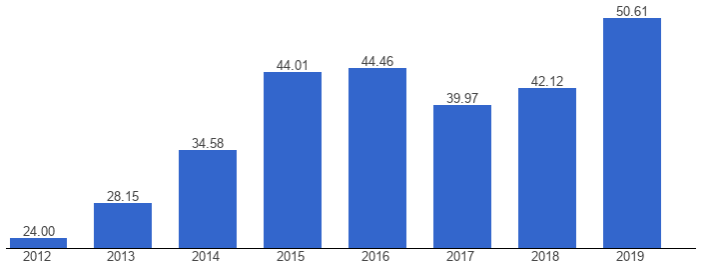
[11] Ce dernier fait statistique se comprend aussi au regard des montants de valeur ajoutée en jeu. Il est aisé pour l'Inde de dépasser dorénavant le régime de croissance chinois.

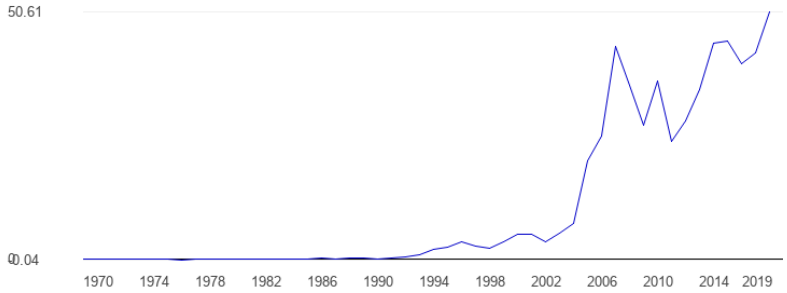
des IDE de l'Occident vers l'Inde s'intensifie dans les secteurs de la haute technologie : électronique, médical, service, automobile, ferroviaire, nucléaire, …. Et cela va profondément s'accélérer suite à la crise Covid au profit de la nation indienne. Du fait de son statut de démocratie et de l'ampleur du marché à couvrir, a l'inverse de la Chine du régime Xi l'Inde bénéficie d'un crédit politique important vis-à-vis de la communauté internationale.



Plus grande démocratie mondiale, 5° puissance économique et demain première démographie du globe.
Aujourd'hui encore pauvre, une grande partie de l'avenir va se jouer en Inde.
Grand puissance agricole, industrielle et de services connectés,
elle pourrait apprendre notamment à l'Occident le pouvoir des *Low Tech,*
ainsi que des modes de résiliences face aux mutations à venir.

Flux d'Investissement Direct Etrangers en Inde (FDI - Inde)





Source : Groupe Banque Mondiale, OECD et alii.

La crise Covid et les ruptures d'approvisionnement qui en découlent vont profondément accélérer la dynamique de répartition des IDE entre les grandes régions. Une décision de relocalisation des investissements stratégiques est dans le même temps retenue par de nombreuses nations occidentales, notamment sur les secteurs clés. En Europe, pensons notamment à l'électronique, au numérique et à l'énergie.

A l'origine, cela s'inscrit dans un contexte où l'ancienne présidence D. Trump va conduire de manière plus ou moins cohérente à partir de 2017 une rivalité croissante avec la Chine. La guerre commerciale sera lancée afin de réduire les déséquilibres commerciaux entre les deux pays.

Balance commerciale des Etats-Unis avec la Chine

Balance commerciale Etats-Unis / Chine 1985 – 2017 (Banque mondiale)

Pour des raisons suspectées de pratiques d'espionnages, de nombreuses entreprises chinoises seront par ailleurs interdites d'exercer leurs activités aux Etats-Unis, mais aussi plus largement en Amérique du nord (Canada) ainsi que dans d'autres nations (Australie, Japon, Allemagne, etc.). Ce mouvement est lancé par l'administration D. Trump mais perdure et va s'étendre avec l'administration J. Biden. De même, une réduction des partenariats en R&D est constatée, et la déclaration de guerre avec l'Ukraine va profondément intensifier le mouvement. Aux Etats-Unis, trois pays sont particulièrement ciblés : la Chine, la Russie et l'Iran. Les applications se font sentir dans les secteurs sensibles susceptibles de développements de technologies duales (civile-miliaire) : aérospatiale, électronique, numérique, etc. Il s'agit également là de signaux illustrant les tensions grandissantes entres les nations libres et les nations ayant adopté une gouvernance totalitaire.

Une Inde qui s'affirme, mais qui reste encore une nation économiquement modeste

Le « *Made in India* » enregistre à grand pas des succès technologiques et économiques, mais le géant de la région indo-asiatique se nomme encore la Chine. Plusieurs raisons à cela.

Sur le plan des statistiques, les Etats-Unis se distinguent par l'ampleur de leurs déficits commerciaux avec la Chine.

-D'une part, et sur longue période (depuis 1993), cela provient d'une croissance exponentielle des postions chinoises en de nombreux secteurs clés. Pensons aux domaines des Réseaux-Telecom, de la mécanique, du textile, des biens de consommation intermédiaires, du BTP, des moyens de transports, de l'énergie, … Il en découle un déficit commercial structurel outre-Atlantique, mais aussi en Europe, Inde, Afrique, etc. Les familles de produits en téléphonie mobile en représente un cas d'école, même si le leader chinois Huawei va connaitre une perte de ses positions à partir de 2019. D'autres compétiteurs sont toutefois là pour prendre le relais, à l'instar de Xiaomi, Novo ou Oppo.

En 2022, les positions chinoises sont dominantes dans de nombreux secteurs.

Par exemple ici avec Huawei, Oppo et Xiaomi dans l'électronique grand public.
Il en découle la balance commerciale la plus excédentaire mondialement.
En Chine, la téléphonie est le premier produit d'exportation.

En l'espace de 10 ans, le secteur de la téléphonie mobile a vu émerger,
puis s'imposer de nouveaux leaders chinois sur le marché mondial.
Et il en est de même sur de nombreux autres secteurs. Illustration ici avec la téléphonie mobile.

Source : Boissin, O., « *Développement de l'industrie chinoise de l'électronique & Telecom sous le XIII° plan / Segment de la téléphonie mobile*: *Situation et perspectives* » REWP-C n°10-2 (2018. a2022- *XIV° plan*).

(…)

Concernant Huawei, nous pouvons au final résumer la situation ainsi : cette société est un symbole de ces nouveaux acteurs dominants le monde des Telecom et du numérique. Sur le plan de sa gouvernance, le groupe -comme la plupart des autres grands groupes chinois positionnés sur des secteurs stratégiques-, se trouve directement placé sous le contrôle du Parti Communiste, du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information, du Ministère de la Sécurité de l'Etat et enfin de l'APL notamment au niveau de la gestion de ses relations externes.

Sur le plan des pratiques, le groupe témoigne d'une culture cloisonnée et d'une stratégie à odeur de soufre durant l'ensemble de son fulgurant développement, et en particulier sur la période 2003 à 2019 : vol de propriété intellectuelle -avec Cisco notamment, mais pas uniquement comme nous avons pu le voir-, pratiques corruptives, non-respect du droit européen de la concurrence sur la plan notamment de pratiques de dumping, suspicions d'introduction de logiciels espions dans ses produits grand public (smartphones-tablettes-laptop), mais aussi au niveau des infrastructures cœur-réseaux impactant les entreprises en particulier de grande taille ainsi que plusieurs Etats. (…)

A partir de 2016-2018, le groupe se situe à la pointe de la technologie, notamment sur les segments de la téléphonie et de la 5G, bien que Huawei témoigne encore de larges retards sur certains segments de la microélectronique. Les sociétés Intel, AMD, Samsung, TSMC, SK Hynix, Nvidia et Qualcomm dominent largement le domaine des microprocesseurs, le composant central situé au cœur de l'avantage technologique des produits ; et cela, de très loin devant Hi-Silicon, l'unité de production intégrée des puces Kirin sous la licence britannique ARM des produits Huawei sur son site de Wuhan.

Conjointement au développement de l'OS Harmony, la montée en compétences de ce site figure parmi les priorités absolues du siège de Shenzhen depuis 2019. En attendant et dans l'urgence, un redesign de ses produits grand public sur la base de puces Qualcomm est envisagé par le groupe.

En 2022, l'industrie chinoise témoigne il est vrai d'un retard significatif sur le domaine du design des composants, l'architecture et le bloc IP résident au cœur des microprocesseur et plus largement en fonderie en comparaison des Etats-Unis, de la Corée et de Taiwan, nations qui ont placé par ailleurs Huawei en liste noire. A ne pas minimiser toutefois la montée en compétences rapide du fondeur chinois SMIC qui est parvenu à produire en 2020 des processeurs gravés en 7nm, c'est-à-dire un design produit figurant parmi les plus hauts standards mondiaux. Un approvisionnement national en puces pourrait ainsi se substituer durant le XIV° plan à TSMC, ce dernier assurant encore de nos jours la majorité de l'activité de fonderie dont a besoin la Chine. Bien que la société soit sous statut d'une société par action au capital ouvert, le soutien de l'Etat central à SMIC est entier afin de pallier au retard de la nation.
Les profonds remaniements au sein de la direction depuis 2020 témoignent d'une divergence des positions sur probablement trois chapitres. (…).

Plusieurs Fab sont ainsi en planification à Shanghai, Shenzhen et Pékin durant ce XIV° plan mais reste soumis à une difficulté d'accès aux technologies avancées notamment d'origine américaine et taiwanaise. SMIC est en effet placé outre Atlantique sur la liste des entreprises de haute technologie à vocation duale. Les fondeurs mais aussi les équipementiers de type Applied Materials pour la déposition métallique et la gravure, ASML en photolithographie, Lam Research sur les résines, mais aussi KLA Tencor, TEL … sont ainsi contraints sinon purement en interdiction de coopérer avec les entités chinoises du secteur (…). L'accès à l'amont de la filière sur les lingots de silicium, mais aussi en Fab sur les biens d'équipement en lithogravure représentent notamment une des faiblesses importantes de SMIC ainsi que de Hi-Silicon dans

la conduite de leurs projets de développement. Concernant la gravure des circuits intégrés, l'équipementier européen majeur ASML (Hollande) est ciblé afin de permettre un approvisionnement de ces machines traitant de ces étapes cruciales du process en Fab.

(…)

De même, suite à la vente par Huawei de sa filiale Honor, cette dernière est surveillée afin d'éviter une stratégie de contournement de la part de l'ancienne maison mère. Les coopérations technologiques sont donc dorénavant difficiles pour Huawei -et plus largement pour les groupes chinois placés directement sous contrôle de l'Etat central- avec les leaders mondiaux notamment américains et taiwanais. Ce n'est pas la présence du régime Xi qui devait par ailleurs modifier la donne dans le court et moyen terme. Bien que de taille beaucoup plus modeste, notons qu'en Europe, la sortie des produits continue de s'effectuer -mais sous contrainte temporelle dure face au calendrier des sanctions- de la part du groupe ST Microelectronics et de Soitec qui adoptent une stratégie moins pénalisante vis-à-vis des producteurs chinois pour deux principales raisons (…).

La stratégie commerciale agressive de Huawei à l'international, grâce à l'excellence de son offre en matière de rapport qualité-prix sur son pôle en particulier produit grand public se traduit par une majorité de son CA réalisé en dehors de la Chine. Autour de 65% en 2018 (en données approximées au regard de la complexité de connaître les données réelles internes) et en perspective planifiée à 80% sous le XIV° plan, notamment via le continent africain et la nation indienne. Comme auparavant souligné, ce résultat est le fruit :

-de la conduite d'une intégration verticale entre 2010 jusqu'à nos jours sur la majeure partie de la filière sur ces trois départements de produits (en dehors d'un positionnement amont a forte criticité concernant les lingots où le groupe reste dépendant notamment des compagnies taiwanaises et japonaises pour l'obtention de silicium à très haut niveau de pureté - Shin Etsu Chemical en tête (Japon) ; La Chine est de loin le plus grand producteur de silicium métal (environ 70% de l'offre mondiale), mais témoigne encore d'un retard en matière de technicité d'affinage et transformation).

-du déploiement de réseaux commerciaux agressifs sur ces trois départements de produits et de prescripteurs de la marque à son plus haut niveau institutionnels, y compris sur le plan politique en France -surtout en France- depuis 2014 jusqu'à nos jours. (…).

Sur les produits grand public, à travers sa filiale Honor une priorité a été donnée aux marchés émergents sur la base d'une offre complémentaire aux séries haut de gamme Huawei P40, avec une entrée de gamme et moyenne-inférieure commercialisée sous marque Honor. Concernant les pays émergents, l'Inde et le continent africain figurent en tête de la stratégie commerciale, et cette stratégie a particulièrement bien fonctionné pour deux raisons principales. (…)

2018 représente ainsi la possible année zénith du groupe de Shenzhen. L'arrestation de Meng Wanzhou signe l'acte symbolique de la fin de l'empire, sur son segment en particulier du marché de l'électronique grand public, mais pas uniquement. Le jeu de domino s'est en effet mis en place depuis cette date, et une à une les sanctions tombent à l'encontre de ce groupe qui a dépassé trop fréquemment le respect des règles du jeu et perdu une grande partie de son capital réputation :

- non-respect des droits de propriété intellectuelle et industrielle ;
- de la protection des données personnelles, mais aussi des informations confidentielles des entreprises et des Etats.
Et cela, non point uniquement au Canada mais à travers de nombreuses nations sur l'ensemble des continents.
- par ailleurs, sur le plan de la RSE, le groupe se livre en particulier depuis 2013 à des comportements condamnables : implication directe du groupe dans le soutien au régime autocratique sur sa politique généralisée de surveillance de la population chinoise à travers le programme de « Crédit social ». De même, une étroite collaboration avec le régime Xi est relevée vis-à-vis de la traçabilité des minorités et de la déportation d'un (deux ?) million(s) de personnes -notamment des Ouïghours- dans les « camps de rééducation » au sien de la province du Xinjiang, alors même que le génocide est acté et condamné sur le plan international.

La suite à venir vis-à-vis du groupe s'écrit aussi de manière assez prévisible, même si la direction du groupe songe encore à dominer mondialement le secteur de l'électronique grand public via son OS Harmony. C'est là une projection pour la moins optimiste au regard de trois éléments. (…). Une éviction du groupe à l'international devrait aussi s'intensifier dans le court et moyen terme. Cela est particulièrement vrai concernant les contrats et AO d'équipements en B2B sur les systèmes Réseau-Telecom portant atteinte à la sécurité des Etats, mais aussi vis-à-vis des offres orientées dans les deux segments de marché Entreprise et Electronique grand public. La chute des parts de marchés en 2021 témoigne de l'ampleur des sanctions internationales décidées par les principales puissances économiques du G8, hormis la France comme nous l'avons vu avec l'autorisation donnée à l'implantation en 2021 du premier site de production Huawei à Brumath (Alsace). Il s'agit là de la première unité de production hors de Chine, ici dédiée sur l'assemblage de stations de base 4G et 5G. Au-delà de l'autorisation de cette présence territoriale, le développement européen semble toutefois compromis pour le groupe du fait d'une prévention des risques des opérateurs et des entreprises sur la sécurisation de leurs données. Le constat sur les Backdoors implantés dans les terminaux Huawei et générant illégalement les transferts de données-client en Chine en est

l'un des éléments clés. En Allemagne, les prometteurs partenariats avec SAP en seront impactés, de même que de multiples contrats développés par le groupe auprès d'opérateurs de Telecom à partir de 2018.

Sur la téléphonie mobile, l'échec d'un P50 privé de l'accès à Google / Google Play témoigne à l'international de cette chute du groupe. En 2022 une discrimination des positions selon les trois segments Entreprise, Opérateur et Electronique grand public, puis par famille de produits Cloud & LTE / Infrastructure réseau, routeur & commutateur) / Téléphonie mobile-lunette-tablette-laptop doit toutefois être retenue afin de mieux comprendre la situation actuelle de la société et ses possibles évolutions sous le XIV° plan, avec un virage à prendre en particulier sur une IA orienté véhicule autonome, l'IoT et le stockage de données.

(…)

Sur le segment de la téléphonie mobile, le groupe Huawei qui, rappelons-le, tenait la deuxième position mondiale en 2018 en matière de part de marché, a ainsi été décimé en une poignée de mois suite à la décision de l'administration D. Trump d'interdire de livrer les sous-systèmes informatiques d'origine américaine, (mais aussi de TSMC) et notamment l'OS Androïde et de ses applications associées. La fin notamment de l'accès à You Tube portera le coup fatal à toute tentative d'offre commerciale pouvant être conduite auprès d'un public étranger. Outre Atlantique, dès la décision juridiquement actée, la rupture commerciale a ainsi été immédiate et va conduire le groupe dans la situation de crise que l'on connait de nos jours.

Au regard de son excellence en matière de rapport qualité/prix et de la poursuite de ses ambitieuses activités en RD sur ses trois segments de marché (en moyenne 13% de son CA dédié à la RD sur longue période), cette société était pourtant amenée à occuper de manière probable la première place mondiale du podium durant le XIII° plan. En 2022, il en est toutefois différemment : mondialement le groupe ne représente plus dans le court et moyen terme une menace pour les deux leaders mondiaux Samsung et Apple, cela notamment sur le segment des produits grand public. L'effet domino par ailleurs devrait s'intensifier face à une réduction forte du trafic de données, et donc aussi d'un impact sur l'activité Data center.

(…)

BBK, Xiaomi et Novo détiennent ainsi les atouts faisant défaut au géant déchu, ce dernier devant dorénavant composer avec une considérable et pénalisante structure bilantaire d'actifs immobilisés, conjointement à une drastique réduction de ses entrées financières à l'international, sur le segment notamment de la téléphonie mobile. L'on ne peut connaître toutefois précisément les données internes de par l'historique discrétion du groupe sur la communication des données comptables et financière permise par la structure juridique non côté de la société. Il y a tout lieu toutefois de penser à une sévère dégradation des postions sur l'ensemble des ratios comptables et financiers clés. Les principaux indices des achats convergent en 2021 vers une chute de 50 à 60% des achats de composants par Huawei. Et entre 2020-2021, le CA est estimé passer d'environ 140 MM USD à 100 MM USD. Officiellement, la société va toutefois annoncer en 2021 une légère augmentation de ses positions sur le plan des bénéfices comme du CA, de l'ordre de trois pourcents, ce qui pose là trois questions. (…). Face au déséquilibre bilantaire enregistré à partir de 2019 et à l'intensité de la situation de crise, en 2020 la vente de sa filiale Honor se comprend dans ce contexte d'urgence de réorganisation du groupe.

(…)

Sur le plan national, l'OS Harmony en tant que pâle déclinaison d'Androïde en politique de P.I.I. à laquelle le groupe nous a habitué, pourrait ouvrir une possible reprise de marché, mais cela dépendra de l'évolution du degré d'ouverture des internautes résidents en Chine aux applications externes. Il s'agit là d'une décision placée non pas dans les mains de la direction du groupe, mais dans celles du Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information et des autorités de la Sécurité de l'Etat. (…). La mise sous contrôle du groupe sous le Parti ne devrait que s'accroitre, car si Huawei reste détenu par ses salariés, son développement reste en large partie dépendant des sources financières de l'Etat central. (…)

Une autre voie possible consiste à écouler par canaux indirect les offres de produits du groupe via d'autres groupes chinois, et notamment la PTAC (China Postal Appliance). A l'international, la réussite d'une telle opération est toutefois peu probable au regard de l'intensité et du périmètre de surveillance porté sur Huawei. La vigilance la plus notable émane de l'administration Biden via notamment les deux organismes du *Comités des Investissements Etrangers* et du *Directorate of Defense Trade Contrôle.* L'avenir pour les positions chinoises -et cela sur les trois segments de marché- se trouve davantage dans les mains des concurrents directs de Huawei. Ainsi, dans le domaine de l'électronique grand public, les deux nouveaux acteurs chinois non frappés par la sanction de la précédente administration Trump ont bénéficié de la chute de l'historique groupe de Shenzhen. Reposant sur des offres technologiquement clones d'Apple en bien des aspects (bien que sous format OS d'Androïde), la société BBK Electronics de Shenzhen/Dongguan opérant sous marque Oppo et le groupe Xiaomi (Pékin) sont les deux nouveaux compétiteurs majeurs pour Samsung et Apple sur les segments haut de gamme de la téléphonie en approche généraliste. BBK Electronics est ainsi depuis 2021 le troisième groupe mondial en part de marché sur le segment de la téléphonie mobile. Quant à Xiaomi, le groupe va être déclassé en 2021 de la liste de l'administration Biden des sociétés de la « *Communist Chinese Military Companies* » et connaître une croissance très soutenue de ses positions.

Comme auparavant vu, sur les trois périmètres d'activité, le groupe ZTE non frappé par l'interdiction d'une coopération avec Google bénéficie tout à la fois du soutien de l'Etat central, mais aussi de la chute du géant Huawei.

(…) De lourdes suspicions d'introduction ou encore les constats de logiciel espions et blackdoors vis-à-vis des utilisateurs continuent toutefois de peser lourdement sur la réputation de la plupart des sociétés chinoises de type Lenovo, ZTE, Huawei, …et en particulier avec Xiaomi, société historiquement pointée du doigts à partir de 2014 sur sa politique de spyware. Ces contre éléments réputationnels représentent pour les groupes de Séoul et de Cupertino un solide atout commercial à venir. Trois raisons peuvent être avancées dans ce sens : les deux premières sont d'ordre entrepreneuriales et la troisième d'ordre géopolitique au regard du rapprochement sino-russe ne cessant de s'intensifier entre Pékin et Moscou (…).

.

-D'autre part, l'excédent chinois de la balance commerciale émane en grande partie d'une nation américaine vivant au-dessus de ses moyens. Cela est notamment permis par l'avantage monétaire détenu par les Etats-Unis, mais cela n'est pas sans risque sur les équilibres macroéconomiques du pays. Par ailleurs, rajoutons qu'une consommation américaine très élevée par habitant génère de fortes émissions (17 tonnes eq CO^2/hab en 2021), issues de biens importés souvent produit au sein d'une Chine au mix énergétique particulièrement impactant. Ce dernier est en effet essentiellement composé de pétrole et d'une électricité issue de charbon thermique. A l'heure où les priorités mondiales devraient concerner la transition énergétique et non pas la production de blindés, la destruction de terres agricoles ou plus largement la conduite de conflits, cette question n'est pas résiduelle. Loin des destructions, il nous faut penser sobriété et innovations au service des sociétés n'est-ce pas ? Parenthèse fermée.

La Chine pollue en partie pour le reste du monde

(« *Développement durable : des chiffres et des étoiles* », Vol. 2. Grenoble-INP, 2022)

(…)

Lorsqu'une balance commerciale est fortement excédentaire, on peut parler d'une pollution délocalisée au détriment de la nation exportatrice. Ici avec la Chine donc. Si l'habitant monde vivait comme un américain, (hypothèse certes impossible de par le manque de ressources disponibles qu'il y aurait sur terre), il est estimé qu'il faudrait disposer de 3,2 planètes terre pour cela.

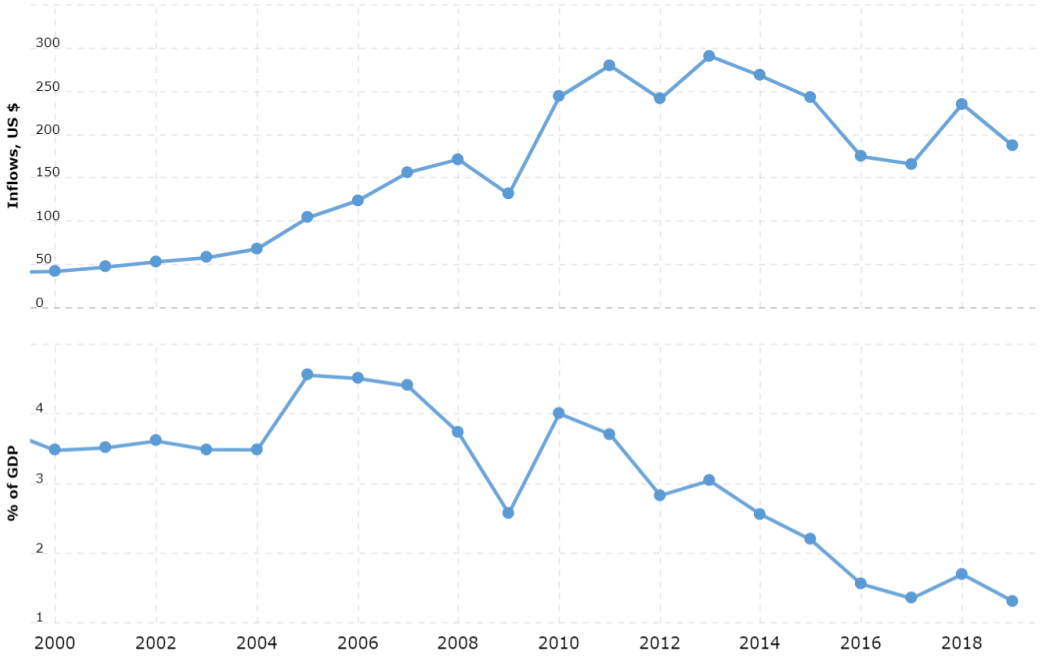
Sur le territoire chinois, selon la méthodologie retenue, les émissions par habitant varient entre 7 et 11 tonnes. Et ne pas omettre que la nation pollue pour le compte des autres nations, dès lors qu'elle exporte une partie de son PIB, ce qui est le cas vis-à-vis des pays de l'OCDE en particulier. Ces derniers sont en effet généralement des importateurs nets vis-à-vis de la nation. Ces statistiques d'émissions doivent toutefois être relativisées notamment pour les pays témoignant de fortes exportations de matières premières tels que l'Afrique, la Russie, la péninsule arabique et le Brésil vers la Chine. La Chine pollue pour les nations de l'hémisphère nord, mais les nations de l'hémisphère sud polluent au profit du développement chinois.

Au final, sur cette période 2013-2022, le contexte géoéconomique de la Chine diffère significativement de la période précédente 1993-2013. En 2013 s'arrête notamment la progression des investissements étrangers dans le pays, et cela va s'intensifier significativement jusqu'à nos jours. Ces données sont

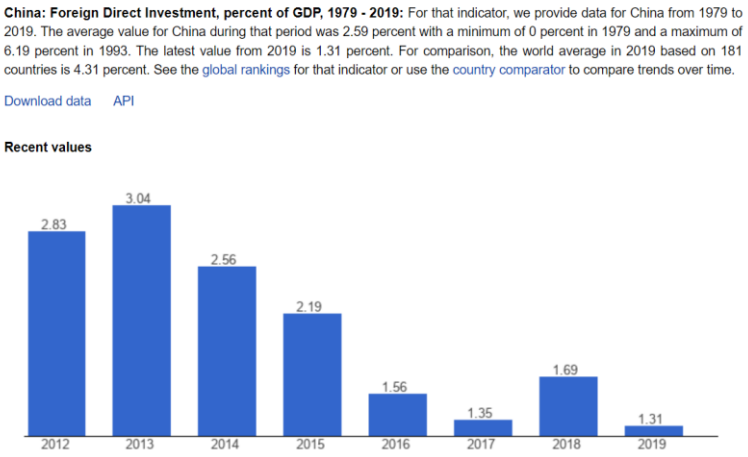
notamment particulièrement explicites si l'on rapporte le montant des Foreign Direct Investment (FDI) au pourcentage du PIB chinois. Depuis l'arrivée de la présidence Xi Jinping, une perte des positions est ainsi enregistrée et devrait s'intensifier suite à l'option politique chinoise de non opposition à la Russie de Poutine sur la guerre en Ukraine.

A partir de 2013 et en matière d'attractivité des investisseurs étrangers,
l'Inde prend le dessus sur la Chine. Et dorénavant, sans doute pour longtemps.

FDI China



Flux d'Investissement Direct Etrangers en Chine (FDI China)
(Source : Banque mondiale)



Source : Groupe Banque Mondiale, OECD & alii.
Une chute prononcée des investissements enregistrés en Chine à partir de 2013.

Plus récemment, face à la guerre lancée sur l'Ukraine et le soutien chinois formulé à bas mot (une position de neutralité politique mais non pas économique, tout du moins en ce début de conflit) que semble accorder le pouvoir de Pékin au régime Poutine, le monde rentre dans un probable clivage entre le monde libre (démocratie) et le monde totalitaire (autocratie). En 2022, les conséquences d'une telle fracture seraient majeures à l'échelle mondiale, car la Chine n'est pas la Russie. Elle représente en effet une économie centrale (la 2° nation la plus puissante mondialement), et qui se trouve en interdépendance forte avec de nombreuses régions, et notamment l'Europe et les Amériques.

7- Chine : superpuissance mondiale

Sur son plan économique, cela provient de quatre principaux facteurs explicatifs :

-une démographie lui permettant de s'appuyer sur une demande interne considérable ;
-une spécialisation industrielle de tout premier plan doublée d'une forte compétitivité qualité-prix ;
-une balance commerciale structurellement excédentaire, la plus importante mondialement ;
-une politique monétaire reposant sur une convertibilité partielle du yuan, et permettant ainsi d'engager des investissements étrangers colossaux grâce à une manne de devises étrangères.

Le privilège monétaire chinois : une convertibilité partielle du yuan

Source : Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022.

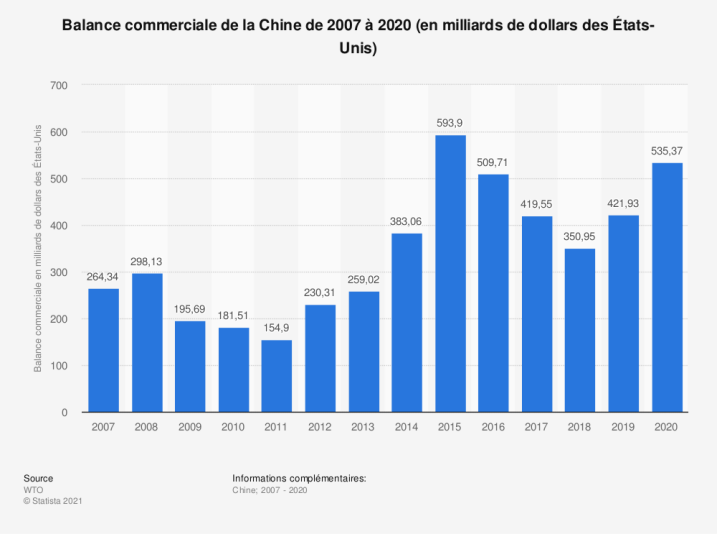
Le gouverneur de la banque populaire chinoise Yi Gang se trouve depuis 2018 dans une position délicate entre, d'une part, un besoin de croissance planifiée par Pékin et, d'autre part, une dangereuse croissance des dettes de la nation et de l'inflation.
Le tout avec des activités en *Shadow Banking* et des pratiques corruptives déployées à grande échelle.
Dans un tel contexte, la politique monétaire est périlleuse à conduire. La guerre de la Russie avec l'Ukraine devrait par ailleurs pousser fortement l'inflation sur les produits alimentaires et énergétiques comme nous le savons. Autant de défis à

relever. Un atout majeur demeure toutefois dans sa poche : de très fortes réserves de change issues d'une balance commerciale structurellement excédentaire. Le tout en régime de convertibilité partielle du yuan. C'est là le privilège monétaire chinois.

Le gouvernement central chinois a décidé de longue date de refuser un marché libre des changes, contrairement aux autres nations. Car la Chine est une puissance exportatrice de tout premier plan et cela conduirait les investisseurs du monde à arbitrer au profit de la devise chinoise sur le marché des changes.

De ces achats, il en aurait alors découlé une hausse du yuan comparativement à l'USD, et cela, le pouvoir de Pékin ne le voulait pas[12]. La raison en est simple : si le yuan augmente (on parle d'une appréciation de la devise chinoise), il va en découler une plus grande difficulté pour les entreprises chinoises à exporter.

Par ailleurs, le choix de non convertibilité du yuan permet au gouvernement central de bénéficier de fortes réserves de change en devise étrangère (des balances USD principalement). Cela provient d'une balance commerciale du pays structurellement excédentaire.



Source : OMC (2021)

L'ampleur de son commerce international place la Chine comme première puissance exportatrice mondiale. La Russie est loin derrière, avec seulement 100 milliards USD environ bon an mal, et principalement sur la base d'exportation d'hydrocarbures.

En Chine, les exportations se situent à des niveaux annuels d'environ 2300 milliards USD, et dégagent un excédent commercial entre 400 et 600 milliards USD annuellement (contre 50 milliards environ pour la Russie).

Ces avoirs des exportateurs chinois restent libellés dans la devise étrangère qui sont ensuite domiciliées en Banque centrale via les banques de second rang contre du yuan. Ces derniers sont reversés en interbancaire aux banques de second rang domiciliant les comptes clients des exportateurs chinois. Par un jeu d'injonctions et de taux de réserve, ces banques de second rang sont toutefois souvent contraintes de geler une grande partie de ces avoirs libellés en yuans afin d'éviter de fortes dérives inflationnistes sur le territoire. Un montant colossal de devises étrangères est ainsi présent dans la BCN, entre 3000 et 4000 milliards USD selon les années (données « *State Administration of Foreign Exchange* »). Cela provient également du fait qu'il est interdit dans la nation d'obtenir une convertibilité du yuan dans une devise étrangère[13].

[12] Plus précisément, la balance des transactions courantes constitue l'une des deux composantes essentielles de la balance des paiements- elle-même largement déterminée à court terme par les échanges de biens et services. Une forte compétitivité internationale tend à améliorer le solde des échanges, et donc à apprécier la monnaie nationale sur le marché des changes. Inversement, un recul de la compétitivité des biens et services nationaux tend à détériorer le solde des échanges et donc à déprécier le taux de change.

La convertibilité partielle du Yuan : une manne considérable de devises étrangères
pour le financement d'investissements chinois à l'international.

Certes, quelques exceptions demeurent afin de bénéficier d'une convertibilité du yuan sur quelques transactions spécifiques. Il est aussi plus juste de parler d'une convertibilité partielle du yuan, et non pas d'une non convertibilité totale. Les possibilités de convertibilité restent toutefois très marginales au regard du montant des devises étrangères détenues sur le territoire (la convertibilité est partielle, car pour des raisons incitatives d'investissement et de liquidités, quelques transactions sur des marché libres sont possibles. Par ailleurs, quelques défaussements peuvent avoir lieu via les crypto-monnaies, mais pour des raisons principalement de sortie de capitaux de la Chine).

Le Ministère du Commerce Extérieur, la Banque Populaire (BCN) et la China Banking Regulatory Commission sont les acteurs centraux dans l'architecture du dispositif monétaire en place afin de contrôler les flux de devises étrangères. Sur la base de cette masse monétaire quasiment gratuite, l'objectif du financement d'opérations à l'international se trouve grandement facilité. C'est là un élément central dans la compréhension de l'ampleur des investissements chinois conduit à l'international, notamment à partir du début des années 2000. Sur le plan de la politique monétaire et de change, l'on peut qualifier ce système de profondément asymétrique en matière de protectionnisme entre les BCN du fait qu'aucune des grandes autres puissances économiques traitant avec la Chine n'a adopté cette politique de non convertibilité de sa devise.

Au final, ce dispositif monétaire judicieusement encadré par l'Etat central de longue date (1994 s'il nous fallait en retenir une date symbolique) permet de conduire des opérations de croissance (notamment externe) de grande ampleur à l'international. L'essentiel des rachats d'entreprises ou d'appropriation d'actifs stratégiques se comprennent ainsi. Pensons aux infrastructures portuaires, aux aéroports, aux terres agricoles, aux investissements dans les grands groupes tels les rachats de Pirelli, Syngenta, Kuka, Smithfield, Le Club Med, … et autres investissements déployés dans le cadre des Routes de la soie (OBOR) et du programme « *Made in China 2025* ».

(Pour une analyse de cas de rachat à travers ce dispositif, cf. annexe 4, avec ici le groupe Allemand Kuka),

Evolution du cours Renminbi – USD
Une situation de forte dévaluation maintenue par la BCN de 1994 à 2010.

(1 Renminbi = 0,16 UDS / 1 USD = 6,32 Y)

Une politique de forte dévaluation menée sur longue période (1994-2010)) a permis à la Chine, d'une part, d'être une zone attractive internationalement car peu coûteuse pour les investisseurs étrangers et, d'autre part, de favoriser les exportations qui bénéficient d'une prime artificielle monétaire de compétitivité-prix. L'essentiel des implantations (FDI) et des transferts technologiques ont été conduits sur le territoire durant cette période 1994-2010.

Cette politique est par ailleurs doublée d'un autre avantage du fait que la BCN est placée sous tutelle du pouvoir central de Pékin. L'ensemble des outils de la politique monétaire peuvent ainsi travailler dans l'atteinte des objectifs géoéconomique et géopolitique définis par le Parti :

-des devises de clients exportateurs qui vont transiter des banques de second pour être placés sous contrôle de la Banque Populaire ;

-un taux de change fixé par les autorités monétaires et excluant la présence d'un marché libre entre les devises ;

-un taux d'intérêt nul sur la masse des devises étrangères domiciliées en banque centrale.

Ces armes monétaires de tout premier plan permettent ainsi la conduite d'opérations de croissance interne ou externe planifiées à l'international, et sans réelle contrainte de retour sur investissement pour l'Etat et ses entreprises publiques engagées.

Il en est bien évidemment différemment pour les compétiteurs internationaux qui doivent sans cesse veiller à leur retour sur investissement. L'on comprend ainsi pourquoi la Chine peut s'engager sur des investissements stratégiques ambitieux, bien que non rentable dans le court et moyen terme.

En cela, l'on peut avancer que la forme du capitalisme d'Etat central est dominant sur les autres formes de capitalismes plus ou moins dérégulés dans une voie anglo-saxonne. De longue date, l'hypothèse d'efficience des marchés chère à la science économique standard prévalant en Occident n'a guère de sens dans la conduite de la politique économique chinoise. Les fonctionnements de la plupart des marchés sur le territoire restent placés sous un contrôle étroit de la puissance publique à ses différents échelons. Quant aux objectifs visés, ils sont définis par le Parti à travers son plan quinquennal. Dans un tel cadre d'asymétries entre acteurs, il y a aussi tout lieu de penser que la Chine sera la première puissance économique mondiale d'ici une poignée d'années[14].

Le syndrome Kuka

Exemple d'implantation de la robotique Kuka en milieu industriel

Ligne robotisée ici dans une industrie verrière, Les progrès de l'industrie sont tout autant à rechercher sur les produits que sur les process. Ici une industrialisation en robotisation Kuka, un des fleurons mondiaux du secteur de la robotique. La société allemande va être rachetée en 2016 par l'entreprise chinoise Midea dans le cadre du programme développé par Pékin, « *Made in China 2025* ». Ce programme vise le contrôle de l'ensemble des secteurs de l'industrie du futur. Cette option est clairement affichée dans le XIII° comme dans le XIV° (2021-2025) plan de la nation.
(Pour une analyse du cas, cf. Annexe 4).

Le bouclage salaire-inflation : des nuages sur le front d'une perte de compétitivité-prix.

Un taux d'inflation élevé conduit à une perte de compétitivité-prix de la nation. La Chine n'échappe pas à cela, et en particulier depuis la décennie 2010.

[14] Pour un approfondissement sur ces questions, Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série *Off*, 2022 (disponible sur votre intranet).

Lorsqu'un pays enregistre un taux d'inflation plus faible que celui de ses partenaires commerciaux, le pouvoir d'achat relatif de sa monnaie s'améliore. Autrement dit, les étrangers ont intérêt à convertir leurs capitaux dans cette monnaie pour effectuer leurs achats dans le pays à faible inflation. En effet, les prix des produits étrangers sont de moins en moins compétitifs par rapport aux produits de ce pays : ses importations sont donc freinées et ses exportations stimulées. La balance commerciale devient ainsi excédentaire.

Sur le marché des changes, il s'ensuit une forte demande pour la monnaie à faible inflation qui tend donc à s'apprécier, tandis que les monnaies à plus forte inflation tendent à se déprécier[15]. C'est là une question importante en Chine car les facteurs notamment du travail (le salaire) augmentent rapidement depuis 20 ans. La nation est ainsi moins compétitive depuis 2008-2010 que beaucoup d'autres pays d'Asie du Sud-Est, de l'Inde ou de l'Afrique. Cela est normal car le pays devient plus riche : le niveau de vie augmente (c'est-à-dire aussi les salaires), de même que l'inflation.

Usine textile en Inde

Photo : Max Pixel

En particulier depuis 2010, de nombreux investisseurs, y compris chinois, délocalisent leurs productions textiles en Inde, en Ethiopie ou au Bangladesh de par des structures de prix beaucoup plus attractives qu'en Chine. Le coût de la main d'œuvre s'y trouve en effet 3 à 7 fois moins coûteux.

Le point positif est un pouvoir d'achat accru pour la population si l'inflation évolue sur un régime inférieur à celui du salaire net.

Le point négatif est une perte de compétitivité-prix de la nation par rapport aux pays à faible coût. Il peut alors en découler des fermetures d'usines et des délocalisations des investisseurs jouant au profit de ces derniers pays. Pensons à l'Inde, la Malaisie, l'Afrique, …. pour fabriquer par exemple des Jeans, des biens électroniques, l'électroménager, des jouets, etc. C'est bien souvent le cas, et cette dynamique devrait s'intensifier durant la décennie 2020.

Dans le même temps, la Chine parvient à développer des produits technologiquement plus sophistiqués qui échappent à la concurrence de ces pays émergents à bas coûts. Elle se situe dans un stade concurrentiel intermédiaire. Parfois même en avance dans certains secteurs mondiaux, tel celui de la 5G avec des groupes comme Hua Wei ou ZTE qui sont les mieux placés mondialement sur les Télécom. Une des raisons qui a permis cela est l'attractivité de la Chine pour les investisseurs étrangers du fait d'une politique de change fortement dévaluée sur la période 1994-2010. Non seulement cela permettait un investissement direct étranger sur le territoire à très bon marché, mais également facilité les exportations chinoises. Pour les investisseurs, la Chine a ainsi été identifiée comme la région du monde à privilégier ; et cela tant du côté des firmes européennes qu'américaines ou indo-asiatiques pour deux raisons.

[15] Pour un approfondissement sur ces questions, Boissin, O., *« Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire »*, Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).

(i) D'une part, cela permet aux firmes globales d'œuvrer en logique de « *Processing Trade* ». Par *Processing Trade*, nous désignons un territoire retenu dans les chaines de production où les intrants sont industrialisés afin d'être réexportés vers les pays destinataires. Pour ces derniers, il s'agit des régions Europe et Amériques du nord principalement. Par exemple, dans les domaines de l'informatique et de l'électronique, les sociétés comme Apple, Microsoft, HP, Dell, … font réaliser leur phase de production et d'industrialisation en Chine par des entreprises du composants et des équipementiers comme Foxconn, Kye Corporation, Primax, Chicony Electronics, etc. Puis les familles de produits sont ensuite réexportées vers les pays de consommation.

(ii) D'autre part, la nation représente un pôle central de consommation de par l'importance de sa population et des demandes publiques adressées sur tout un ensemble de marchés à haute intensité technologique (infrastructure énergétique, de transport terrestre et ferroviaire, sidérurgie, aéronautique, pharmaceutique et santé, …). L'essentiel des transferts technologiques vont alors être apportés par l'Occident durant cette période des présidences Jiang Zemin et Hu Jintao (1993-2013)[16].

Le LGV chinois

Source : Boissin, O. « *Le marché du ferroviaire en Chine sous le XI° plan* : situation et perspective 2011 » REWP-C / n°11-2009 - a 2017b)

III-Segment du LGV

(…) Sur la base des transferts technologiques, la Chine va ainsi détenir à partir de 2010 la plupart des compétences sur le domaine du LGV. Le programme va être lancé à partir de 2004. Les transferts opérés par les sociétés Alstom, Siemens, Hitachi-Kawasaki et Bombardier au niveau des partenaires de rang 1 seront complexes à conduire sur le plan notamment des modèles organisationnels retenus par le gouvernement central. (…) A cela, il faut compléter la filière de production par de nombreux autres équipementiers étrangers impliqués sur d'autres segments du ferroviaire, comme des systèmes d'automatisme par exemple avec Westinghouse, (…).

A l'origine, sur la base du modèle français de génération 2, la nation avait voulu développer son propre train à grande vitesse, le « China Star ». Ce dernier se heurtera toutefois à de multiples problèmes et se soldera au final par un échec. Sur la base de ce constat, le gouvernant central à travers ses deux ministères va opter pour la voie d'un transfert global par les sociétés étrangères de rang 1 avec la China Railway (CNR et CSR). On retrouve ici une stratégie assez similaire à celle retenue sur le KTX opérée 12 ans auparavant par la Corée avec un panel d'acteurs souvent similaires. Alstom a ainsi de nombreux rex pour savoir les portées et limites à de tels transferts. Par ailleurs, la société est présente de longue date en Chine et s'est heurté par le passé à de multiples problèmes de propriété intellectuelles et industrielles, notamment à grande échelle avec ses motrices diesel (…).

Nationalement, la stratégie va être identique à celle déployée dans le nucléaire civil, de même que dans l'hydraulique ou l'industrie automobile : identification des entreprises leaders mondialement et permettant une compréhension puis maitrise des principaux standards dominants. Dans le ferroviaire sur le segment

[16] Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux deux manuels de cours « *Mondialisation : outils, méthodes et applications* » (vol. 2), Grenoble-INP, 2022 ; « *Chine : le basculement du monde* », Grenoble-INP, 2022. (disponible sur votre intranet).

LGV, quatre acteurs seront retenus avec Bombardier (Zefiro), Hitachi et Kawasaki sur le Shinkansen (série E2), Siemens Mobility (série Velaro) et Alstom Transport (avec le Pendolino). (…). A partir de 2007, sur cette base vont être déclinés les CRH1 (Bombardier), CRH2 (Shinkansen), CRH3 (Siemens) et le CRH5 au niveau d'Alstom Transports (déclinaison de la série TGV ETR 600). Les contrats seront toutefois distincts selon les constructeurs, allant du transfert global sur une base de JV, de réalisation en nom propre de composant de rang 2 sur le territoire, jusqu'à la livraison en CKD de modèle ferroviaire de rames ou de sous-systèmes spécifiés à l'exportation.

Pour les partenaires sélectionnés en rang 1 se trouvait une obligation de livraisons des dossiers techniques, ainsi que la formation du personnel technique chinois en échange de l'accès au marché. Les dossiers de transferts sont particulièrement précis et exigeants sur les différents chapitres techniques. Comme nous l'avons auparavant vu sur d'autres segments, la méthode déployée sous contrôle du gouvernement central auprès du consortium CNR et CRS se révèle en de multiples points similaires à celle retenue par le consortium d'hydrauliciens chinois sur le barrage des trois gorges avec Alstom Power, ABB et Siemens. (…)

On retrouve ce degré de précision au niveau du matériel roulant, sur les motrices et le type de motorisation à concevoir puis à produire, avec des arbitrages internes sous-jacent complexes. Cela est notamment issu des coordinations concurrentes entre les deux constructeurs de matériels ferroviaire CNR/CRS. Les deux sociétés se trouvaient souvent en conflit avant leur fusion CRRC (2015) : quel choix de motorisation et de puissance retenir, comment gérer les contraintes de charges à l'essieu, les systèmes de contrôle freinage, les circuits électriques de commande, etc. Sur de nombreuses options, les différents étaient présents et les contraintes d'interopérabilité rendaient particulièrement difficiles les solutions à retenir pour permettre un redéploiement interne le plus générique possible (…).

Sur l'ensemble des chapitres de l'analyse fonctionnelle, les composantes, les nomenclatures et leur coût vont être déclinées de manière rigoureuse, et sur la base de diagrammes de type Fast. De même, les procédures de réalisation sur l'ensemble des composants et des sous-systèmes ont été formalisées par famille (câblage électrique, boogies, coffre de traction, …). (…) Les spécifications sont définies dans une approche de dimensionnements inscrite dans une problématique nippone/coréenne plus que d'une approche par fonction. Les procédures de réalisation et des modes opératoires sont quant à elles rédigées de manière précise mais avec des différences significatives selon les informations transmises par les investisseurs, le tout sur la base de planning le plus souvent très serrés pour l'ensemble des parties prenantes. Et cela des deux coté sino-étrangers (…).

Dans certains contrats -c'était notamment le cas pour le CRH2-, contrairement au choix d'un transfert global sur le territoire retenu par la société Alstom Transports dans une lignée KTX, le schéma retenu par l'investisseur pouvait être un choix d'assemblage en CKD comme ce fut le cas pour le Shinkansen dans une version spécifiée à la Chine (série E2).

En l'espace de 6 ans, les acteurs du consortium chinois vont s'approprier la majeure partie des pôles de compétences des quatre constructeurs de rang 1 en focalisant l'approche sur les composantes techniques, mais aussi en recherchant à rationaliser une structure organisationnelle nationale peu efficace entre la CNR et CRS. L'opération CRRC décidée en 2014 va être un grand pas en avant pour permettre une fabrication et amélioration des technologies étrangères, y compris sur le Shinkansen sur la base d'ingénierie inverse. (…)

La CRRC parviendra ainsi avec son réseau de partenaires externe et par un doublement des transferts à relever la plupart des défis posés pour améliorer les générations à venir du LGV. Coté CRH5, il sera proche des 100% de VA en 2017 sous contrôle d'entreprise d'Etat central ou provincial. On peut ainsi conclure à une maitrise complète du modèle, avec notamment les nouvelles séries CR400. Que cela ne masque toutefois de multiples problèmes de compatibilité au regard de solutions techniques hybrides de par la complexité du mécano industriel retenu initialement. Les questions de différences de normalisation génèrent également des points bloquants. A l'origine, les deux ministères avaient pourtant soulignés l'importance de veiller à une logique d'interopérabilité entre les différentes technologiques issues des constructeurs étrangers (…). Au niveau des choix de conception à arrêter et du degré d'exigence sur les spécifications techniques à retenir, les arbitrages sont loin d'être toutefois aisés (…).

Les défis à relever sont d'autant plus importants sur le territoire -en particulier jusqu'en 2005/2010- que des retards sont présents sur le plan du génie des procédés et la maîtrise de process techniques. Pensons par exemple à la qualité des traitements thermiques sur les pignons d'engrenages, la compréhension des matériaux à mobiliser sur certains isolants électriques, (…). Les problèmes de production sont multiples et vont concerner les différents volets des motrices, des wagons, des infrastructures ferroviaires liées à la signalisation et des systèmes de régulation du trafic, (…).

Sur le seul plan du matériel roulant, un nombre considérable en effet de sociétés et de filiales de groupes d'Etat central sont en effet impliquées dans le dispositif depuis 2004, le tout démultiplié par un choix d'appropriation des quatre standards techniques mondiaux (allemand, canadien, français et japonais). Par exemple, au niveau de Siemens, les partenariats étaient conduits avec la Changchun Railway Vehicles (CRC) et la société Tangshan Railway Vehicles ; côté français par (…)

Aujourd'hui, à travers son entreprise CRRC, la nation détient le leadership incontesté sur le nombre de km de ligne installés, et cela non seulement sur le territoire national, mais sur l'ensemble des continents comme nous le savons. Les données sont ainsi : 35.000 km de réseaux ferroviaires de ligne à grande vitesse pour la Chine contre 2700 km pour la France, 1500 km pour l'Allemagne ou encore moins de 1000 km pour les Etats-Unis. (…)

Beaucoup d'enseignements sont à retenir de ce segment LGV au niveau tant technique que des choix d'organisation industrielle et de gestion politique des contrats en amont du projet. Aux antipodes d'un droit de la concurrence d'inspiration néo-libérale prévalant en Europe et qui va interdire le rapprochement de Siemens avec Alstom Transports, le gouvernement central saura conduire avec intelligence cette remontée de filière du ferroviaire, et en particulier sur son segment des trains à grande vitesse. Ce dernier est l'un des plus complexe techniquement (sinon le plus complexe au niveau des motrices) à conduire.

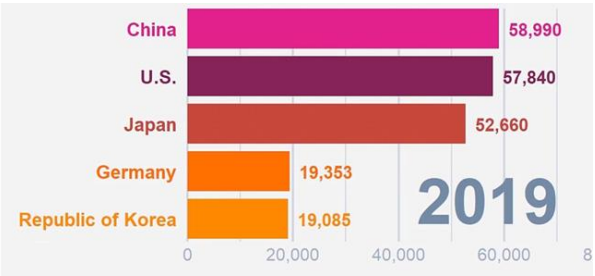
(…) Environ 80% des transferts sont estimés être réalisés et nationalement intégrés par le consortium chinois dès 2010, de même que dans la plupart des autres secteurs technologiquement clés.

Depuis la fusion des principaux acteurs nationaux au sein de la CRRC, pour trois raisons il y a tout de penser à une extension rapide du réseau des LGV sur le plan national comme international. Cette dernière va s'effecteur sur une offre en version exportation, notamment à partir du XIII° plan. Un des enjeux clé se situe autour des normes internationales du ferroviaire sur lesquelles la Chine avance ses positions de manière forte. Les principaux enjeux sont en effet à ce stade. (…)

Sur les volets techniques, de normalisation & de maintenance à l'international, de la négociation commerciale, des pratiques grises et noires, du montage organisationnel à retenir selon le code des investissements, et enfin des questions de géopolitique, six natures d'obstacles se posent toutefois au nouveau leader mondial CRRC. Cela est présent de la phase amont à la réponse à l'AO jusqu'à la mise en service de la nouvelle infrastructure. Très peu de REX sont actuellement possibles par ailleurs pour la partie chinoise. Le cas Russe doit être étudié avec soin, la CRRC en contrebalancement d'une offre sérieuse allemande par Siemens (…). Comprendre l'extension possible des marchés à venir pour la CRRC, et qui devrait se révéler particulièrement soutenue dans les deux zones Afrique/Moyen-Orient et Amérique Latine nécessite une partition par pays au regard des spécificités techniques et réglementaires, et de décliner l'approche au regard des six critères préalablement cités. (…)

Sur de nombreux secteurs et à partir de 2010-2013, l'on considère que la Chine est dans une situation d'appropriation et indépendance technologique réalisée. Le nombre de dépôt de brevets en est l'un des témoins, même si cette question mériterait en réalité quelques nuances. Avec les Etats-Unis et le Japon, la Chine s'impose sur la scène internationale, bien loin devant la Russie.

Dépôt de brevet d'inventions par pays.



(Source : OMPI - 2020)

Bien sûr, il manque encore à la Chine de nombreuses compétences, notamment dans le domaine militaire malgré une forte progression du budget de la défense. Cela est particulièrement visible dans les domaines de la défense sous-marine ou encore dans l'aéronautique. Et sur ces questions, c'est toujours la Russie qui s'affiche être le leader par rapport à la Chine.

Sukhoi SU-57

Le régime Xi doit alors composer avec la Russie afin d'apprendre à réaliser des avions de chasses ou des sous-marins. Le chasseur chinois (pensons notamment au Shenyang J-11D, avion résultant d'un partenariat avec la Russie sous licence Sukhoi-27) se révèle en effet de piètre qualité par rapport aux derniers standards internationaux. Pékin doit ainsi chercher à savoir réaliser les avions ruses de dernière génération, à l'instar du Sukhoi SU-35 ou SU-57 afin de renforcer sa défense.

Dans le domaine de l'aviation civile, il en est de même. Une co-entreprise sino-russe sur la conception et production d'avion à fuselage large est ainsi développée afin de bénéficier des avancées russes de longue date reconnues dans le secteur. Il va s'agir ici de la joint-venture CRAIC orientée sur le modèle C 929 afin de concurrencer les offres de Boeing et Airbus. Notons que ce dernier groupe européen sera également mis à contribution par le régime Xi via une JV initialement développée avec un consortium chinois afin de réaliser sur le territoire le modèle A320 (site de Tianjin en JV avec Airbus).

Dans les domaines de l'aéronautique en particulier, des co-entreprises sont développées entre la Russie et la Chine. Cela concerne également le secteur de la défense, segment où les partenariats de la Chine avec les pays démocratiques sont beaucoup plus difficiles à opérer. Dit autrement, en France les groupes Thalès-Naval Group ou Dassault ne vont pas apprendre à des entreprises d'Etat chinoises à fabriquer des sous-marins nucléaires ou encore des avions de chasse Rafale. Car avec la Russie, la Chine est dorénavant la principale menace militaire pour l'Occident.

Chine-Russie, la danse est alors de couple, même si en réalité la Russie regarde en chien de faïence son partenaire chinois qui n'est là principalement que pour s'approprier les compétences en conception. Chine-Russie, sur de nombreux dossiers, l'union n'est en réalité que de façade.

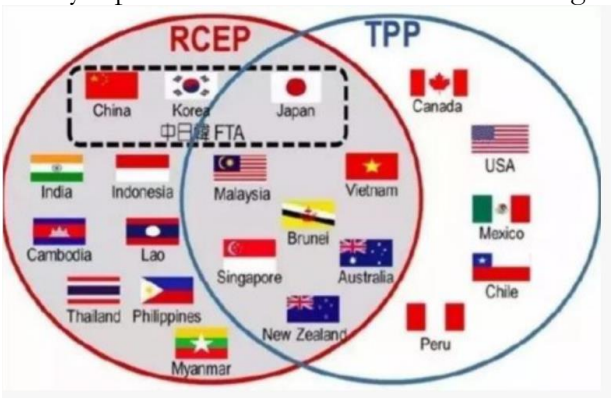
Une fois les compétences acquises, la seconde phase est de se lancer dans une phase d'extension des positions à l'international. Le programme OBOR lancé en 2013 se comprend ainsi, et dans la bonne temporalité requise. Sur l'ensemble de ces questions, la puissance chinoise dépasse ainsi sans commune mesure la Russie. Le grand frère soviétique des temps passés n'est devenu qu'un petit frère, et qui sera bientôt placé sous perfusion économique par le pouvoir de Pékin. Selon une forte probabilité, ce n'est donc pas une danse de couple qui attend la Russie, mais un rapport de force qui pourrait s'effectuer au détriment du peuple russe. Surtout si demain ce dernier aspire à des libertés.

Prendre le leadership commercial sur les Etats-Unis

Afin de parvenir au statut de première puissance mondiale, Pékin continu d'accroitre ses positions sur le reste de la planète de par des pratiques et politiques commerciales asymétriques : dumping, subventions étatiques aux exportations, mesure protectionniste interne par voie tarifaire et non tarifaire, etc.

Le tout en se faisant le promoteur d'une libéralisation massive pour la zone Asie-Pacifique. Nous trouvons ici les accords du RCEP[17] initiés en 2012. En 2020 ils visent à créer la plus grande zone de libre-échange mondiale tout en faisant fi de toutes questions environnementales. *Business is Business,* et il faut bien exporter le PIB chinois dormant dans des surplus de capacité de production : 15 pays, près de la moitié de la population mondiale, le tiers du PIB mondial. Cet accord sera signé en novembre 2020 suite au détricotage par l'administration Trump du Traité Transpacifique de B. Obama (TPP). Sur le plan économique, l'empire du milieu n'est aucunement communiste mais profondément capitaliste. Un capitalisme d'Etat. Le communisme, c'est sur le plan politique. *Le Parti* dirait peut-être George Orwell ?

L'Accord de Partenariat Economique Intégral RCEP
Plaidoyer pour un accord de libéralisme non régulé



(Source : *Vietnam +,* 12/2/2021)

Une fois traversée la plus belle des crises depuis 1929, le commerce devrait être stimulé par la reprise des économies et par la mise en œuvre de l'accord de libre-échange de la région Asie « RECP » signé en 2020[18].

Ce RCEP promu par la Chine afin d'assoir ses positions en zone Asie est un archétype d'accord de libéralisme sauvage faisant fi notamment des critères relatifs à la protection des travailleurs et de la protection environnementale. Contrairement à l'ancien accord TPP (Trans Pacific Partnership) promu par la présidence B. Obama et qui sera stoppé en 2017 sous la présidence D. Trump, l'accord RCEP demande aucune obligation de RSE en effet aux pays signataires.

Cet accord va se trouver au cœur de multiples tensions géopolitiques, notamment avec la puissance indienne. Début 2021, il

[17] Partenariat économique régional intégral.

[18] Promu par le pouvoir de Pékin et en pleine crise Covid, le RECP signé en novembre 2020 représente le plus grand accord commercial mondial. Il regroupe plus de 2 milliards d'individus et représente le plus gros PIB consolidé à l'échelle mondiale.
Dans cette volonté de stimulation du commerce international, soulignons également l'accord de l'OMC « AFE » qui est entré en vigueur en 2017. L'objectif de ce dernier est de rationaliser les procédures douanières et d'accélérer la circulation des marchandises à travers les frontières. Selon les estimations de l'OMC, la pleine mise en œuvre de l'AFE pourrait entraîner une augmentation de 2,7 points de pourcentage/an de la croissance du commerce mondial d'ici 2030.

va être mis entre parenthèse par les pays membres de par les complexités du dossier notamment relatives aux exemptions de taxes, et à l'ouverture demandée aux secteurs des services également.

L'inde va ainsi refuser en 2019 de rejoindre ce traité, redoutant la main mise croissante de la Chine sur la zone Asie-Pacifique. Bien que membre de l'OMC, la Chine lui parait par ailleurs rester un pays protectionniste comparativement aux autres nations, et en particulier vis-à-vis de l'Europe.

Chapitre 1 : Hier
Conclusion

De 1990 à 2021, la Chine s'est imposée sur le plan à la fois économique et politique. Elle est dorénavant la deuxième puissance mondiale derrière les Etats-Unis, par un jeu de Go et de transferts technologiques habilement conduit notamment sous les présidences Jiang Zemin et Hu Jintao.

L'Arrivée de la présidence Xi Jinping va rebattre toutefois en profondeur les cartes au profit d'autres nations, et notamment de l'Inde. Car la Chine inquiète de plus en plus le monde depuis 2013-2017 et surtout depuis la crise Covid où les nations ont pris conscience de leur dépendance à une seule nation, qui de surcroit est placée sous une gouvernance totalitaire.

La Russie quant à elle est passée du stade de grand frère soviétique au petit frère de la Chine. A l'issue de la crise russe 1991-1998, V. Poutine est parvenue à reconstituer la nation Russie sur la période 2000-2021 en réintégrant dans le périmètre de l'Etat les considérables richesses naturelles de la nation.

Comme nous allons le développer en Chapitre 2, par une erreur grave d'analyse géostratégique (la guerre en Ukraine), il va toutefois placer, d'une part, la nation dans une situation de dépendance économique et politique croissante à la Chine et, d'autre part, dans l'isolement vis-à-vis des autres grandes puissances mondiales, Etats-Unis et Europe en tête.

* * *

Chapitre 2

Aujourd'hui.

L'irréparable erreur géopolitique de V. Poutine

« *Les malheurs vont par troupes* ».

Proverbe russe.

Sommaire

1- Chine 2022 : 1ere puissance industrielle et commerciale mondiale.
2- A la recherche du temps perdu.
3- L'entrée des chars en Ukraine … et l'effondrement probable de l'économie russe.
4- Sanctions économiques : de quoi parlons-nous exactement ?
5- La Russie au bord de l'abîme.
6- La Chine au secours du petit frère russe ?
7- Matière première alimentaire et arme alimentaire.
8- Ukraine : sur le plan économique, de quoi parlons-nous ?

Introduction

Après avoir dressé un état des lieux des données économiques actuelles des deux nations chinoise et russe, nous avançons dans ce chapitre 2 l'hypothèse que le régime Poutine commet une irrécupérable erreur géopolitique pour l'avenir de son pays en déclenchant en 2022 la guerre avec l'Ukraine.

Pour cela, commençons par dresser le bilan de la situation actuelle.

Nous tentons de comprendre dans ce chapitre la situation de l'économie Russe, alors il nous faut commencer par la Chine.

1- Chine 2022 : première puissance industrielle et commerciale mondiale[19]

[19] Pour une analyse de l'économie chinoise, le lecteur peut se reporter à quelques grandes signatures : Aglietta, M.et Bai, G., « *La voie chinoise : capitalisme et empire* », Odile Jacob, 2012 ; Cabestan, JP., « *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* », Gallimard, 2018 ; Donnet, P.A., « *Quand la Chine achète le monde* », Ph Picquier, 2020 ; Donnet, P.A., *« Chine le grand prédateur, un défi pour la planète »*, Ed. de l'Aube, 2021 ; Eckman, A. (sous la direction) « *La Chine dans le monde* », CNRS Ed., 2018 ; Frachon, A., Vernet, D., « *La Chine contre l'Amérique* », Grasset, 2012 ; Huchet, JF., « *La crise environnementale en Chine* », Presses de Sciences Po, 2016 ; Lemoine, F., « *L'économie de la Chine* », La découverte, 2006 ; Maréchal, JP., (sous la dir.) « *La Chine face au mur de l'environnement ?* », Ed du CNRS, 2017 ; Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008 ; Niquet, V., « *La puissance chinoise en 100 questions* », Tallandier Ed., 2017 ; Roland, N., « *China'a Eurasian Century ? Political and Strategic Implication of the Belt and Road Initiative* », National Bureau of Asian Research, 2017.

La nation témoigne sur longue période d'un régime de croissance très soutenu par l'investissement notamment public. Là est le premier moteur de l'économie chinoise afin de répondre aux objectifs du plan : un taux de croissance du PIB compris entre 6 et 10 % en moyenne sur la période 1994-2021.

La construction d'un barrage, d'un aéroport ou d'une autoroute en Chine permet de promouvoir des activités industrielles et de services. Pensons par exemple aux bureaux d'études des entreprises du secteur BTP, aux travaux de terrassement menés sur le terrain, en amont la production et les achats des matériaux comme l'acier, le ciment, le bitume, … la location des engins de chantier, etc. Dans le cas d'une infrastructure de génie civil -ici la construction d'une jonction d'autoroute pour l'aéroport de Shenzhen- cela s'effectue avec de faibles importations pour la nation. Il en découle une création nette d'emplois sur le territoire par les entreprises du BTP, mais aussi par les groupes d'Etat central comme Conch', Petro China, Bao Steel, King Long, China Hongqiao, Dong Feng Motors, Cosco, , … qui vont enregistrer un flux d'affaire grâce à cet investissement public. C'est l'ensemble de la société qui va au final bénéficier de cette dynamique.

Quant aux inconvénients, ils sont doubles :

-D'une part, cela conduit à une dépense budgétaire additionnelle pour l'Etat. A l'instar des Etats Unis, du Japon ou des nations européennes, la Chine est une nation beaucoup plus endettée que la Russie (en pourcentage rapporté au PIB du pays).

-D'autre part, la croissance du PIB se traduit par de forts impacts environnementaux (émission de CO^2 notamment). Là est le plus grand défi à relever pour la Chine d'ici 2040.

Puis plus largement, les données cadres du pays sont les suivantes :

Chine : données générales du pays

Source : Wikipédia / Données Banque mondiale / OMC

Population : environ 1,4 milliard d'hab.
Espérance de vie : 72 ans
Population active : 800 millions, soit environ 60% de la population
Taux de fécondité : 1,7
Taux d'alphabétisation des +15ans : 86% (hommes 92,2%, femmes : 78,8%)
Superficie : 9 597 995 Km², soit 17,5 fois la superficie de la France.
Climat : Extrêmement diversifié de tropical au sud du pays à subarctique au Nord.

Données politiques :

- Nature de l'Etat : République Populaire
- Nature du régime : régime socialiste à parti unique
- Chef de l'Etat et titre : Xi Jinping (élection 2013). Président à vie de la République
- Secrétaire général du Bureau politique du Comité central du Parti Communiste Chinois : Xi Jinping
- Premier ministre : Li Keqiang
- Composition du Parlement : l'Assemblée nationale populaire (A.N.P.) est composée de 2970 délégués élus par les provinces, municipalités, régions autonomes, régions administratives spéciales et l'armée, et, qui reçoivent un mandat de cinq ans.

Données économiques :

- PIB : environ 17.000 milliards USD (2021) / 2° rang mondial en PIB nominal
- croissance PIB : environ 5%/an (2019) / En moyenne annuelle sur la période 1993-2014 : 8%/an ; Puis 5% en 2015-2021
- Inflation 2013-2021 : environ 4% an (en donnée officielle)
- Taux de chômage : env. 4% dans les villes (donnée officielle)
- Dette totale (publique + privée) : environ 290% du PIB (2021)
- PIB / hab : env 10.000 USD et 18.000 en Parité de pouvoir d'achat
- IDH : 0,76 soit le 85° rang au niveau mondial (2019) (Indicateur de développement humain)
- Population active : 800 millions d'habitants se répartissant entre (environ) :

Agriculture : 40 %
Industrie : 27 %
Secteur tertiaire : 33 %

-Balance commerciale : environ 2300 MM USD d'importations et 1600 MM USD.
-bon an/mal an, environ 500-600 MM d' excédents commerciaux.

Pour approcher de manière plus complète un pays, ayons ensuite le réflexe de compléter ces données par l'histoire, la culture, le cinéma, … et les statistiques plus fines selon le sujet à traiter. S'il s'agit de la géoéconomie du pays, il convient alors de comprendre comment la nation avance ses pions sur l'échiquier.

Jeu de Go
Une Chine sous un régime Xi à odeur de soufre.

Source : O. Boissin, « *Chine : le basculement du monde* », Série Off , 2021.

(…)

Glissons dorénavant la focale sous l'angle géopolitique et géoéconomique. Pour les autorités de Pékin, outre l'accord de la plus grande zone de libre-échange signé en 2020 (TPP), sur le plan des politiques régionales une priorité sectorielle se détache : l'agriculture autour de la région du grand Mékong[20].

De même, à l'international, des accords importants sont passés avec la Russie et l'Ukraine, notamment cette dernière représentant l'un des principaux pays producteurs mondiaux de céréales. Il s'agit en effet du grenier à blé européen de par la qualité de ses terres noires fertiles. Le pouvoir de Pékin veille aussi à sécuriser ses approvisionnements alimentaires. Des accords vont être signés en 2021 avec la présidence ukrainienne sous le mandat de V. Zelensky. Concernant l'orge, l'huile de tournesol et surtout le maïs afin de nourrir les élevages de porc, l'Ukraine représente un pays central pour l'approvisionnement du marché chinois. Environ 30% des importations de maïs provient ainsi de l'Ukraine.

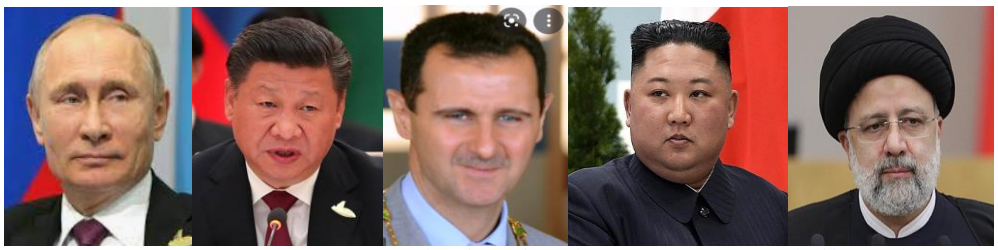
[20] La proximité géographique rend ce bassin du Grand Mékong propice à des coopérations renforcées, le Yunnan, bien que durement frappé par des sécheresses en 2009-2012 ayant vocation à devenir une véritable plaque tournante du commerce entre la Chine et l'Asie du Sud Est. Mais un point critique est à souligner dans cette zone régionale : les nouvelles sécheresses.

Plus largement, l'agriculture est une pièce majeure du puzzle face aux défis à venir. Sur les quelques 10 milliards d'habitants estimés peupler la planète en 2050, la grande majorité de cette population devrait être localisée en Asie. La plupart des scénarii des démographes convergent vers ces données. S'achemine-t-on alors vers des nations indo-asiatiques de plus en plus urbanisées, et vers une agriculture de plus en plus intensive ? Oui, sans guère de doutes.

Le futur devrait également témoigner d'une forte augmentation des investissements chinois en Asie du Sud-Est[21] et région indo-asiatique, mais aussi au Proche et Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine[22]. Malgré les fortes incertitudes qui demeurent sur l'évolution de l'économie mondiale 2022-2030, un fait semble s'imposer : dans le moyen et long terme, la zone indo-asiatique articulée autour des pôles Chine-Japon-Taiwan-Corée du sud-Inde et Singapour va ainsi représenter le pôle central des activités de l'économie-monde. Et en son cœur l'Empire du milieu, mais ce dernier cristallisant l'ensemble des tensions de par les volontés hégémoniques de la nation.

La Chine détient nombre de caractéristiques d'une Economie-monde visant une suprématie, si tant est qu'elle ne se coupe pas du reste du monde au regard des lourdes dérives politiques prises depuis 2018 par le régime Xi. Et cela en interne, mais aussi en externe avec ses liens avec ses partenaires traditionnels : pensons notamment à la Russie de Poutine, à la Biélorussie[23], la Birmanie de la Junte militaire, la Syrie de Bashar-al-Assad, la Corée du Nord et l'Iran d'E. Raïssi.

La petite poignée des pays amis de Poutines
Eloges de la citoyenneté et de la démocratie

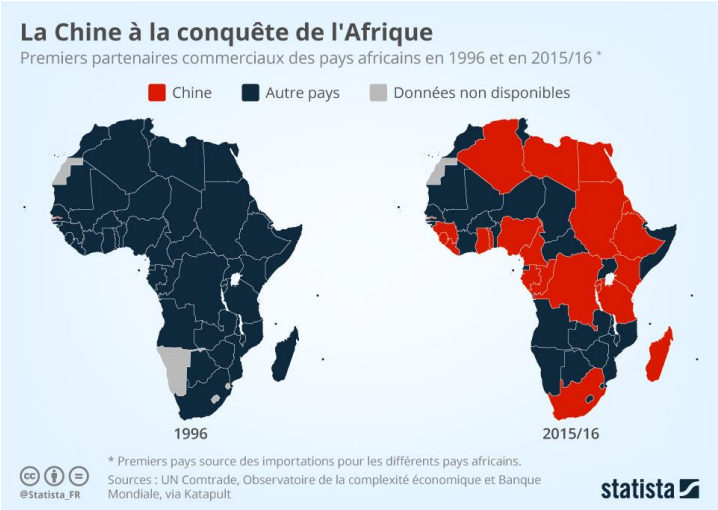


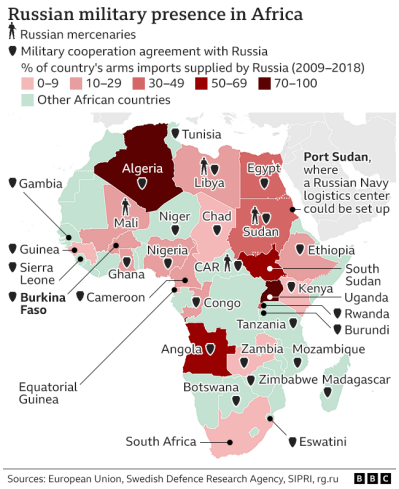
Bashar-al-Assad Kim Jong-un Ebrahim Raïssi

Face aux démocraties, un nouvel ordre totalitaire s'impose depuis 2013 sur la base du couple sino-russe. La guerre en Ukraine 2022 est un marqueur fort de ce projet. Depuis l'ouverture du conflit, aucun signe de condamnation n'a en effet été affiché par le régime Xi vis-à-vis du régime Poutine. L'alliance explicite depuis les évènements syriens semble donc clairement se confirmer. Dans la lignée du projet des deux dictateurs Xi-Poutine, c'est l'ensemble des nations à régimes totalitaires qui sont peu à peu intégrés au dispositif sino-russe, que ce soit au Proche/Moyen-Orient, dans de nombreuses nations africaines, en Birmanie, ...

L'Afrique, la course entre la Chine et la Russie dans les prises de positions géoéconomiques et politiques

[21] Les investissements chinois en Asie du Sud-est représentent actuellement moins de 10% des investissements chinois à l'étranger, l'essentiel des autres flux d'IDE chinois allant aux Etats-Unis, à Hong Kong, au Canada et en Allemagne.
[22] La Chine n'a rien à perdre à coopérer : une étude de la Banque Asiatique du Développement a montré que, selon les scénarios de libéralisation, les exportations de la Chine 2020 ont enregistré une croissance de l'ordre de 3 points de pourcentage par rapport au scénario de base qui prévalaient lors de l'entrée de la Chine à l'OMC.
[23] Pensons ici à la création d'une ville-atelier par la Chine en Biélorussie sous la présidence d'A. Loukachenko. Localisé aux portes de l'Europe via une entrée par la Pologne et la Lituanie, il s'agit ici d'un gigantesque hub industriel et logistique placé à proximité de Minsk et directement placé sous influence chinoise.





Source : Statista / BBC

L'intensification du totalitarisme est sur ce point hautement inquiétante. En particulier à partir de 2017, le programme OBOR « *One Belt One Road* » des nouvelles routes de la soie s'inscrit dans une volonté de « Solution chinoise » visant un leadership mondial bien opaque quant à ses finalités réelles. Dans l'esprit du régime, il ne s'agit non point d'un destin d'harmonie -cela, c'est pour la presse vis-à-vis d'une population chinoise placée sous une communication de propagande et soumise à un contrôle des pensées de plus en plus intensifié depuis 2014- mais une volonté d'hégémonie sur la base d'une gouvernance totalitaire. Date symbolique planifiée : 2049.

Pour le pouvoir actuel de Pékin, le plus tôt serait le mieux. D'où une fuite en avant dans une sacro-sainte croissance exacerbée d'un PIB -au grand dam de l'écologie- doublé d'une domination technologique sur l'ensemble des secteurs clés afin de prendre le leadership sur les Etats-Unis. Sur le plan économique, mais aussi technologique, tout cela devrait être accompli en effet non pas en 2049, mais au tournant des années 2030. « *1984* » ?

Le sursaut d'un monde libre ?

Les démocraties se laisseront-elles ainsi mener ? Sans doute pas car elles ont connu la liberté. En périphérie de la Chine, un corridor Inde-Japon-Australie-Asie du sud Est se met ainsi en place à partir de 2015-2017, et ne devrait que s'intensifier internationalement au regard des options prises par les régimes Xi-Poutine. Cela est particulièrement explicite sur les dossiers géopolitiques traitant de la Syrie, de Hong-Kong, de la Géorgie, de l'Ukraine, des routes de l'Arctiques, de Taiwan, des prises de positions et militarisation en mer de Chine, et de l'extension des positions militaires chinoises et russes avec certains pays africains.

Le monde ne rentrerait-il pas alors dans une seconde guerre froide entre des nations à gouvernance démocratique et d'autres à gouvernance totalitaire ? L'hypothèse n'est pas à écarter d'un revers de main. Telle les villes-monde Venise ou Amsterdam en leurs périodes, La Chine tente ainsi de s'imposer sur l'échiquier international, mais à une différence près par apport aux temps passés : non pas par une partie d'échec, mais sur la base d'un jeu de go.

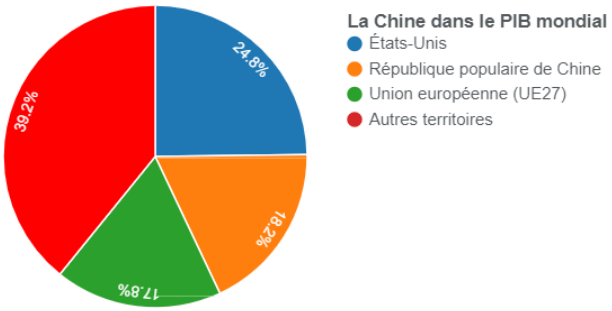
Quant au plan de la politique interne, les choses sont par contre plus frontales : le génocide mené sur la population ouighour en représente un point de paroxysme ; mais pensons aussi à la difficulté pour les membres du Parti d'émettre actuellement des positions contraires au premier cercle entourant le président Xi ; ou encore à la généralisation du programme de surveillance dit du « crédit social ». Cela enseignent sur le prisme politique du régime actuel de Pékin : un contrôle direct des populations. Sur le plan de la méthode, Chine du dedans - Chine du dehors, les deux pour l'heure ne peuvent se confondre.

.

Le jeu de Go chinois : une volonté hégémonique du régime Xi sur la plupart des nations ?
En Asie, dans sa partie orientale, du Sud et de l'Asie centrale ?
L'Afrique aussi ? Puis demain la Russie par son flanc Est ?

Dans le langage de Pékin, on désigne cela « la diplomatie du pourtour de l'Empire du milieu »
Face au prisme politique autocratique sous-jacent, de multiples tensions devraient en découler à l'échelle mondiale.
Une urgence de refonder l'Alliance Atlantique ?
Le monde s'achemine-il vers une seconde guerre froide ?
Des hypothèses à ne pas balayer trop vite d'un revers de main.

En 2022, un fait s'impose donc : la Chine est devenue la première puissance industrielle et commerciale mondiale. Comme nous l'avons vu, elle puise cette force d'une politique industrielle et scientifique de tout premier plan, notamment conduite à partir de 1984 jusqu'à nos jours.



Source : FMI (World Economic Outlook, 2021)

« La Chine : usine du monde ? »

En l'ouverture de la décennie 2020, cette hypothèse est exacte. Cela s'applique à la grande majorité des nations, dont notamment la France.

Source : Boissin, O. *« Chine, masque, dette et CAC 40 : les leçons de la crise Covid »* , série « Off », 2020.

Concernant la question d'un monde « *Made in China* », la dépendance de la France à la Chine est importante. Elle est grave. En tant que Commissaire européen à l'Industrie, l'on peut aussi s'interroger sur la décision initialement prise par T. Breton sur la question de la présence sur le territoire européen du fournisseur de télécommunication Huawei. Au-delà de la dépendance stratégique à laquelle cette décision va conduire, Huawei a de longue date été suspecté de doter ses infrastructures de logiciel espions. Il en est de même pour ZTE, Xiaomi et la plupart des équipementiers électroniques chinois qui sont directement pilotés par le Ministère de la Sécurité de l'État chinois.

A l'âge de l'ère de l'information où les données représentent un élément stratégique central, cela pose question. Pourtant, T. Breton de par ses fonctions passées notamment dans les sociétés Thomson et à France Telecom, est l'une des personnes connaissant très bien les méandres du dossier. Pourquoi ne pas privilégier le renforcement de groupes européens tel Nokia ou Ericsson ? Cette décision sera au final prise dans le cadre d'un grand plan européen du numérique. La crise Covid aura au moins un élément positif : une Europe repensant sa souveraineté industrielle.

« Liberté, nous chérissons ton nom »

En ces temps de libertés tant menacées, faut-il permettre aux groupes chinois d'implémenter leurs technologies notamment de la 5G sur le territoire européen ? Menez votre analyse, vous êtes en Occident, les données circulant sur la Toile sont libres. Cette question est plus complexe à instruire en Russie ou en Chine.

Concernant l'entrée de Huawei nous ne connaissons le dessous politique des cartes d'une décision d'acception d'une implantation en France. Bouygues et Free notamment vont garder dans leur panel l'équipementier chinois[24]. De leur côté, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis, l'Australie, … se montreront beaucoup plus réservés en refusant l'accès du groupe Huawei sur leur territoire.

Nous pourrions étendre la réflexion à bien d'autres secteurs, mais cette fois sur le plan du leadership technologique. Ainsi, la France va se trouver être un des acteurs privilégiés à partir de 1984 (et surtout 1993) pour transférer des technologies notamment duales dans les domaines de l'électronique et télécommunication, mais aussi de l'aéronautique, de l'automobiles et de l'énergie. D'autres segments industriels seront également privilégiés autour de l'hydraulique, du ferroviaire, des matériaux, de la biologie, et de la pharmaceutique. La liste exhaustive sur des technologies y compris duales ciblées par le pouvoir de Pékin est en réalité beaucoup plus fine et longue. Elle est discriminée par branches d'activité puis ensuite par familles de produit.

Par extension, au-delà des masques en papier, segment d'activité assez aisément redéployable, bien d'autres activités plus complexes ne sont plus localisées ni maîtrisés dans les pays historiquement développés. Dans le cadre de la crise du Covid, ce sera notamment le cas de nombreuses familles de biens d'équipement médicaux, mais aussi de principes actifs de l'industrie pharmaceutique. En 2020, la quasi-totalité de la pénicilline mondiale est par exemple fabriquée par la Chine. Heurté de plein fouet par la crise, une dépendance de l'Occident à cette nation n'est pas sans poser des problèmes d'approvisionnements.

Des documents précis et coordonnées par le *Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information* chinois réglementent les présences étrangères, et spécifient les actions à mener. Dans une temporalité plus récente, cela afin de mener à bien les objectifs du programme « *Made in China 2025* ».

En cette décennie 2020, la Chine s'impose ainsi comme une économie dominante, et la Russie n'en sera que davantage dépendante. Analysons plus en détail ce dernier point.

[24] De même qu'Orange pour son réseau mobile au niveau de ses filiales situées hors France.

2- Russie (2022) : « à la recherche du temps perdu »

Kremlin et St Bazile

Nous avons vu la spectaculaire ascension de l'économie chinoise durant ces trois décennies 1990-2020, comparativement à une Russie qui va témoigner de trajectoires de développement erratiques et victime du syndrome d'un empire éclaté à partir de 1991. La nation se trouve au final dans une situation d'économie en développement.

Pourtant, et c'est là un paradoxe, la nation dispose d'extraordinaires dotations factorielles sur les trois marchés des matières premières énergétiques, minérales et alimentaires. Par ailleurs, elle bénéficie d'une excellence scientifique et techniques. Comme nous l'avons vu en chapitre 1, cette dernière est toutefois principalement mise au service d'un puissant complexe militaro industriel, et que très partiellement au bénéfice de la société civile. En 2022, ce constat reste sans appel. Quelques photos illustrent cela mieux que de longs discours.

Le budget militaire russe est de l'ordre de 65 milliards USD en 2021. Il est ainsi quatre fois supérieur au budget de 1998 (16 milliards). En ordre de grandeur, en 2022 ce budget est 10 fois supérieur à celui de l'Ukraine. Une proportion que l'on retrouve dans les dispositifs militaires engagés dans le combat : dix fois plus de moyens d'intervention, que ce soit en force terre-air mer. En cela, l'invasion russe de l'ensemble du territoire ukrainien pourrait avoir lieu dans une temporalité courte. Cela étant dit, pour l'instant nous assistons à de multiples dysfonctionnements laissant penser à une préparation visiblement bien hasardeuse du conflit.

Envahir un pays par la force, cela ne signifie toutefois pas obtenir une victoire sur le pays. La résistance du peuple ukrainien pourrait en effet perdurer sur longue période. Au regard de la tournure du conflit de ces deux premières semaines, un scénario syrien ou afghan semble davantage le scénario à venir, et non pas une guerre et une conversion du peuple à l'idéologie du Kremlin comme le pensait sans doute le régime Poutine. Ce serait alors là une erreur d'analyse majeure. Vers un état de guérilla ?

En 2021, en Russie l'on estime qu'environ 50% de l'industrie est ainsi dédiée au complexe militaro-industriel, avec une polarisation des ressources sur ces domaines. Toujours en 2022, le faible taux de motorisation[25] de la population en est l'un des marqueurs symboliques. La nation est capable de produire depuis 1980 des avions de chasses hautement perfectionnés de type Sukhoi 27/57 ou encore des Mig 29/35, mais la population reste face à un marché souvent obsolète sur le plan de l'industrie nationale automobile. Il faudra attendre l'arrivée des groupes Renault-Nissan (Avtovaz/Lada) ou

[25] Environ 300 véhicules pour 1000 habitant, un taux faible à comparer de l'Espagne par exemple qui est à 620 véhicules.

Hyundai-Kia pour voir se développer une véritable offre d'automobiles pour la classe moyenne.

L'économie russe témoigne, d'un côté, d'une excellence scientifique et technique et de l'autre, d'une situation d'obsolescence sur de nombreuses familles de produit. L'élément clivant est la nature des marchés visés : sont-ils liés ou non au complexe militaro-industriel de la nation ?

Lada / Avion de chasse Mig 35 / L'Antonov 225, le plus gros porteur mondial.

L'emblématique véhicule russe Lada. Il va falloir attendre le XXI° siècle pour voir se développer sur le marché russe des véhicules modernes. Ils seront issus de constructeurs étrangers, en 2022, principalement les groupes Nissan-Renault et Hyundai-Kia. Quant aux marchés militaro-industriels, en héritage de la période soviétique, l'expertise est la plus souvent contrôlée de longue date par la nation.

Puis prenons de la hauteur macroéconomique et esquissons les principaux agrégats du pays :

Economie russe : données cadres

L'économie russe bénéficie d'exceptionnels gisements de matières premières agricoles, minières et énergétiques mais reste en 2021 une économie de taille modeste mondialement. Elle représente 1,5% du PIB mondial et 2% des exportations mondiales. Elle témoigne du syndrome des pays rentiers. Puis elle sera frappée de plein fouet en 2022 pour se retrouver dans une situation proche du chao économique si une sortie de guerre n'est pas rapidement trouvée.

Source des données : adaptée d'après Wikipédia et données Banque mondiale (mars 2022)

PIB : env. 1500 MM USD (2021)
PIB/hab : env. 8.000 USD
Dette publique : env. 25% du PIB
Inflation : env. 8%
Balance commerciale russe : excédent d'env 110 MM USD annuel, majoritairement sur base de MP énergétiques.
Importations de biens industriels et de consommation courante (électronique, automobile, pharmaceutique).
Principaux clients et fournisseurs : Allemagne, Chine.
Importante réserve de changes par les exportations d'hydrocarbures et de gaz.
Croissance PIB : env. 2% / an
Indice de dvpt humain : 0.81
Indice Gini : 0.42
Membre de l'OMC (depuis 2012)
Population : 146 millions, 75 millions en pop. Active. Une démographie vieillissante et une faible espérance de vie masculine.
Taux de fécondité : 1,5

Taux de chômage : env. 6%

Répartition de la pop. active :

-agriculture : env. 10%
-industrie : env. 27%
-service : env. 63%

A minima, lors d'une analyse pays, il faut identifier ces grandeurs macroéconomiques en jeu. En une poignée de minutes, une simple consultation d'un site de type Wikipédia permet cela. C'est une connaissance simple et éclairante sur des éléments structurants le pays.

Puis un peu de lumière, tentons d'approcher la grandeur du peuple russe à travers ici le cinéma.

« Moscou ne croit pas aux larmes ».

Magnifique peinture d'un Moscou des années 1950 et 1960, du dégel khrouchtchévien puis de l'entrée dans l'ère brejnévienne. Au cœur de mélodrames humains, d'existences singulières, de leurs espoirs, d'une si touchante sensibilité, le monde du travail, de l'attente, les temps longs du totalitarisme, puis au final, plus fort que la solitude, la force du lien trouvé. Un très beau film sur la féminité aussi.

Ce film se compose en deux parties, il est long, mais si le temps vous semble trop précieux, alors glisser sur sa seconde partie qui nous plonge dans un horizon plus proche de nous, tout en conservant le profond de l'âme russe. Au final, il nous semble comprendre un peu mieux la grandeur de ce peuple et la profondeur de sa culture. Comprendre un peu mieux les existences vécues aussi durant les années de rideau de fer. Un magnifique film signé V. Tchermykh. Oscar du meilleur film en langue étrangère.

Retour au sombre, Poutine.

3- L' entrée des chars en Ukraine … et l'effondrement probable de l'économie russe

En réponse à l'entrée des chars en Ukraine, des trains de sanctions économiques et politiques vont être infligées par la communauté internationale à la Russie.

La principale réponse apportée se situe dans l'immédiat là : différentes vagues de sanctions économiques vis-à-vis de V. Poutine.

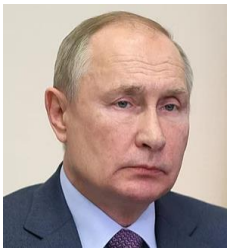
Objectif visé ? Un effondrement de l'économie russe, ce qui devrait être le cas en cette année 2022. Probablement d'ailleurs dans une temporalité plus courte qu'on ne pourrait le penser, mais cela c'est l'avenir qui nous le dira.

Les interdépendances économiques sont en effet profondes et les anticipations rationnelles rapides. Une banqueroute du pays (c'est-à-dire une situation de défaut de paiement) est une hypothèse très

probable dans le court terme, sous deux conditions toutefois :

1-que le Kremlin persiste dans sa volonté d'invasion de l'Ukraine ;
2-que la Chine ne soutienne pas l'économie Russe.

Par voie de conséquence, la situation d'effondrement qui pourrait s'abattre sur la nation pourrait conduire à une prise de conscience du peuple russe sur la non soutenabilité économique, sociale et politique du régime Poutine.



A partir du 1er mars, V. Poutine sera qualifié par
la communauté internationale de dictateur.
Ce dernier menace dorénavant l'Occident d'une attaque nucléaire.
Les frappes se multiplies sur les populations civiles, les hôpitaux, avec également des prises de risques considérables menées sur l'installation nucléaire de Tchernobyl.
Le regard vide et froid, une mégalomanie et une tendance paranoïaque croissante, de plus en plus d'observateurs et de psychologues s'interrogent sur l'état de santé mentale du président russe[26].

Russie, 8 mars 2022 : sur le plan économique -c'est-à-dire un élément dérisoire au regard du drame humain actuellement supporté par le peuple ukrainien- de fortes tensions économiques devraient se faire jour mondialement, avec notamment un régime d'inflation soutenu sur de nombreuses commodities. Cela est déjà enregistré sur les matières premières alimentaires, minérales et énergétiques. Pensons notamment à la très forte hausse du cours du pétrole sur seulement deux semaines.

Le peuple russe va être le premier frappé par l'ampleur des sanctions internationales, mais l'impact devrait également être mondial : une inflation en très forte croissance donc, doublé d'une rupture d'approvisionnements sur de nombreuses matières premières issues de la Russie.

La raison en est double : d'une part, une décision d'embargo a été prise par les occidentaux notamment sur le pétrole et le gaz russe. Or, la Russie est avant tout une économie reposant sur une rente d'hydrocarbures. D'autre part, la nation ukrainienne est dorénavant en situation de black-out. Un des tout premiers greniers à blé mondiaux se trouve ainsi touché de plein fouet.

Cours du Brent Crud Oil
Un doublement du cours en quelques semaines.

---

[26] Une des personnes les mieux placées pour éclairer la psychologie de V. Poutine est sans doute l'ancien officier du KGB Sergueï Jirnov. Ce dernier a pu suivre l'ensemble de la trajectoire de V. Poutine au KGB et ses révélations dans son dernier ouvrage « L'éclaireur »(*) sont fortement instructives : V. Poutine sera fréquemment mis sur la touche par la hiérarchie de l'organisation du fait de fautes graves et d'un manque notoire de compétences dans l'évaluation des risques. Il sera au final considéré par le KGB comme un agent insignifiant et à ne pas exposer sur des missions complexes.
Après son passage dans le service de renseignements, l'obscur agent du KGB va toutefois parvenir à se hisser aux fonctions suprêmes de l'Etat par une stratégie continuelle de mensonges auprès de B. Eltsine et aidé, il est vrai, par une classe d'oligarques qui voyaient en Poutine une marionnette au profit de leurs intérêts. C'était là commettre une erreur d'analyse, Poutine se révèlera être ce que l'on connait, c'est-à-dire un dictateur. L'ensemble de ces opposants seront alors peu à peu écartés sinon supprimés, et la classe d'oligarques sera également bien malmenée.
*Jirnov, S., Riva, JL., « *L'Eclaireur* », Ed. Nimrod, 2022.

Source : Boursorama (10 mars 2022)
Evolution sur 1 an. Sous une hypothèse de non résolution du conflit dans le court terme, les anticipations début mars table sur un Brent à 200 euros, sinon plus.
Sur le plan environnemental, c'est là une mauvaise nouvelle dans le court terme, au regard d'une substitution du pétrole et gaz par une énergie issue de la combustion de charbon.

Suite à la décision d'entrée en guerre -une erreur géopolitique majeure du Kremlin, y compris sur le plan de sa temporalité, car pour ce type d'objectif d'invasion, il lui aurait été sans doute préférable d'engager une telle offensive sous la présidence de D. Trump-, un effondrement de l'économie russe n'est pas à écarter durant l'année à venir.

Sans une sortie rapide du conflit ou encore un soutien massif de la Chine à l'économie russe, là est l'hypothèse la plus vraisemblable. *Collapse*. La nation se retrouve en effet isolée et condamnée par la grande majorité des nations internationales alors même :

- qu'elle est dépendante d'exporter ses matières premières, notamment énergétique ;
- quelle est dépendante de nombreuses importations pour le fonctionnement de son économie ;
- que les investisseurs étrangers vont se retirer massivement de la nation ;
- que le peuple russe témoigne d'un très faible taux d'épargne et ne pourra résister longtemps ;
- qu'au sein de la nation, la crise sera économique et sociale, mais aussi politique du fait d'une fracture entre (i) des pro-Poutine issue principalement d'une classe âgée peu connectée et (ii) d'une population opposée au conflit, les jeunes générations notamment.

En signal premier, en ce début de mois de mars, la monnaie du pays -le rouble, une monnaie convertible depuis 2006- va s'effondrer en moins d'une semaine, laissant supposer la suite à venir sur le plan de l'ensemble des agrégats macroéconomiques. La population russe en sera la première victime.

Avant la guerre, cette économie témoignait pourtant d'une taille déjà modeste à l'échelle mondiale. Malgré ses considérables richesses naturelles, cette nation pèse en effet d'un faible poids sur l'échiquier mondial : 1.500 milliards USD de PIB/an comme nous l'avons vu. C'est-à-dire l'équivalent de l'économie espagnole. Un petit pion finalement dans le paysage de l'économie mondiale. Le tout avec une population vieillissante.

En PIB/habitant, un habitant russe ne représente ainsi que 8.000 USD, c'est-à-dire le même niveau qu'un habitant de la Guinée équatoriale[27]. Un habitant espagnol est comparativement beaucoup plus riche que son homologue russe, avec 29.000 USD/an (donnée Banque mondiale).

[27] Selon la méthode de calcul, cette donnée de PIB/h doit toutefois être soumise à la prudence, certaines estimations allant jusqu'à 17.000 USD / h en 2021.

Si l'on poursuite cette analyse comparée, au niveau des pays développés, la donnée est d'une toute autre métrique : 45.000 USD pour un habitant allemand, 63.000 USD pour un habitant américain, 40.000 USD pour un français, etc.

Ou encore, en PIB nominal, les Etats-Unis réalisent un PIB non pas de 1.500 milliards USD, mais de 23.000 milliards USD en 2021. Quant à l'Europe (Royaume-Uni compris), le PIB annuellement réalisé est proche de 20.000 milliards USD.

En d'autres termes, et tous secteurs confondus en dehors de l'énergétique fossile et de la métallurgie, les plus grands groupes mondiaux ne sont pas russes mais américains, européens, japonais et chinois. V. Poutine a-t-il connaissance des ordres de grandeurs économiques ?

SECTION TWO

	Brand	Category	Brand Value 2020 $Mil.	Brand Contribution	Brand Value % Change 2020 vs. 2019	Rank Change	Country of Origin
1	amazon	Retail	415,855	4	+32%	0	US
2		Technology	352,206	4	+14%	0	US
3	Microsoft	Technology	326,544	4	+30%	1	US
4	Google	Technology	323,601	4	+5%	-1	US
5	VISA	Payments	186,809	4	+5%	0	US
6	Alibaba Group 阿里巴巴集团	Retail	152,525	3	+16%	1	China
7	Tencent 腾讯	Technology	150,978	4	+15%	1	China
8	FACEBOOK	Technology	147,190	4	-7%	-2	US
9	McDonald's	Fast Food	129,321	4	-1%	0	US
10	Mastercard	Payments	108,129	4	+18%	2	US
11	AT&T	Telecom Providers	105,833	3	-2%	-1	US
12	verizon	Telecom Providers	94,662	4	+0%	-1	US
13	Coca-Cola	Beverages	84,022	5	+4%	1	US
14	IBM	Technology	83,667	4	-3%	-1	US
15	Marlboro	Tobacco	58,247	3	-19%	0	US
16		Retail	57,585	3	+8%	3	US
17	SAP	Technology	57,578	3	+0%	-1	Germany
18		Alcohol	53,755	4	+58%	17	China
19	LOUIS VUITTON	Luxury	51,777	4	+10%	3	France
20	ups	Logistics	50,748	4	-8%	-2	US
21		Apparel	49,962	4	+5%	0	US
22	Disney	Entertainment	48,802	4	-14%	-5	US
23	PayPal	Payments	48,453	5	+10%	3	US
24		Fast Food	47,753	4	+4%	0	US
25	xfinity	Telecom Providers	46,973	3	-4%	-5	US

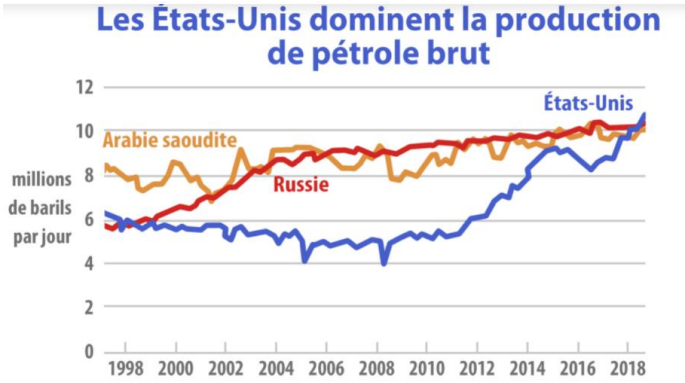
Source: BrandZ™ / Kantar (including data from Bloomberg)
Brand contribution measures the influence of brand alone on financial value, on a scale of 1 to 5, 5 being the highest

Dans un monde placé dans un jeu d'interdépendances économiques croissantes, la Russie s'oppose ainsi de manière bien hasardeuse aux deux plus grandes régions économiques mondiales : l'Amérique du nord et l'Europe. Ces régions témoignent d'un poids économique environ 50 fois supérieur à la Russie. Dans le moyen et long terme, ni les Amériques, ni l'Europe n'ont en réalité besoin de ce pays pour vivre. Ou alors seulement pour quelques nations européennes tributaires des approvisionnements énergétiques russes sur la période 2022-2025. L'adaptation pourrait être dans le court terme douloureuse, mais dans le moyen terme des voies de substitution se mettront en place. Puis sur le long terme une nouvelle géopolitique de l'énergie devrait voir le jour, au détriment de la spécialisation économique russe. Le 10 mars, la présidente de la Commission Européenne U. Von der Leyen va ainsi se prononcer pour une sortie de l'Europe sur le gaz et le pétrole russe à l'horizon 2027.

Même sur ce volet énergétique, le maître du Kremlin commet ainsi une erreur grave d'analyse : une fermeture du robinet énergétique vis-à-vis de quelques nations européennes ne conduira qu'a précipiter la Russie dans :

-une réduction de ces recettes budgétaires ;
-un arrêt des investissements étrangers sur le territoire et par voie de conséquence une contraction des emplois et une chute du PIB ;
-une dépendance accrue à la Chine qui sera son principal débouché.

L'Allemagne, la Suède, la Finlande, le Royaume Uni et l'Italie vont certes devoir repenser en profondeur leur mix énergétique, mais dans le moyen et long terme, une résilience sera vraisemblablement trouvée. Ce qui représente par ailleurs un atout pour les Etats-Unis, mais aussi pour la Norvège, le Maghreb (Algérie), l'Amérique centrale (Venezuela) et la péninsule arabique. En effet, ces pays européens pourront être approvisionnés par d'autres pays producteurs. L'Amérique du Nord représente notamment la deuxième plus importante région mondiale en termes de gisement de pétrole et de gaz.



Source : Energy Information Administration (2020)

Mais il est vrai, si le conflit perdure, l'hiver 2022-2023 devrait se révéler difficile en particulier pour les pays Baltes, l'Italie, la Suède et l'Allemagne. Une alternative pourrait toutefois amoindrir le problème des approvisionnements : la réduction drastique des importations énergétiques des nations vis-à-vis de la Russie (du fait de l'embargo décidé par les nations) va conduire le Kremlin à écouler son offre vers la demande chinoise. Par un jeu de vases communiquant, cela signifie autant d'importations en moins adressés aux exportateurs traditionnels d'hydrocarbures à la Chine. Les approvisionnements pourraient alors s'orienter vers les pays européens en demande d'hydrocarbures. Au final, de ce conflit les problèmes impacteront structurellement la Russie et non pas tant l'Europe qui devrait connaitre un salvateur coup d'accélérateur dans sa transition énergétique. Hypothèse. Analysez.

4- Sanctions économiques : de quoi parlons-nous exactement ?

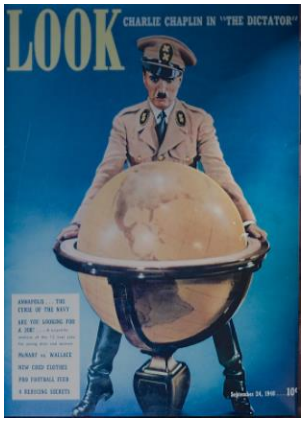
Sur le plan des sanctions, en ce début de mars, l'exclusion de la plupart des banques russes du système Swift* va être décidée. Les transactions financières à l'international ne sont alors plus possibles, ou seulement à la marge[28]. De même, les réserves étrangères de la banque centrale russe (BCR) vont être bloquées. A cela s'ajoute la saisie des avoirs du clan d'oligarques proche de V. Poutine.

[28] Nous retrouvons ici la Chine qui peut permettre des transactions avec son partenaire russe à travers un réseau financier spécifique. De même, un défaussement monétaire (notamment pour les oligarques russes) peut passer par les crypto-monnaies. Les sommes en jeu enregistrées sont toutefois très faibles au regard des transactions permettant de faire fonctionner l'économie russe. Il s'agit principalement d'une tentative de fuite de capitaux russes qui s'effondrent sur le marché des changes ; Par ailleurs des mesures ont été prise par l'Occident pour remonter la traçabilité des transactions russes passant par les crypto-monnaies.

La liste ne s'arrête pas là : un arrêt dans la fourniture des composants a été décidé ainsi qu'un retrait de la plupart des grands investisseurs en Russie. Conjugué à un embargo sur les composants stratégiques concernant les marchés de l'électronique, de l'aérospatial, de l'aéronautique, de l'énergie, de l'automobile, … et sur les matières premières – de loin la première recette de devise pour la Russie-, de nombreux dysfonctionnements devraient rapidement frapper la nation.

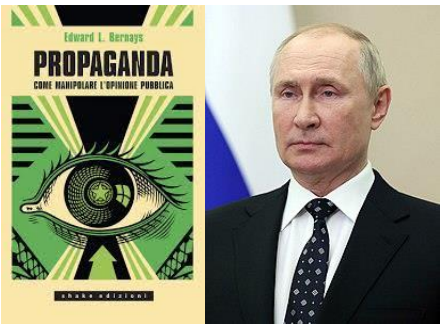
Associé à une non possibilité d'accès aux marchés des capitaux étranger et aux circuits de financement, la nation devrait ainsi se retrouver dans une situation de récession, puis de cessation de paiement. Ce qui n'est pas sans contradiction car cette nation figure dans le même temps parmi la moins endettée mondialement. La Russie serait-elle condamnée à être un Etat-continent à part ?

Au final, les années 2022-2023 pourraient se révéler particulièrement critiques pour le peuple russe, le tout avec une prise de conscience peu à peu sur la réalité du conflit, c'est-à-dire le mensonge de V. Poutine et la compréhension d'une invasion illégale contrairement à la propagande au quotidien diffusée par le Kremlin. « La dénazification de l'Ukraine ». L'autocrate devrait se méfier de son registre lexical car dans l'inconscient collectif le terme pourrait se retourner contre lui.



Le plus dur sera pour le peuple russe, dans l'attente actuellement. Certes, ne pas oublier que ce grand peuple est habitué de longue date à résister. La Russie est un état aux ressources colossales notamment sur l'ensemble des biens fondamentaux. Une résilience sera possible, notamment en dehors des villes.

Mais vivre dans la pauvreté sera l'une des conséquences très probable, ce que n'avait plus guère connu cette population durant les 20 dernières années. Loin de la propagande actuelle, c'est un retour aux années de grande crise qui s'annoncent, celle des années 1998 pour ne pas dire 1917 si le rouble venait à s'effondrer et l'inflation à exploser. Mais cela, c'est l'avenir qui nous le dira. La Chine pourrait très bien financièrement soutenir le régime Poutine en effet.



Comme tout dictateur, V. Poutine va développer une propagande à outrance envers le peuple Russe afin de masquer l'illégalité de la guerre engagée contre l'Ukraine et ses crimes de guerre commis. A partir du début du conflit, il va fermer l'ensemble des réseaux de communication afin que la population russe ne puisse pas avoir accès aux informations réelles sur

les combats livrés, et les conséquences prévisibles sur l'avenir de la Russie. Dans le même temps, via les canaux officiels de communication, il va déverser au quotidien un flot de mensonges et conduire les arrestations envers les journalistes indépendants tentant de transmettre les informations réelles sur la réalité du conflit engagé. C'est ignorer que le temps et l'histoire feront la lumière sur son irrécupérable erreur de géopolitique. Son aveuglement vient probablement du fait qu'il est resté ancré sur les années de l'URSS. V. Poutine n'est guère en phase avec le XXI° : peu connecté, sans compréhension de la culture des nouvelles générations, et de l'interdépendance des économies. N'est-il pas finalement resté l'obscur agent du KGB ?

Le jeu des anticipations rationnelles

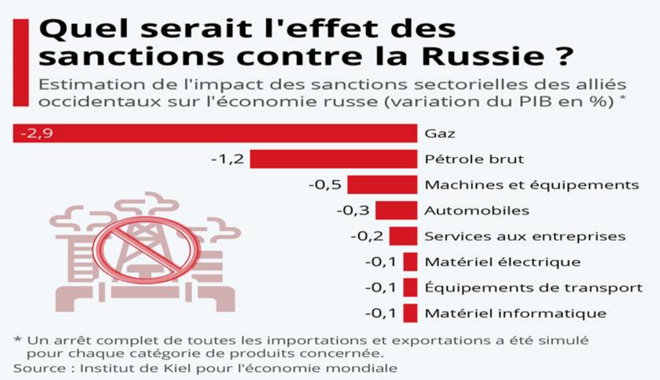
Sur un plan économique, les ratings formulées par les plus grandes agences mondiales de notation Fitch, Standard & Poor et Moody's sur la Russie anticipent déjà cette crise, avec une cessation de paiement du pays. Il en résulte une chute drastique des notations de la nation, par un jeu notamment d'anticipations rationnelles (chute du budget, chute du rouble, inflation, chute de la bourse, chômage, chute du PIB, etc.).

Sur le plan politique, les principaux leaders des nations démocratiques ont décidé de réagir il est vrai rapidement. L'ampleur de l'agression nécessitait à minima cela. C'est semble-t-il d'ailleurs une surprise pour les régimes Poutine comme Xi qui concluent généralement à une politique de non décision d'un Occident jugé décadent.

En 2021 arrive la nouvelle administration J. Biden.
A l'instar de F. Roosevelt suite à la crise de 1929,
le mot d'ordre économique va être « *pour un nouveau New Deal* ».
Quant au plan de la politique étrangère, l'attention est dorénavant concentrée sur la Chine.

Contrairement au désastreuses incohérences décisionnelles de l'administration Trump, la nouvelle équipe de J. Biden ouvre de nouvelles perspectives plus positives et cohérentes pour un monde qui doit affronter en 2022 le conflit ukrainien avec son soubassement de possible seconde guerre froide. Tant du côté de l'Amérique que de l'Europe avec en particulier U. von der Leyen, l'Occident bénéfice de personnalités d'Etat de tout premier plan dans ces moments charnières.

La crise économique sera sans nuance pour la Russie car les jeux de sanction sont en effets majeurs et par ailleurs déployées à grande échelle par l'ensemble des grandes puissances internationales, hormis la Chine : Amérique, Europe, Japon, Australie, Suisse, Nouvelle Zélande, Corée du Sud, … (pour une analyse détaillée des sanctions en place le 8 mars 2022, cf. Annexe 2).

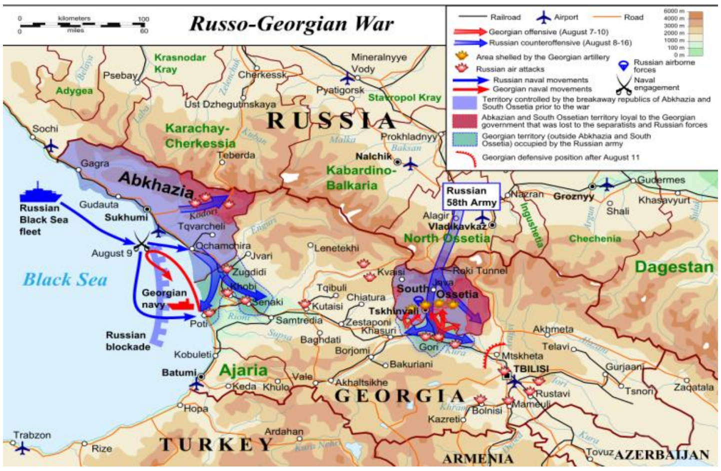


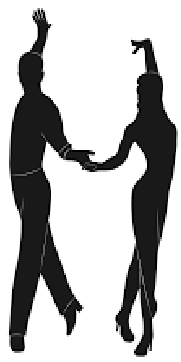
Source : Institut de Kiel / Statista (2022)

Seul le pouvoir de Pékin pourrait amoindrir la crise à venir, mais cela signifierait une prise de position du régime Xi en faveur de Moscou. Pour l'heure, la nation affiche une neutralité tout en ne désapprouvant pas la position politique de Poutine sur son plan militaire. Sans surprise, car le régime Xi n'a jamais désavoué V. Poutine dans les conflits menés, que ce soit sur la guerre en Géorgie (2008), les interventions en Syrie depuis 2013, l'annexion de la Crimée (2014) ou du Donbass (2014).

V. Poutine a toujours témoigné d'une position jusqueboutiste lors de ses précédents conflits. Si le régime Xi n'arrive pas à le stopper, l'on peut craindre le pire pour les populations notamment civiles. Chaque jour qui passe engage ainsi une lourde responsabilité de Pékin dans l'escalade de la violence, car seul Xi devrait pouvoir stopper la barbarie de son allié historique. Il n'y a guère à attendre en effet des négociations conduites par U. von de Leyen, J. Biden, le chancelier allemand O. Scholz ou autre E. Macron pour qui V. Poutine, dans sa rectitude toute talibane, ne peut que nourrit une haine propre à tout dictateur.

Régime Poutine / Xi : pour une extension des régimes totalitaires ? Nous pouvons en effet ici parler d'une danse de couple





Sur les conflits engagés par V. Poutine sur de multiples fronts, le régime de Pékin n'a jamais désavoué le maître du Kremlin. Mieux, il a le plus souvent apporté son soutien. Sur ce point, la danse de couple est complète.
Au regard du conflit actuel, une bonne nouvelle est toutefois présente. La seule mais elle est de taille : V. Poutine devrait avoir une écoute attentive de la position de son homologue Xi J.

5- La Russie au bord de l'abime ? Aspect monétaire et financier

Face à l'émergence de la crise financière russe et à l'assèchement des liquidités dans ses banques de second rang, les faillites bancaires en cascade devraient avoir lieu[29]. En ce 8 mars 2022, c'est déjà le cas. Il s'agit là d'une situation de très haute turbulence pour la gouverneure de la Banque centrale Russe (BCR) madame Elvira Nabiullina. De même que pour le régime Poutine. La gouverneure de la BCR doit aussi tenter d'amoindrir le plus possible le choc financier et l'effondrement du rouble.

Ainsi que de la bourse.

La bourse de Moscou, symbole du capitalisme, ici sous sa forme d'une régulation capitaliste sous contrôle de l'Etat. Officiellement, on ne parle pas de capitalisme en Russie mais, à l'instar de la Chine, d'un socialisme de marché.

La bourse de Moscou a été créé en 1992 suite à la fin de l'URSS. Elle côte environ 250 sociétés russes. Son indice phare, le Moex compte 41 des plus grandes capitalisations boursières du pays, pour une valorisation d'environ 600 milliards d'euros.

Sans une sortie rapide de la guerre, ces éléments ne devraient qu'empirer dans les semaines qui arrivent. Car le cercle vicieux est engagé : les agents s'attendant à une dépréciation du rouble et plus largement de l'ensemble des valeurs mobilière de placement (action et obligation* sur les marchés financiers), ils cherchent à se défausser le plus rapidement de leurs actifs, hormis ceux anticipés à un marché haussier par une inflation (hausse du prix de vente, pensons notamment aux marchés des matières premières alimentaires et énergétique).

[29] Plus en détail, la banque centrale intervient sur le marché monétaire pour prêter du rouble (monnaie banque centrale) aux banques moyennant paiement d'un intérêt dorénavant élevé, et presque toujours en contrepartie d'une créance détenue par les banques (bons du Trésor, effets de commerce, lettre de change, etc.). Elle peut moduler ses concours en définissant la liste des créances qu'elle accepte de refinancer sur le marché monétaire; elle étend la liste si elle veut faciliter la création monétaire, ou restreint cette liste, dans le cas contraire. Elle détermine ensuite le taux d'intérêt auquel elle prête la monnaie banque centrale et, ce faisant, elle joue un rôle directeur pour les taux d'intérêt pratiqués entre banques. Par exemple, en théorie, rien n'empêche la BCR de prêter sa monnaie à un taux d'intérêt presque nul, comme on a pu le voir après la crise 2008. A l'opposé, rien (en théorie) n'empêche la banque centrale d'emprunter la monnaie offerte par les banques qui disposent d'excédents en monnaie banque centrale à un taux d'intérêt toujours supérieur à celui offert par les banques emprunteuses. Ce ne peut toutefois être le cas dans le cas présent, la problématique étant de parvenir à refinancer des banques de second rang russes qui se trouve de plus en plus en défaut de liquidité. Le maître du jeu reste la BCR pour tenter de les refinancer, mais en faisant cela, elle va intensifier la dynamique inflationniste déjà très forte de par la chute du rouble et les très fortes tensions sur le marché des matières premières. Pour une analyse de ces questions, vous pouvez vous reporter au manuel de cours « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).

Plus largement, à l'échelle mondiale, ces tendances sont particulièrement à l'œuvre depuis l'ouverture du conflit. En Russie les éléments sont toutefois beaucoup plus complexes car face aux vagues de sanctions et à l'anticipation de la crise à venir, il en découle un effondrement de la devise russe. Si cela perdure, cela va alors intensifier la spirale de l'inflation dans le pays. Et donc aussi, par voie de conséquence, la tentative de fuite des capitaux vers des places et actifs estimées sécurisés. Mais cela est complexe car la plupart des transactions sont dorénavant interdites à l'étranger. Hormis quelques fuites par les crypto-monnaie, les russes sont alors pris au piège.

Cours du rouble suite à la décision d'entrée en guerre par le régime Poutine

Elvira Nabiullina

La gouverneure de la Banque Centrale Russe (BCR) Elvira Nabiullina va devoir en urgence relever drastiquement ses taux d'intérêt pour limiter l'effondrement de la devise russe. En une semaine, le principal taux directeur de la BCR va ainsi passer de 10 à 20% le 4 mars 2022, ce qui signifie dans le même temps un blocage de toute perspective de croissance et d'investissement en Russie, ainsi qu'une dangereuse augmentation du coût des remboursements des crédits. Face à la chute de la devise, le relèvement des taux directeurs était toutefois la décision à prendre dans l'urgence[30]. A ce seuil, cela ne sera sans doute pas suffisant car l'économie est attaquée de tout côté : sur le plan monétaire, des changes, financier (fermeture de la bourse), industriel (arrêt des approvisionnements sur les marchés stratégiques, donc une forte croissance du chômage anticipée), arrêt des rentrées de devises (embargo), impossibilité d'opérer des transactions financières à l'international, etc. Dans un tel contexte et en seulement trois semaines de conflit, l'hypothèse d'une cessation de paiement de la Russie devient hautement probable.

E. Nabiullina -une personne réputée pour sa grande compétence en matière de politique monétaire- va relever début mars les taux d'intérêt directeurs à un très haut niveau, et dans l'urgence. C'était là la bonne décision à prendre[31]. Mais cela sera-t-il suffisant ? Non selon toute vraisemblance. Et la situation s'avère très grave dès aujourd'hui. En ce 8 mars, la BCR va demander en effet aux banques de ne plus

[30] Pour une analyse des mécanismes prévalant entre la politique monétaire, la politique de change et la croissance d'une nation, le lecteur peut se reporter au chapitre 3 et 4 de l'ouvrage O. Boissin « *Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire* », Ed. Campus Ouvert, 2021 (disponible sur votre intranet).

[31] Modifier la politique des taux d'intérêt représente le principal bras armé d'une banque centrale. Une BCN peut en effet lutter contre une trop forte dépréciation de sa monnaie par rapport à une monnaie étrangère en relevant ses taux d'intérêt : la hausse des taux d'intérêt nationaux par rapport aux taux étrangers attire ainsi les capitaux étrangers, ce qui stimule de fait la demande pour la monnaie nationale. Cela permet de stabiliser le taux de change tout en économisant des réserves de change de la BCN. En Chine, cela est par ailleurs facilité par le fait d'une convertibilité que très partielle de la monnaie. En Russie, la situation actuelle est par contre beaucoup plus critique pour la BCR car l'ensemble des marchés monétaires et financiers étrangers sont dorénavant fermés pour opérer des émissions ou des transactions sur la nation. En conséquence, la banque centrale ainsi que le marché financier (bourse de Moscou) n'ont plus les moyens de faire appel à des financements externes alors même qu'ils sont en besoin de financement tant au niveau de la tenue de la monnaie que des titres financiers sur les places de marchés (actions et obligations*). Un soutien externe par des investisseurs internationaux n'est plus possible. Du côté de la BCR, elle doit donc compter sur les seules ressources internes de la nation, et éventuellement sur la Chine si Pékin accepte d'offrir son soutien à la BCR. Quant au marché financier, il reste pour l'instant fermé. Si les autorités de la régulation de la place de Moscou décidaient de son ouverture, une majorité des valeurs mobilières de placement -action comme obligation- s'effondreraient en une poignée d'heures car l'ensemble des acteurs chercheraient à vendre leurs titres.

diffuser leurs informations comptables et financière. La faillite d'une partie des banques russes est ainsi en route ou actée en seulement une poignée de jours.

Sans une décision d'arrêt de conflit ou de mise sous perfusion de l'économie russe par le pouvoir de Pékin -dernière hypothèse très probable-, l'extension devrait affecter d'ici peu l'ensemble du système monétaire et financier russe. Puis très rapidement ensuite les secteurs primaires, industriels et des services, c'est-à-dire l'économie réelle du pays. Le 8 mars c'est déjà le cas.

L'exclusion du réseau interbancaire Swift[32] représente l'un des maillons amont déclencheur de la crise financière. Ce non accès génère une entrave, sinon l'impossibilité, pour passer des transactions financières internationales. Les liens commerciaux de la Russie avec le reste du monde (hormis avec la Chine) sont donc là fondamentalement entravés, sinon stoppés.

Mais les raisons de l'effondrement à venir sont plus profondes et structurelles :

-d'une part, une exclusion étendue des liens commerciaux de la Russie avec les nations sur de nombreux marchés -et notamment sur celui des hydrocarbures- coupe la nation de sa source première de rentrées financières. Les seules exportations de gaz et de pétrole représentent en effet le tiers du budget russe. Avant la crise Covid, c'est l'UE qui représentait la première destination des exportations russes -soit 40% des exportations[33]-, principalement sur le poste des hydrocarbures.

Si l'invasion s'installe en Ukraine, ces sanctions et embargo vont perdurer et peu à peu les nations européennes vont déployer d'autres canaux d'approvisionnements. Certes, dans le court terme certains pays européens sont placés dans une situation critique de par une forte dépendance au gaz russe : pensons à l'Allemagne, à l'Italie, au Royaume-Uni et aux Pays Baltes en particulier.

En Europe, certaines nations sont très dépendantes du gaz russe. En particulier l'Italie avec 40% de ses approvisionnements, l'Allemagne avec 60%, les pays Baltes avec près de 90%. La sortie du gaz russe ne pourra se faire en Europe que sur un échéancier d'environ 5 ans. C'est l'objectif affiché par U. Von der Leyen. Mais dans le même temps, Poutine précipite la recherche d'un nouveau mix énergétique qui va conduire l'Europe à se passer des ressources énergétiques de la Russie[34]. C'est là une bonne nouvelle pour les acteurs positionnés sur les EnR, le nucléaire et l'hydrogène.

-D'autre part, dans le lot des sanctions, l'arrêt des exportations de composants essentiels pour le bon fonctionnement de l'économie russe a été décidé notamment par l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Cela concerne différentes familles de produits : télécommunication, énergie (turbines, technique d'extraction d'hydrocarbures, …), maintenance aéronautique et automobile, robotique, accès aux médicaments, etc.

Ces sanctions européennes sont depuis une semaine prises très au sérieux par le Kremlin car le

---

[32] Swift (*Society for Worlwide Interbank Financial Télécommunication*) est une plateforme de transactions interbancaires. Elle est domiciliée en Belgique et facilite les paiements de 7500 institutions bancaires réparties dans l'ensemble des pays de la planète. C'est le plus grand réseau de paiement présent à la fois sur les mouvements de titres comme d'espèces.

[33] Selon Eurostat, la Russie a exporté en 2021 158 milliards d'euros vers l'UE.

[34] Sur les questions énergétiques russes, se reporter notamment aux travaux de C. Locatelli (GAEL, Université Grenoble-Alpes) et plus largement sur les questions énergétiques fossiles touchant au gaz et au pétrole à B. Sadek (Locatelli, C., Sadek, B., « *Les producteurs face à l'obsolescence annoncée du pétrole* », Ed. Campus Ouvert, 2022.

fonctionnement industriel de la Russie passe depuis 30 ans principalement par des liens développés avec l'Europe. Les pays partenaires clés sont notamment l'Allemagne, mais aussi le Royaume-Uni, la Suède, la France, la Norvège, la Finlande et les Pays-Bas.

V. Poutine a visiblement sous-estimé l'ampleur des dysfonctionnements qui devraient impacter le secteur énergétique et secondaire. L'expertise technique est en retrait, les sites de production plus ou moins condamnés à l'arrêt, alors même que de nombreux marchés industriels avait été délocalisés en Russie par les groupes occidentaux (Caterpillar, Renault-Nissan, Siemens, Danone, LVMH, …). Les équipementiers russes sont ainsi face à une chute drastique de leurs activités, et il en est de même au niveau des partenariats industriels et scientifiques.

Le géant Shell se retire ainsi du pays en rompant son partenariat avec Gazprom. C'est aussi l'arrêt du projet Nord Stream 2, le gazoduc géant reliant la Russie à l'Allemagne. Wintershall Dea, société là aussi pétrolière et gazière allemande, de longue date engagée dans des coopérations avec la Russie, est contrainte de repenser sa stratégie. De même, le major pétrolier norvégien Equinor stoppe ses investissements en Russie. Dans les transports, le constructeurs allemand Daimler Truck se retire de sa coopération avec le constructeur russe Kamaz, Siemens Transport doit repenser l'ambitieux projet de TGV Moscou-St Pétersbourg avec son partenaire russe Sinara, Volvo et Renault stoppe également leur production dans leurs sites russes et doivent repenser en profondeur leur stratégie vis-à-vis de la Russie, Stellantis-PSA arrête sa production d'utilitaires sur son site de Kaluga (sud de Moscou) face à la pénurie de pièces, etc.

Le premier constructeur automobile en Russie est la société Avtovaz-Renault. Le groupe français détient le contrôle majoritaire du groupe suite à son rachat en 2017 (deux tiers du capital sous contrôle Renault et un tiers sous Rostec). Renault-Nissan emploie en Russie 40.000 salariés, dont l'essentiel sont sur les deux sites de Togliatti et de Ijevsk. Il s'agit d'un volume de production d'environ 400.000 véhicules/an. Face à l'invasion russe, la direction du groupe a décidé de fermer la porte de ses deux sites, en attendant de voir l'évolution du conflit et de s'ajuster en fonction de l'impact des sanctions sur l'économie. La filière industrielle est bloquée au regard d'importants sous-systèmes qui doivent être importés en Russie afin de pouvoir réaliser ces véhicules. 20% de la valeur ajoutée est issue d'importations dorénavant bloquées pour réaliser une Lada, et 40% pour une Logan. Les sites Avtovaz-Renaut sont dorénavant incapables de conduire l'industrialisation.

Le nouveau drapeau russe ?

Application industrielle : dans le prolongement de l'analyse d'Avtovaz, vis-à-vis de la Russie, le risque stratégique est majeur pour la firme au Losange. Si un désengagement du groupe sur la Russie était acté, le seul repreneur possible des sites serait vraisemblablement un constructeur chinois. L'investissement de Renault -environ 2 milliards d'euros- serait ainsi caduc et au seul profit de la Chine, le tout avec une perte de marché significative car le marché russe représente le second marché du groupe français en nombre de véhicules écoulés. Si le groupe Avtovaz venait à passer sous le contrôle d'un capital sino-russe, Xi et Poutine seraient alors dans une danse de couple. Et ce serait la confirmation d'une alliance des deux régimes.

Dans l'urgence de multiples plans de retraits sont également en œuvre chez Safran, Alstom, Décathlon, Auchan, Total, Engie, … au niveau de leurs implantations russes. Mais c'est de l'Allemagne où les décisions prises sont les plus impactantes, car ce pays représente le premier investisseur européen sur le territoire depuis les années 2000. La plupart des secteurs clés sont concernés : énergie, transport routier, transport ferroviaire, aéronautique, télécommunication, robotique et bien d'équipement, métallurgie, …

6- La Chine au secours du petit frère russe ?

Economiquement et politiquement, peut-on parler d'une danse de couple ou d'une mise sous perfusion chinoise de l'économie russe ?
Au regard des décisions retenues par V. Poutine, l'avenir devrait s'orienter sur cette seconde hypothèse.
Et avec une intervention de la Chine pour tenter de solutionner sur le plan diplomatique le conflit.

Un rapprochement important sino-russe a eu lieu depuis 10 ans, notamment dans les domaines militaires, économiques et financiers. Le resserrement de l'alliance transatlantique va exacerber de son côté les tensions entre les grandes puissances de l'Est et de l'Ouest. Un bloc sino-russe sous les deux régimes Xi-Poutine se confirme : militaire, industriel, minier, ...

En 2022, face au possible effondrement économique et monétaire de la Russie, la Chine peut-elle représenter la solution économique dont aura besoin V. Poutine ? Oui, bien évidemment de par sa puissance économique et par la proximité politique entre les deux régimes. Les intérêts communs sont par ailleurs nombreux : livraison de matière première de la Russie à la Chine, notamment via le projet du gazoduc géant reliant les deux nations et qui a été signé le mardi 2 mars .

Wang Yi, chef de la diplomatie chinoise multiplie les relations avec le dictateur. Depuis le début du conflit, il n'y a pas de condamnation de la Russie par la Chine, mais plutôt l'inverse. Un soutien économique n'est pas à exclure de la part de la Chine, ce qui signifierait, au-delà d'une neutralité diplomate affichée à l'ONU, que le régime Xi a pris le parti de soutenir le dictateur.

Le projet géant de Gazoduc « Force de Sibérie »

Chine et Russie viennent de signer en ce début de conflit ukrainien un contrat pour la réalisation d'un gazoduc permettant de transporter 50 milliards de mètres cube par an vers la Chine, soit environ l'équivalent du projet Nord Stream. Ce projet d'environ 70 milliards USD permettra à l'empire du milieu de sécuriser ses approvisionnements énergétiques dans un contexte où la nation se heure à des problèmes d'énergie pour faire fonctionner ses infrastructures. Les deux acteurs majeurs mobilisés sur cette infrastructure de plus de 3000 km sont Gazprom (le géant russe contrôlant la quasi-totalité de la production de gaz naturel du pays) et la China National Petroleum Corporation. Pour un pouvoir du Kremlin isolé sur la scène internationale, c'est là le soutien d'un allié de poids, et le signe d'une Chine en accord avec la Russie. Cette politique a été engagée dès 2014 par Xi J. et V. Poutine.
Sur les questions économiques, entre les deux régimes, la danse est de couple.

Mais ce jeu de soutien explicite est dangereux pour le pouvoir de Pékin qui a d'autres projets dans les cartons avec la Turquie, la Finlande, la Suède, etc.

Et cela notamment dans le cadre de ses ambitions des nouvelles routes de la soie, des nouvelles voies de l'Arctique, du nucléaire civil avec l'Europe et le Royaume-Uni, etc. Sans oublier ses contrats passés avec l'Ukraine afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires.

Par ailleurs, elle risque de perdre en grande partie sa crédibilité politique et économique vis-à-vis d'une communauté internationale majoritairement engagée contre la guerre. Le soft power est sévèrement impacté. Et la question ne se limite pas qu'à du léger. C'est la réorientation de la stratégie des investissements en Chine qui est également en jeu.

Dans le cadre de ce conflit, la cartographie mondiale est riche d'enseignement, avec seulement 5 pays qui soutiennent directement la Russie, 140 pays le condamnant, et une trentaine s'abstenant pour des raisons principalement de dépendance alimentaire ou de relations militaires avec la Russie.

La position de neutralité affichée par l'Inde se comprend dans ce cadre : un accès aux armes vis-à-vis d'un régime Xi menaçant. De même, une ouverture aux hydrocarbures russes ne sera pas de trop au regard des perspectives de développement de la nation indienne.

Quant à la Chine, sans guère de surprise, le régime Xi va afficher lui aussi une neutralité. Ainsi, les deux plus importantes nations sur le plan démographique -et de très loin- adoptent une position similaire. Près de trois milliards d'individus sont ainsi plongés dans cette posture vis-à-vis de V. Poutine. c'est-à-dire un quart de la population mondiale. Ainsi, l'important déséquilibre en termes de nombre de nations opposées à l'invasion ukrainienne (140) se trouve à nuancer si l'on rapporte cela en termes d'habitants. Un flou demeure ainsi, mais pour des raisons multiples et différentes selon les dirigeants.

Le régime Xi partage une idéologie commune avec le régime Poutine, la présidence Modi quant à elle

cherche à se protéger grâce à une relation militaire privilégiée avec V. Poutine vis-à-vis d'une Chine menaçante sur l'Inde et sa région.

Quant aux quelques pays en soutiens du régime Poutine, c'est-à-dire la Birmanie, la Biélorussie, la Syrie, l'Iran et la Corée du Nord, ces pays n'ont aucun poids économique. Ils ne représentent qu'environ 0,3% du PIB mondial. Or, si la Russie pèse quant à elle environ 1,3% du PIB mondial, l'Amérique du nord et l'Europe réunie représentent à elles seules près de la moitié du PIB mondial. Sans parler de l'économies du Japon -la 4° plus importante économie mondiale-, l'Australie, l'Inde, l'Amérique latine, … des régions économiquement très importantes sur l'échiquier mondial.

En cela il est possible que Xi Jinping tente de rester économiquement réservé sur un soutien à apporter à la Russie. Cette position devrait s'imposer de raison. La neutralité témoigne de l'embarras actuel de Pékin vis-à-vis de son partenaire historique. Les deux semaines qui arrivent vont être décisives pour savoir la réelle position de Xi J. mais la signature du gazoduc « Force de Sibérie » parle d'elle-même.

Depuis 2014, la coopération avec la Russie a été renforcée, elle est entière et s'inscrit toujours en opposition avec l'Occident, et en particulier avec les Etats-Unis. Elle porte sur le développement de multiples partenariats technologiques, notamment militaire et spatial, domaines dans lesquels la Russie dispose encore de significatives avancées comparativement à la Chine.

En particulier depuis 2014, de multiples partenariats technologiques sino-russes sont passés, mais qui sont le plus souvent en situation d'asymétries de position entre les deux nations.

Du grand-frère soviétique (1950) au vassal russe (2022) :
Sur le plan économique, les temps ont changé.
Mais une donnée reste constante : l'union affichée des autocrates n'est en réalité que de façade tant les rivalités sont importantes sur de nombreux dossiers et par le poids de l'histoire.

De 1949 à 1959, l'URSS était la nation centrale pour aider le « petit frère chinois » à se développer. L'expertise technique notamment provenait essentiellement de l'Union Soviétique. Sur le plan interpersonnel, notons par ailleurs que le président Mao était faiblement considéré par J. Staline, outre le fait que la Chine était importante en tant que pays satellite soviétique afin d'étendre l'idéologie marxiste-léniniste de l'Union soviétique.

A partir de 2000, il en se sera très différent. C'est la Chine qui est dorénavant la puissance économique très majoritairement dominante par rapport à la modeste économie russe. En 2022, l'empire du milieu s'affiche ainsi économiquement plus de dix fois plus importante que la Russie. Et y compris en matière d'expertise technologique, c'est elle qui domine dorénavant l'essentiel des secteurs clés et des marchés. Les atouts sont dans les mains du pouvoir de Pékin et non plus de Moscou. La donne a été inversée.

Contrairement à la Russie pour qui la Chine est le premier partenaire commercial, la réciproque n'est ainsi pas vraie : la Russie ne représente qu'environ 80 milliards des importations chinoises bon an – mal an, soit environ 3% du montant total des importations chinoises (données statistiques Banque ANZ). Quant aux exportations chinoises vers la Russie, sur longue période, cela ne représente là aussi qu'environ 2%. La Russie n'est donc qu'une modeste nation économique pour l'empire du milieu. La Russie ne représente que le 18° partenaire économique de la Chine. En d'autres termes, l'essentiel des conteneurs chinois partent non pas vers la Russie, mais vers les deux géants économiques : Amérique du nord et Europe. Il faut alors ménager les débouchés à l'usine chinoise.

C'est en grande partie pour cela que le régime Xi n'affiche pas un soutien franc à Moscou depuis l'ouverture du conflit, mais cela ne le dispense de le faire plus ou moins par la bande. Plus ou moins car sur le projet du gazoduc « Force de Sibérie », le pouvoir de Pékin affiche sans détour son soutien à V. Patine. Et par la bande sur d'autres actions économiques non estimées pertinente d'être communiquées.

L'évolution des données macro-économiques russes seront les meilleurs témoins sur la question. L'intensité de la crise devrait en effet conduire à un effondrement dans le court terme de l'économie russe. Si tel n'est pas le cas, pour des intérêts bien compris c'est que la Chine aura engagé des actions afin de soutenir son allié historique. Le régime de Xi J. à toujours été proche de V. Poutine, y compris sur de nombreux dossiers politiques à partir de 2014 suite à l'annexion de la Crimée.

Face à cette guerre ukrainienne qui bouleverse les rapports Est-Ouest et qui s'accompagne d'une ampleur médiatique à fort coût réputationnel pour les alliés de V. Poutine, Xi J. se trouve face à une situation géopolitique complexe. L'objectif recherché est alors d'éviter l'opprobre de l'opinion internationale -notamment européen et américain- afin de continuer à écouler les conteneurs vers l'Ouest, tout en soutenant son allié politique russe afin d'accroitre le développement de la puissance chinoise et de garder le soutien russe sur les dossiers géopolitiques à venir.

Chine : l'importance de garder une suprématie commerciale avec le reste du monde, et notamment avec les deux géants Etats-Unis et Europe.

Ningbo-Shanghai, le plus grand port maritime mondial. De nos jours, environ 2000 bâtiments porte-containeurs sont accueillis mensuellement. Le port dispose de 125 postes d'amarrage et d'une capacité de manutention d'environ 800 millions de tonnes. La majorité des conteneurs partent en direction de l'Amérique du nord et de l'Europe.

Dans ce contexte, et visiblement mal anticipé, le pouvoir de Pékin va devoir tenter de jouer cette carte. Celle du médiateur, un exercice d'équilibriste tant les rapports de forces et les dossiers sont nombreux, et complexes, sinon critiques.

Par exemple, concernant l'Ukraine, depuis environ 5 ans le pouvoir de Pékin cherche à sécuriser ses approvisionnements alimentaires par des contrats passés avec le pouvoir du président Volodymyr Zelensky. Les superficies agricoles de la Chine sont faibles (environ 7% de terre arable pour une population représentant 17% de la population mondiale) et, même si elle est autosuffisante, elle a besoin du « grenier à blé européen » pour le soja, le colza, l'orge, le maïs et le blé. Cette question de la sécurité alimentaire -inscrite dans un horizon d'une année minimum- est de longue date une priorité pour Pékin. Sage décision au regard de l'ampleur de sa population et de l'imprévisibilité des récoltes futures. Or, du fait du conflit actuel, ces projets avec l'Ukraine vont être à l'arrêt.

7- Matière première alimentaire et arme alimentaire : la plus grande menace ?

De fortes tensions en particulier sur les prix agricoles devraient se faire jour sur les marchés, et pas seulement en Chine, mais mondialement. Le retour vers une inflation mondiale est engagé du fait d'une Russie et Ukraine qui représentent deux nations centrales sur les matières premières énergétiques, minérales et alimentaires.

Activation de l'arme alimentaire ?

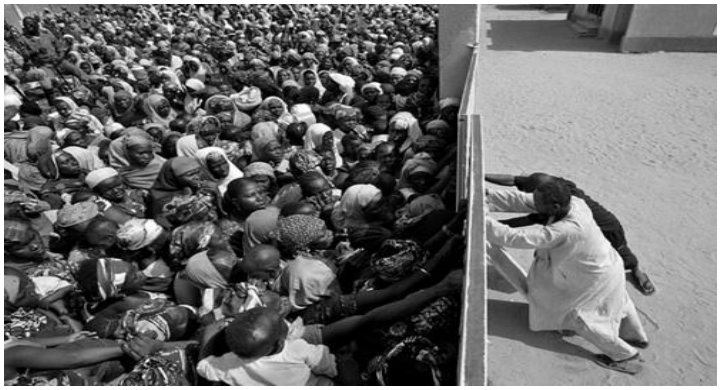
Sur le blé notamment, l'Ukraine est une région majeure pour la Chine
afin de sécuriser ses approvisionnements alimentaires.
Dans le court terme, mondialement l'inflation devrait s'intensifier. Les forts taux de croissances mondiaux suite à la sortie de la crise Covid additionné de la guerre en Ukraine vont en effet tirer à la hausse l'ensemble des prix dans le monde (matière première alimentaire, minérale, agricole).

Le problème économique mondiale le plus critique à venir est probablement moins celui de l'énergie que la question agricole[35]. La raison en est assez simple : si l'on peut concevoir pouvoir se passer

[35] Même si la dépendance des nations européennes au gaz et pétrole russe est importante (environ 40% sur le gaz naturel par exemple), une source énergétique peut trouver d'autres substituts. Pensons au charbon par exemple -certes, guère une bonne nouvelle en termes d'émissions CO2-, mais le fait est là. L'équation du problème à résoudre va par ailleurs bénéficier de

d'énergie (un pull-over peut par exemple se substituer à une absence de chauffage), il est plus difficile de pouvoir trouver du pain.

2022-2023 : vers des émeutes de la faim ?



Emeute de la faim – Niger. Cela aurait pu être en Ethiopie en 2008, ou au Soudan en 2019.
La spécialisation de nombre de pays émergents vers des cultures d'exportation et leurs dépendances à l'évolution des cours sur le marché des matières premières agricoles rend complexe l'équation d'autosuffisance alimentaire. Cela est particulièrement vrai pour de nombreuses nations africaines le plus souvent en transition démographique. La crise ukrainienne 2022 ravive le problème de manière critique pour de nombreuses nations notamment africaine et du Proche et Moyen-Orient.

L'arme alimentaire est d'ailleurs sans surprise avancée par V. Poutine. Les données lui donnent raison quant à l'ampleur des menaces : l'Ukraine et la Russie totalisent environ un tiers des matières premières alimentaires mondiales (ce qui est également vrai sur d'autres matières premières énergétique et minérale, avec le gaz et le pétrole notamment comme nous l'avons vu, mais aussi l'or, le titane, etc.).

Le blé est notamment l'élément central dans l'équation alimentaire à résoudre. La démographie mondiale est en forte croissance, et bon nombre de pays sont dans une dépendance forte à la Russie et à l'Ukraine. C'est le cas notamment de l'ensemble des pays de l'Afrique du nord et de l'Afrique subsaharienne, mais aussi de nombreux pays du Moyen et Proche Orient et de l'Asie. Les sécheresses se font de plus en plus ressentir et l'année 2022-2023 risque d'être particulièrement difficile pour ces pays. L'Egypte, le Soudan, le Liban, les pays du Maghreb, l'Iran, l'Indonésie, … ces nations sont à forte densité de population et seront sous dépendance des bons vouloir du régime de V. Poutine pour obtenir les vitaux approvisionnements.

La position de neutralité retenue par beaucoup de nations lors du vote de l'ONU se comprend en grande partie là (Maroc, Sénégal, les nations d'Asie centrale, …) puis par les fortes relations militaires entretenues avec la Russie (Inde, Soudan, Algérie, Vietnam, République centrafricaine).

Associé à une probable flambée des prix sur ces commodities alimentaires (à l'inverse se trouve là une aubaine pour les grands pays producteurs comme le Brésil, l'Australie, les Etats-Unis, …), le désordre économique mondial le plus grave à venir se trouve ici : l'accès aux matières premières alimentaires, avec son jeu d'effet domino. Cela pour le monde, avec une montée des violences prévisible, les émeutes de la faim.

Cette rupture d'approvisionnement est d'autant plus probable que les terres ukrainiennes se retrouvent dans l'immédiat condamnées, avec des récoltes qui ne pourront être menées. Un pays en chaos et des

---

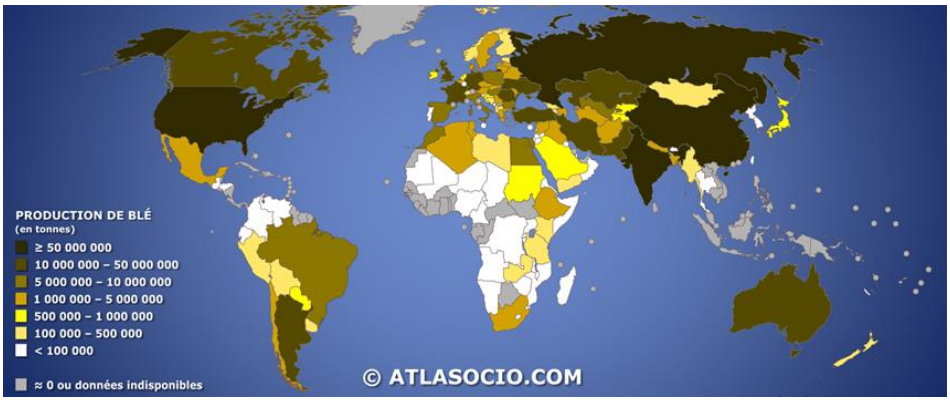
vases communiquant entre le pays. Il en est différemment pour l'alimentaire : si une météorologie est contraire aux récoltes, un manque de production va en résulter.

terres noires envahies de mines antipersonnel, des chaines logistiques rompues, des infrastructures agricoles détruites, … mondialement un manque de production agricole notable est donc à prévoir. Le signal prix est dès à présent là pour nous le rappeler : une flambée des prix et une croissance de la pauvreté. Car comme le mentionne un vieux proverbe russe, « *le pain est toujours cher quand l'argent manque* ». Quant au marché, il se révèle souvent être une bonne vigie des tendances à venir.

Du blé aux semences

Ne pas omettre par ailleurs que la Russie et la Biélorussie sont des nations clés dans les semences et les engrais. L'accès au potassium -l'un des trois éléments centraux intervenant dans la production des engrais-, est l'une des ressources qui devrait être soumise à une forte criticité si V. Poutine actionne l'arme alimentaire. Il est estimé en effet que la Russie et l'Ukraine réalisaient 30% des exportations de blé, mais aussi d'engrais dans le monde[36]. Le Kremlin détient donc une destructrice arme mondiale dans sa poche : ouvrir ou non les robinets de la production et de la distribution des matières premières agricoles et des semences pour une partie de la population mondiale.

Sur son plan économique, la plus grande menace de cette guerre devrait être alimentaire.
Production de blé (2018)



Source : Food and Agriculture Organization / Atlasocio.com

La Russie et l'Ukraine représentent environ le tiers de la production mondiale de blé. Face au prévisible effondrement de la production ukrainienne, si V. Poutine actionne l'arme alimentaire russe, la crise internationale qui devrait en découler serait majeure notamment pour les nations à forte densité démographique et soumis au réchauffement climatique (Egypte, Indonésie, Iran, pays du Maghreb, …). Une autre inconnue demeure par ailleurs : quelles seront les données météorologiques à venir ? La production des matières premières alimentaires ne peut en effet se confondre avec une production industrielle. Nous ne sommes pas ici dans une usine où il suffit de lancer un process, mais dans des espaces naturels dépendants des cycles de la météorologie. Mondialement, 50% de la production de l'huile de tournesol provient par exemple de l'Ukraine, quelles sont les solutions alternatives ?

Du secteur primaire au secteur secondaire

Quant à l'industrie, il ne nous faut pas oublier que l'Ukraine est une grande nation. L'excellence scientifique et technique se trouve de longue date dans ce pays sur beaucoup de segments industriels, notamment liés à l'acier.

L'Europe, et plus largement l'Occident, sont par ailleurs dépendants non seulement des compétences ukrainiennes, mais bien sûr aussi russes. Pensons au programmes aérospatial Soyouz en lien avec

[36] Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux travaux de Ph. Chalmin, spécialiste sur l'analyse des marchés mondiaux des matières premières (cf. Bibliographie).

Arianespace, au satellites Galileo, aux approvisionnements en minerais pour des groupes comme Airbus, Safran, Boeing, Rolls-Royce, General Electrique, Siemens, …

En particulier sur le titane, de multiples applications sont présentes sur les moteurs, les fuselages et aérostructures, les trains d'atterrissage, ... La guerre engagée va ainsi générer des problèmes d'approvisionnements pour les groupes étrangers par un double tarissement des canaux ukrainiens et russes. Dans le spatial, l'Ukraine est par exemple le fournisseur d'importants éléments de propulsion.

Il en est de même avec le palladium, un des métaux essentiels utilisés dans les téléphones ou encore dans les lignes d'échappement. En la matière, c'est la Russie qui est traditionnellement le 1er exportateur mondial de ce métal. De même sur le nickel qui détient de multiples applications industrielles et dont la Russie est l'un des premiers producteurs mondiaux.

Le groupe minier russe Avisma contrôle près de 30% du marché mondial du titane. C'est là un minerai central dans les secteurs notamment de l'aéronautique et de l'aérospatial. Des problèmes d'approvisionnements devaient en découler dans le court terme pour de nombreux groupes mondiaux. De même, les entreprises russes seront de leur côté de plus en plus affectées -sinon cloués au sol- du fait d'un embargo de l'Occident sur les composants de ces secteurs. L'économie russe sur la période 2000-2022 avait en effet développé de multiples partenariats technologiques avec en particulier les pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni, Italie, …).

8-Ukraine : sur le plan économique, quelles sont les grandeurs en jeu ?

Dans le secteur primaire (agriculture et minier). Comme nous l'avons vu, la nation bénéficie d'importantes ressources dans l'agriculture (blé, maïs, pomme de terre, tournesol, colza, betteraves, noix, fruits et légumes, …). On la désigne de longue date le grenier à blé de l'Europe. Elle dispose en effet des plus grandes superficies agricoles de l'Europe, et avec des terres noires particulièrement fertiles.

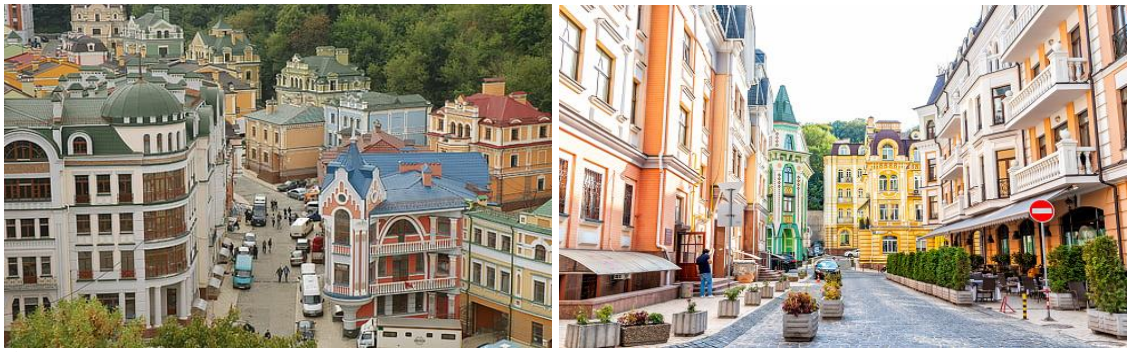
De même, de significatives ressources énergétiques sont présentes bien que la nation importe la grande majorité de son pétrole et gaz de la Russie voisine. Ses atouts sont surtout dans les gisements miniers

avec le fer, titane, manganèse, graphite, potasse et uranium (la nation est aussi une puissance nucléaire, faut-il le rappeler… et avec une partie importante de son électricité issue de l'énergie nucléaire : plus de 50% du mix élec, le reste provenant du gaz, du charbon et des EnR).

Sur le plan industriel, c'est avec l'acier que la nation se distingue particulièrement. Elle est l'un des premiers pays mondiaux en termes de volume de production d'acier. Le groupe Arcelor-Mitel ne s'y trompe pas, il était très engagé jusqu'en 2022 dans le domaine de la métallurgie. Plus généralement, au niveau de l'industrie, la nation dispose d'importantes bases industrielles héritées de l'ère soviétique (machinisme agricole, bien d'équipement intermédiaire, chimie, etc.), ainsi que d'une main d'œuvre souvent très bien formée. De nombreux investisseurs étrangers s'étaient implantés sur le territoire, tout un pan de l'économie là aussi qui s'effondre face à leur retrait dans l'urgence. La France était particulièrement présente, avec 160 entreprises générant 30.000 salariés localement. C'était le premier employeur étranger pour l'Ukraine.

Enfin, **les services** se développaient à un rythme soutenu, avec notamment des infrastructures de communication et de transport en rapide modernisation. Le tourisme et le commerce bénéficiaient de relations soutenues avec les pays notamment européens et la Russie.

Sur les fondamentaux macroéconomiques, ils étaient de bonne qualité bien qu'un régime inflationniste important soit constaté sur longue période, ainsi qu'un niveau élevé de corruption dans la vie des affaires. Le taux de chômage était quasiment inexistant, la croissance soutenue sur un régime d'environ 3% par an, la dette publique était relativement contrôlée (75% du PIB contre 130 % du PIB par exemple en France) et la balance commerciale était équilibrée. Enfin, elle disposait d'un accès à la mer par la mer noire, avec le port d'Odessa notamment.



Kiev

L'Ukraine est au final un pays bénéficiant d'une grande histoire et d'une profonde culture, d'une gouvernance démocratique et disposant de multiples perspectives de développement en interne et avec des partenaires tant du côté de l'Est que de l'Ouest. Jusqu'à ce que V. Poutine arrive.

A l'Est, les développements étaient soutenues avec la Russie -son partenaire historique-, mais aussi avec la Chine qui a considéré en 2017 stratégique cette nation dans le cadre de son programme OBOR (nouvelles routes de la soie). La présence commerciale chinoise était ainsi vigoureuse dans la nation avant le déclenchement du conflit, et les projets à venir étaient multiples notamment dans les infrastructures et l'agriculture. En la matière, la danse n'est pas de couple entre les deux régimes Xi-Poutine.

Côté européen, la région continuait de représenter de très loin le premier partenaire commercial du pays, et cela tant du côté des importations que des exportations. L'Allemagne, la Pologne, la Roumanie et l'Italie sont notamment des pays entretenant de forts liens historiques avec le pouvoir de Kiev.

Au final, malgré un PIB qui reste bien modeste (130 milliards USD), ce pays dispose de puissants atouts pour poursuivre son développement, le tout dans la voie de la démocratie et en forte complémentarité avec notamment les nations européennes et la Russie. Depuis l'ouverture du conflit, un des éléments visiblement profondément sous-estimés par le régime Poutine est la revendication de la population à un Etat de droit et au respect des libertés.

Si V. Poutine gagne le conflit, hypothèse vraisemblable au regard de la disproportion des moyens militaires russes engagés comparativement à l'armée ukrainienne (guerre asymétrique), il est très probable que le régime s'enlisera ensuite dans le pays au regard des revendications des libertés.

On peut certes gagner un conflit armé rapidement -ce qui ne semble d'ailleurs pas encore le cas avec l'Ukraine au regard d'une armée russe visiblement bien mal préparée à ce conflit-, mais la conversion d'un peuple de 45 millions d'habitants à un nouveau régime totalitaire ne sera vraisemblablement jamais actée. On peut faire flotter un drapeau sur une capitale, mais cela ne signifie aucunement une conversion du pays aux volontés d'un dictateur.

L'idée d'une acceptabilité d'un régime autocratique par la population ukrainienne, là se situe aussi l'erreur géostratégique majeure de V. Poutine. Son irréparable erreur. Le conflit devrait se révéler long et sur une base de guérilla si une solution diplomatique de paix n'est pas rapidement trouvée. A sa manière, l'Ukraine pourrait alors se révéler être le nouvel Afghanistan du dictateur. Une guerre de rue. Alors, au regard de la lourdeur du drame humain -quotidiennement enregistré, quotidiennement médiatisé- le régime sera placé en paria du monde. En ces premiers jours de mars, c'est déjà le cas.

C'est-à-dire une situation appelant la chute de l'autocrate. Car là se trouve l'intérêt du monde libre, mais avec les jours passant, là aussi se trouvera l'intérêt de la population russe, de son armée, de son état-major,

… et aussi de la Chine. Côté communauté internationale, Poutine ayant franchi la ligne rouge, si le régime Xi pense que le paria Poutine va à son tour porter préjudice à l'avenir de la Chine, le maître de Pékin lâchera Poutine. En cela, l'Ukraine 2022 devait signer la chute du dictateur. La danse n'est alors plus de couple, elle est de mort.

Danse de mort

Mais cela, c'est demain qui nous le dira. En chapitre 3, esquissons alors quelques lignes possibles sur les

suites à venir des relations sino-russes.

Bombardement russe sur la ville de Dnipro (12 mars 2022)

Conclusion

La guerre de l'Ukraine marque un bouleversement international dans la prise de conscience de l'évolution des rapports géopolitiques et géoéconomiques mondiaux. Le régime Poutine a témoigné de sa volonté d'entrer en guerre contre les démocraties sur la base d'une extension de sa gouvernance autocratique. Et depuis le début du conflit, la Chine de Xi J. ne désapprouve pas. Pourtant, côté Kremlin, cette guerre représente une grave erreur de géopolitique sur l'ensemble des données (tactique, stratégique, calendrier, et surtout la très forte opposition du peuple Ukrainien au régime totalitaire de Poutine[37]).

Question ouverte : sans une rapide médiation réussie face au drame humain en marche -dont la Chine de Xi J. devrait être dans l'urgence le médiateur central pour stopper ce conflit- quel avenir pour le dictateur ?

La chute ?

* * *

[37] L'erreur centrale du dictateur se trouve là et se décline sur l'ensemble des registres. Sur le plan de la religion orthodoxe par exemple, V. Poutine pensait que la population ukrainienne allait se tourner vers le patriarcat de Moscou, lui-même subordonné au Kremlin. Profond manque de discernement, elle va rester farouchement opposée à cela, et aussi bien parmi les croyants de confession catholique qu'orthodoxe. Sur ces questions, le lecteur peut se reporter aux éclairantes analyses du spécialiste des religions J.F. Colosimo « L'*apocalypse russe - Dieu au pays de Dostoïevski*", Ed. Lexio, 2021. Les analyses relatives au patriarche Kirill de Moscou concluent généralement à une honte pour l'église orthodoxe : ce chef de l'église russe n'est rien d'autre qu'un oligarque va-t'en guerre, un ex agent du KGB à la solde de Poutine (cf. « *Kirill de Moscou, « patriarche de toutes les opérations militaires* », Courrier International, mars 2022). Si Poutine chute, il y a tout lieu de penser à la chute également du patriarcat de Moscou, cela à l'honneur de l'église d'Orient.

Chapitre 3

Demain

La Russie, loin de l'Occident, un Etat vassal à la Chine ?

Sommaire

1-Perspectives ouvertes par les nouvelles routes de la soie (OBOR) : un coup de frein pour la Chine ?
2-La nouvelle route maritime de l'Arctique : l'atout russe au profit de la Chine ?
3-Sibérie : un entre-deux sino-russe ?
4- Une seconde guerre froide ?
5- L'Ukraine du régime Poutine : un test grandeur nature « Taiwan » pour le régime Xi ?
6-Investisseurs étrangers en Chine : quelle solution en back-up ?
7-L'émergence d'une économie-monde totalitaire ?
8-Une reconstruction de l'Alliance Atlantique ?
9-Une Europe de l'énergie et du numérique ?
10-Qu'ils soient sous gouvernance totalitaire ou démocratique, les capitalismes sont-ils soutenables ?

Introduction

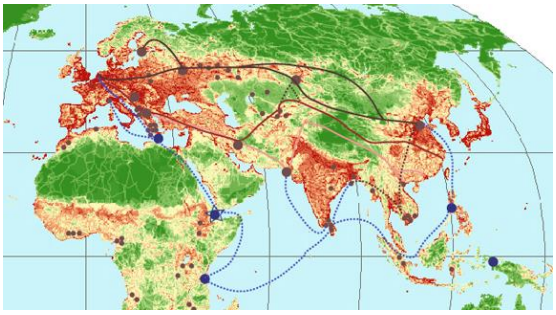
Sur la base des éléments énoncés lors des deux précédents chapitres, ce chapitre 3 interroge les horizons possibles en dix questions.

1-Perspectives des nouvelles routes de la soie (OBOR) : un coup de frein pour la Chine ?

Pour Pékin, ce conflit va rendre problématique le déroulement planifié d'OBOR passant par la Russie, la biélorussie et l'Ukraine dans le cadre de son VIX° plan quinquennal. Certes, la nation va continuer de développer ce programme, ne serait-ce que pour trouver des débouchés à une économie nationale témoignant de surcapacités de production chroniques. Mais c'est un coup de frein par exemple sur le projet de « l'empire du ferroviaire » dans sa partie eurasiatique, ainsi que sur les partenariats agricoles de

la Chine avec l'Ukraine.

Les nouvelles routes de la soie (OBOR).
De multiples questions centrales sont posées.



Lancé en 2013, ce programme consiste à trouver des débouchés aux surcapacités chroniques de l'économie chinoise. Mais d'autres enjeux géopolitiques sont là, et bien des questions sont ouvertes :

-Quels scénarios géopolitiques et géoéconomiques sont possibles pour l'Afrique en 2030 ?
Coté Afrique, précisez votre analyse sur la base d'une nation de votre choix (Congo, Ethiopie, Cameroun, Soudan, …)

-Pourquoi l'Inde est-elle en désaccord avec le programme OBOR ?

-Quelles sont les perspectives de développement de ces nouvelles routes via l'Eurasie du fait du conflit avec l'Ukraine ? (OBOR devait en effet traverser l'Ukraine et d'importants contrats avaient été signés en 2021 entre les présidences de la Chine et de l'Ukraine pour renforcer les partenariats entre les deux pays. La Chine est notamment le premier partenaire de l'Ukraine).

-Sur le plan environnemental, quelle évolution de l'empreinte écologique mondiale est-elle à venir, sachant que le programme repose sur une intensification d'un capitalisme thermo-fossile ? (majoritairement sur une base de charbon).

2-La nouvelle route maritime de l'Arctique entre la Chine, la Russie et l'Occident : l'atout géographique russe au service de la puissance chinoise ?

En projection géoéconomique, il y a tout lieu de penser à une Russie en position de dominé par rapport

à la Chine. Dès à présent c'est déjà le cas et la crise ukrainienne ne devrait qu'intensifier cette position. La crise économique va nécessiter tôt ou tard le soutien de la Chine, mais en échange de quoi pour le pouvoir du Pékin ? L'ouverture des routes de l'Arctique est un des éléments du dossier. Car ce sont les portes-containers chinois et autres bâtiments qui assurent l'essentiel du fret maritime mondial, et non pas la Russie.

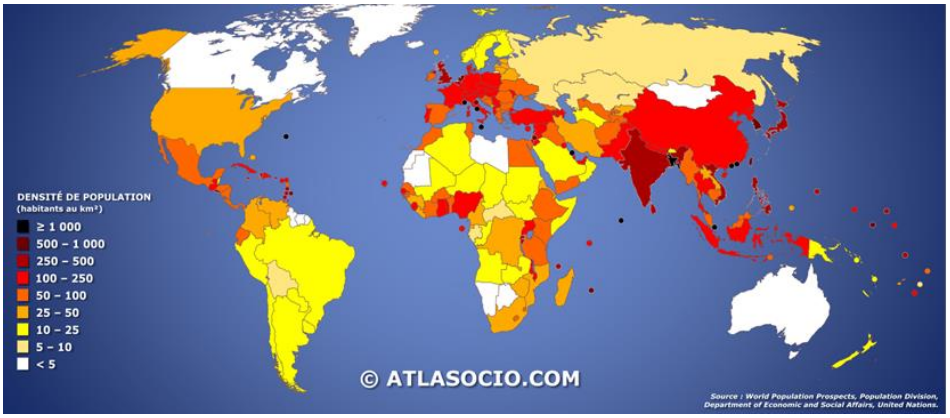
L'atout géostratégique russe de l'ouverture de ces nouvelles routes maritimes liées au réchauffement climatique ne profiterait-t-il pas avant tout à la Chine ?

3-Sibérie : un entre-deux sino-russe ?

Mongolie extérieure et Sibérie : des espaces sous une influence russe ou chinoise ?

La probable domination de la Russie par le pouvoir de Pékin se retrouve également au niveau des questions migratoires. Des populations Hans en recherche de nouvelles terres vierges représente dès à présent l'un des dossiers épineux entre les deux régimes Xi et Poutine.

Densité de population (2015)



Source : World population prospects – Nation Unies (2017) / Atlassocio

De quelle manière Moscou va-t-il parvenir à sécuriser la partie Est de son territoire ? Derrière se trouve de multiples enjeux, allant de l'accès à des espaces non peuplés et riches en matières premières, jusqu'à la question précédemment soulignée des nouvelles routes commerciales qui vont s'ouvrir avec l'Arctique.

La Chine est en effet une nation très peuplée (1,4 milliard d'habitants), et en recherche de matières premières énergétiques et agricoles. Or, l'Est de la Russie offre cette opportunité, et avec une densité quasiment nulle au niveau de sa population.

En ayant décidé de se tourner vers l'Est et non pas vers l'Ouest -alors que les ressources de la Russie, sa capitale et sa population ont clairement leur centre de gravité en Europe-, l'avenir de la Russie ne pourra être protégée par les forces occidentales. Il y a une probabilité que cette nation se retrouve aussi peu à peu reléguée à un stade d'Etat vassal de la Chine. De fortes tensions pourraient toutefois en émerger car les peuples chinois et russes ne partagent guère d'éléments culturels communs.

L'Oural ne s'annonce-t-elle pas en nouvelle frontière possible des zones d'influence entre les deux nations ? Quels seraient alors les évolutions possibles des rapports sino-russes dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai[38] (OCS) ? L'échec géopolitique majeur (et hautement probable) de V. Poutine sur l'Ukraine ne va-t-il pas redessiner les contours de l'Organisation ? Le désert sibérien laisse en effet un espace vaste et ouvert au régime de Pékin. Il est riche en matières premières et se traduit déjà depuis dix ans par des déplacements massifs de populations chinoises au nord de la Mongolie. On parle en millions d'habitants dorénavant même si le Kremlin annonce strictement contrôler la situation.

-Mais, d'une part, Moscou se trouve bien éloigné de Vladivostok.
-D'autre part, la Russie est vide de naissance.
-Et de surcroit demain la nation russe sera dans une crise économique majeure.

Dans ce contexte, quid donc de l'évolution du rapport de force ?

4-Une seconde guerre froide ? Le XXI° siècle ne peut se confondre avec le XX° siècle.

Sur son front Ouest, l'invasion de l'Ukraine ouvre un regain de débat sur une nouvelle guerre froide en formation. L'hypothèse n'est pas sans fondements tant la présence des deux blocs est explicite face à ce conflit. Le tout avec deux superpuissances s'opposant, les Etats-Unis en symbole d'un monde libre, et une Russie-Chine placées sous une gouvernance totalitaire.

[38] L'OCS est une coopération principalement sino-russe mais qui englobe également d'autres pays d'Asie Centrale et ayant pour objet la mise en place d'une barrière aux forces de l'Otan. Suite à l'effondrement de l'URSS, elle s'inscrit en droite ligne de la doctrine Primakov des années 1990 qui vise une relation forte de la Russie avec la Chine afin de réduire le pouvoir d'influence des Etats-Unis et de l'Europe. V. Poutine va renforcer ce virage géopolitique en faveur de la Chine durant l'ensemble de sa période de présidence.

Il serait toutefois hasardeux de considérer la situation comme proche de celle prévalant au XX° siècle du fait d'une interdépendance importante des deux blocs. Que ce soit en Russie ou en Chine, les liens commerciaux avec l'Occident sont en effet en plein développement, et cela notamment à partir du début de la décennie 1990.

La situation était fondamentalement distincte durant la guerre froide, et notamment sous la période 1947-1989/1991. Plus que de longs discours, la grandeur du cinéma nous enseigne cela. Nous aurions pu retenir un film tiré d'une œuvre de John le Carré afin d'illustrer cela, mais l'honneur sera ici rendu au maître du suspense, A. Hitchcock avec « *Le rideau déchiré* ».

« Le rideau déchiré » (Hitchcock, 1966). Gisela Fisher, Paul Newman

Ce tournage est un plaidoyer pour un monde libre comparativement à un régime totalitaire prévalant derrière le rideau de fer. Non seulement sur le plan économique et social, mais aussi sur le respect des libertés. Durant les dernières scènes du tournage (la scène de la fuite réussie du couple Julie Andrew & Paul Newman en Suède), le cœur balance sans ambages sur les légèretés de l'Ouest. Mais ce tournage est dans le même temps un florilège de clichés pro-américain. Finalement, sous l'œil du maître, un film de propagande antisoviétique à sa manière.

Ce film nous rappelle ainsi que le contexte actuel de guerre froide émergeant avec le couple sino-russe ne peut aucunement se confondre avec l'affrontement des deux blocs durant le XX° siècle. Le bloc soviétique et ses pays satellites durant les années 1947-1991 était fermé, non intégré au GATT mais regroupé au sein du COMECON[39], et avec une interdiction de marchés libres.

Il nous faut nous tourner vers les travaux des historiens sur cette question[40], mais au-delà de son esthétisme, *Le rideau déchiré* nous invite à quelques interrogations : durant la guerre froide, il était bien

[39] Le COMECON est l'acronyme russe du « Conseil d'assistance économique mutuelle ». Cette organisation avait pour objectif d'aider les pays communistes dans leur développement économique. Il siégeait à Moscou et avait été créé par J. Staline en 1949. Les pays communistes et satellites de l'URSS faisaient partie de l'organisation, soit en tant qu'Etats membres soit en tant qu'Etats observateurs. La Chine faisait partie de cette seconde catégorie et se retira de l'organisation suite à la rupture des relations sino-soviétiques 1959-191. Le COMECON va être dissout en 1991 lors de la chute de l'URSS.

[40] Dans les grandes signatures géopolitiques sur l'URSS et la Russie, notamment Alexandre Adler, François Benaroya, Zbigniew Brezinski, Hélène Carrère d'Encausse, Jean de Gliniasty, Pascal Marchand, Jean Sylvestre Mongrenier, Anne Pinot , Christophe Reveillard, Jean Vercueil et Pierre Verluise. De multiples reportages historiques sont également disponibles. Par exemple sur J. Staline, son regard sur les sciences et les techniques notamment liées aux questions agricoles : Reportage Arte (11 février 2020) "*Le savant, l'imposteur et le dictateur*", reportage sur trois personnes centrales durant ces années de plomb. Cela nous éclaire également sur les raisons de la famine de 1931-33 liée notamment à l'hyper collectivisation de l'économie soviétique. Cette politique sera décidée peu après la mort de V. Lénine et l'éviction de L. Trotsky par J. Staline en 1929

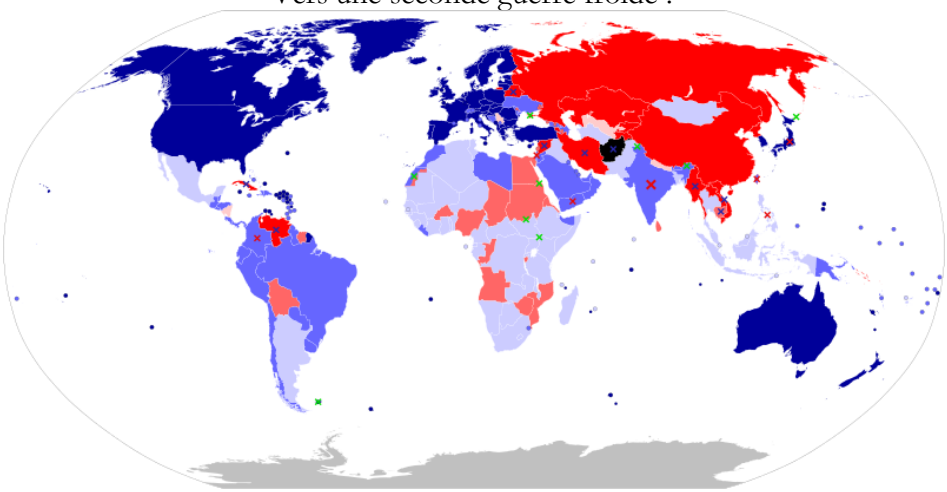
difficile de coopérer entre les deux blocs. L'espionnage était la seule voie pour saisir les avancées scientifiques et technologiques de l'autre. De nos jours, les transferts technologiques se font toutefois massivement. De l'Ouest vers la Chine notamment. Avec quelques erreurs stratégiques commises sans doute il est vrai …

Depuis 1990 en particulier, notre monde est transverse, interdépendant, en porosité. Des régimes totalitaires, mais caressant les nations du monde en gants de velours. Une fois formée par l'Occident (ce qui est dorénavant accompli depuis 2010), la Chine va-t-elle toutefois conduire à son tour ces transferts technologiques vis-à-vis des nations du monde ayant besoin de ces avancées organisationnelles, scientifiques et techniques ? Où ne sera-t-elle finalement qu'un trou noir ? La question est posée.

Julie Andrew, Paul Newman, « Le rideau déchiré »

Une histoire d'espionnage en Allemagne de l'Est nous rappelant l'importance des barrières géopolitiques, technologiques et économiques dressées durant la guerre froide (1947-1989). Ici sur une question de connaissances à acquérir dans le domaine de la physique nucléaire. Une problématique d'arme nucléaire en toile de fond…

Vers une seconde guerre froide ?



Au regard des annonces faites début mars, des soutiens financiers considérables vont parvenir de l'Occident à l'Ukraine : on parle de 14 milliards d'USD de soutiens militaires apportés au pouvoir de V. Zelensky. Selon les experts de la défense, l'armement livré ne concernera pas des équipements lourds mais va reposer sur des armes légères (fusil d'assaut, lance missile antichar, etc.). Contrairement au plan de V. Poutine, si une solution diplomatique n'est pas trouvée, la guerre risque de s'inscrire dans la durée et sur la base de combats de rue.

(https://www.programme-television.org/replay/le-savant-l-imposteur-et-staline).
Plus généralement sur l'histoire du régime soviétique, d'autres remarquables reportages sur la base là aussi de vidéos d'époques sont disponibles sous You Tube. En économie, l'histoire enseigne que ces expériences d'hyper collectivisation se sont toujours soldées par des drames socio-économiques sans égal et restent toujours corrélées avec des régimes totalitaires parfois extrêmes tels l'URSS ou la Chine sous Mao. Bien que ces questions ne soient guères légères, dans l'allégresse ces films offrent l'avantage d'être de merveilleux supports aux compréhensions.

Conjointement, l'économie russe pourrait s'effondrer en cette année 2022, sauf si le pouvoir de Pékin s'affiche comme l'allié de V. Poutine sur le plan économique. Nous retrouvons ici les deux éléments essentiels dans l'évolution possible du conflit.

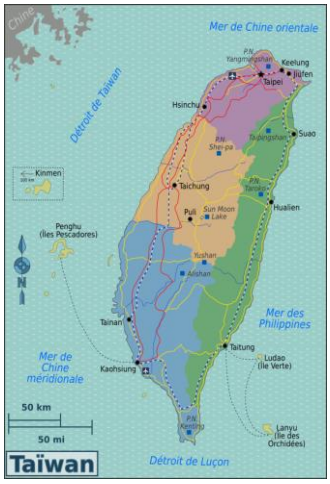
- V. Poutine va-t-il perdurer dans cette guerre non justifiée ?
- Et si oui, est ce que le régime Xi va soutenir l'économie russe, c'est-à-dire indirectement l'offensive militaire sur l'Ukraine ?

Si tel est le cas, nous pourrions nous acheminer vers une nouvelle guerre froide entre deux blocs regroupant, d'un côté, l'essentiel des pays démocratiques, et de l'autre quelques pays totalitaires, Chine et Russie en tête. Ces deux dernières nations coopèrent clairement dans ce sens depuis 2013-2014 et s'inscrivent dans le sens d'une bipolarisation mondiale accrue. L'OCS en représente le fondement institutionnel, le totalitarisme le fondement idéologique, et les coopérations militaires le fondement applicatif[41].

Ukraine 2022, les choses pourraient ne pas se passer toutefois comme le pensait V. Poutine : non pas une guerre éclair à la gloire du dictateur, mais un enlisement dans une guérilla sans fin se retournant au final contre le Kremlin. De cette option, le scénario serait alors fatal pour le pouvoir du Kremlin, mais aussi très dangereux pour le pouvoir de Pékin.

Ce dernier devrait aussi davantage jouer la carte d'une stratégie d'équilibriste entre la sauvegarde de ses intérêts avec l'Occident, et le maintiens d'une proximité politique dans le cadre de l'OCS avec la Russie. Une seconde guerre froide ne serait alors pas le terme pertinent, mais davantage une bipolarisation géopolitique entre des grandes régions interdépendantes.

5- La guerre lancée en Ukraine par le régime Poutine : un test en grandeur nature « Taiwan » pour le régime Xi ?



La conquête de l'île, au nom d'une soi-disant légitimité historique, fait partie de longue date d'un rêve nationaliste chinois. Du régime de Mao au régime de Xi il en est ainsi. Sur le plan du droit international, depuis 1949 et en tant qu'ancienne colonie japonaise, Taiwan dispose toutefois d'une pleine autonomie.

Pour Xi J., derrière ce conflit l'enjeu central ne se nomme pas Odessa ou Kiev, mais l'île indépendante Taiwan. Et sur cette question les interrogations ne manquent pas. Dans quelle mesure cette guerre russe

[41] Depuis 2014, de nombreux partenariats militaires sont noués entre les deux régimes sur des programmes technologiques (balistique, aéronautique, défense navale, …). De même, des manœuvres militaires communes sont conduites entre les deux régimes, en opposition aux forces de l'OTAN.

va aider, ou à l'inverse rendre beaucoup plus délicate une éventuelle opération similaire lancée à l'encontre de Taiwan ? La seconde option s'affirme de jour en jour face à l'impact international de ce conflit sur de nombreuses thématiques (drame humain, reprise soutenue de l'inflation sur des données de bases, crise alimentaire possible à venir, condamnation internationale massive de l'offensive, …).

Pourtant -et c'est là un secret de polichinelle pour personne- le régime Xi a en ligne de mire une volonté d'intégration de l'Etat insulaire au sein de la RPC (même si pour Pékin, cette question officiellement n'a pas lieu d'être posée puisque Taiwan est de fait intégré à la Chine). La grande majorité des taiwanais ne l'entendent toutefois pas de cette oreille et restent fermement attachés à la démocratie. Le « rêve chinois » ne les fait pas rêver.

Par ailleurs, au regard du conflit ukrainien, l'union dont témoigne la communauté internationale, et en particulier la refondation de l'alliance Transatlantique laisse envisager un déroulement d'une telle opération beaucoup plus complexe que celle possiblement anticipée par le régime Xi.

Quelle pourrait être la situation suite à une possible invasion de l'île ? Là aussi, le cas ukrainien génère un faisceau de signaux hautement défavorables au pouvoir de Pékin. Car en Ukraine, si l'invasion pourrait être achevée assez rapidement -même si les premiers éléments conduisent à nuancer cette analyse au regard de la forte opposition témoignée par les troupes ukrainiennes et de l'inefficacité opérationnelle de l'armée russe en ce 12 mars-, l'après-guerre semble pour le moins guère acquis pour Poutine. Le peuple ukrainien oppose en effet une résistance héroïque, bénéficie du soutien de la communauté internationale, et va rester selon forte probabilité farouchement attaché à la défense de sa souveraineté et de ses libertés.

Sauf sous le scénario d'un arrêt rapide du conflit -une option de paix que devrait pousser en urgence Xi Jinping auprès de son allié V. Poutine, Xi J. étant en effet le seul dirigeant dont V. Poutine devrait avoir bonne écoute-, il devrait en découler une guerre longue, dramatique sur son plan humain et conduisant à une condamnation croissante de l'opinion internationale.

Et cela y compris au niveau du peuple russe et à l'intérieur du Parti[42].

…Comme du Parti chinois d'ailleurs. Car si V. Poutine et Xi J. sont les maîtres du jeu sur la suite du conflit, il ne faut pas oublier que des tensions fortes sont actuellement présentes au sein du Parti, et cela aussi bien côté russe que chinois.

Sous l'hypothèse d'un conflit engagé avec Taiwan, pour le pouvoir de Pékin il s'agit là d'éléments particulièrement éclairants et problématiques s'il advenait que la population de l'île s'inscrive dans une opposition durable à l'agression de l'APL, ce qui serait probablement le cas. La tournure que prend le conflit ukrainien travaille ainsi à l'avantage de Taiwan. Par ailleurs, Taiwan représente le cœur mondial de la microélectronique et le monde ne pourrait se passer de cette compétence. Y compris la Chine qui enregistre encore un grand retard par rapport à l'excellence taiwanaise dans ce secteur (beaucoup de systèmes industriels chinois sont sous dépendance d'importation taiwanaise, y compris pour faire fonctionner leur défense).

Enfin, Taiwan dispose d'un terrain naturel extrêmement complexe pour une invasion chinoise : une mer critique à traverser, une capitale extrêmement dense, de grandes étendues de forêts guère pénétrables, une connaissance du terrain travaillant au désavantage de l'APL, et une armée chinoise qui par ailleurs n'a aucune expérience de la guerre, contrairement à l'armée russe en Ukraine. La défense taiwanaise dispose par ailleurs d'armes très sophistiquées sur les trois volets Terre-Air-Mer, et le tout sous couvert du parapluie américain et de la plupart des nations situées à proximité de l'île, en mer de

[42] Et par ricochet il en est de même en réalité du côté de la Chine. Depuis l'ascension de Xi J., et notamment depuis sa nomination en tant que président à vie (2018), les tensions sont fortes en internes du Parti, même si l'opposition ne peut s'afficher au regard de la rectitude du régime Xi dans son premier cercle.

Chine ou dans le pacifique (Corée du Sud, Japon, Australie …). L'enlisement prévisible de Poutine dans le conflit en Ukraine devrait aussi conduire à la plus grande prudence le régime Xi vis-à-vis de Taiwan. Car si le pouvoir du Kremlin pourrait très bien s'effondrer d'ici peu au regard de l'évolution de la situation ukrainienne, il pourrait en être de même du régime Xi si l'idée d'une telle offensive sur l'île germée dans l'esprit de l'autocrate.

Le conflit ukrainien est ainsi un révélateur géostratégique majeur, et un test en grandeur nature des positionnements retenus pour de nombreux acteurs de la scène internationale. Le risque d'enlisement pour le régime Poutine qui semble s'amorcer en ce mois de mars génère ainsi son cortège de mauvaises nouvelles pour l'ensemble des parties.

Un échec de V. Poutine sur l'intégration de l'Ukraine -hypothèse probable dès ces deux premières semaines de conflit- représente un handicap majeur pour le déploiement dans sa version dure de la « solution chinoise » par le régime Xi. Notamment, le respect des souverainetés nationales sera davantage surveillé par les nations impliquées dans le programme OBOR. Chine-Russie : la danse n'est donc ici point de couple en cas d'enlisement du conflit, mais au contraire générant de très hautes tensions. L'union des deux autocrates n'est que d'apparence. Poutine par cette irrécupérable erreur n'aura fait que renforcer les forces de l'OTAN, les solidarités entre les nations démocratiques, et la puissance politique des Etats-Unis, l'ennemi viscéral du régime chinois.

Ce contentieux entre Xi et Poutine serait d'autant plus important que le maître du Kremlin semble avoir engagé ce conflit sans réel soutien de son état-major, et sans concertation avec le grand frère chinois. Le tout dans un calendrier par ailleurs surprenant : sur la scène internationale, un tel conflit n'aurait-il pas dû être lancé sous la présidence Trump ?

Mars 2022 : enlisement du conflit russe avec l'Ukraine
Réaction du régime Xi : deux choix possibles

Option souple : Option dure :

Mais sur le fond, et jusqu'en ces jours de mars 2022 le régime Xi n'a-t-il pas lui aussi commis une erreur géopolitique grave vis-à-vis des grandes puissances mondiales en refusant de condamner le conflit lancé par le dictateur Poutine ?

Et une troisième option interne au pouvoir russe existe également : une révolution de palais.

Face à l'ampleur de l'erreur de Poutine, pour la grande majorité des parties -peuple russe compris- la solution la plus favorable ne serait-elle pas la mise à l'écart du dictateur par une révolution de palais ?

Quant au volet diplomatique, l'option dure d'une sanction forte de la Chine sur la Russie de Poutine couperait Pékin de son allié historique et placerai la nation chinoise isolée sur l'échiquier mondial face aux forces de l'OTAN. Une stratégie d'équilibriste chinois semble donc à rechercher : tenter de ménager Poutine tout en tirant partie des richesses de la Russie, mais sans pour autant mettre la Chine au ban des puissances démocratiques. Ne pas faire figurer la Chine comme un acteur qui aurait décidé de se placer du mauvais côté de l'histoire.

De manière surprenante, depuis le début du conflit, tout en tentant d'afficher une neutralité, Xi J. se range toutefois du côté de l'autocrate Poutine sur cette question de souveraineté. Il fait ainsi courir à la nation chinoise un grave risque pour ses développements futurs avec l'Occident. La géoéconomie mondiale est dès à présent profondément impactée et en voie d'être remodelé par ce conflit.

Dans quelle mesure l'opposition interne au sein du Parti communiste chinois pourrait-elle influencer un renversement de la position du régime Xi ?

Dans le cadre de sa présidence à vie -et Xi s'acheminant dorénavant vers son troisième mandat- la période 2022 va se révéler charnière s'il ne parvient à gérer intelligemment l'encombrant Poutine. L'irréparable conflit avec l'Ukraine rejaillie négativement sur la Chine de Xi.
Il n'est pas neutre que les tensions soient de plus en plus fortes au sein du Parti communiste chinois.

Par ailleurs, tactiquement, les étonnants ratés militaires russes dès les premiers jours du conflit (lignes de blindés stoppés trois jours seulement après l'invasion, problèmes logistiques visiblement conséquents, défaillance de communication entre les échelons militaires, bombardement aveugle sur des populations civiles, …) ne sont pas sans poser quelques interrogations sur la compétence de la soi-disant seconde armée mondiale.

Loin d'une guerre éclair, les retards pris et la sous-estimation de l'opposition ukrainienne annoncent un enlisement probable du conflit dans une guérilla. Cela joue fondamentalement en défaveur du régime Poutine, et plus largement en défaveur de l'ensemble des régimes totalitaires vis-à-vis des nations revendiquant un état de droit. Le régime Xi sait cela.

Le maitre du Kremlin aurait alors joué une carte bien hasardeuse vis-à-vis de son allié historique de l'Organisation de la Coopération de Shanghai (OCS). S'il advenait un échec, les tensions qui en découleraient seraient profondes entre les deux pouvoirs. Disons en langage diplomatique,

l'intensification d'une situation de cordiale mésentente entre le Kremlin et Pékin. Puis la chute du régime Poutine pourrait en résulter.

« À Taiwan, un optimisme mesuré face à la Chine »

Rémy Bourdillon / Le devoir, 12 mars 2022

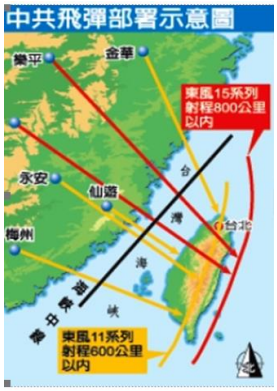
De l'Ukraine à Taiwan
(…)
Leçons ukrainiennes

Dans le ciel taiwanais, des avions militaires chinois continuent de s'inviter, mais c'est devenu une habitude tant ces intrusions sont nombreuses — près de 1000 en 2021. Aucune tension n'est par contre palpable dans les rues de Taipei. Ainsi peut-on résumer l'attitude des Taiwanais face à leur bruyant voisin : inquiétude oui, panique non.

« Je suis d'un optimisme prudent », précise Wen-Ti Sung, maître de conférences en études taiwanaises à l'Université nationale australienne. « La crise ukrainienne montre que même pour une puissance nucléaire comme la Russie, il est très difficile d'obtenir un succès rapide et peu douloureux. Si la Chine espérait faire de même à Taiwan, elle va certainement faire une pause pour y repenser. »

Autre motif de soulagement : face à Moscou, les Occidentaux ont fait preuve d'une union qu'on ne leur connaissait plus, et leurs lourdes sanctions économiques vont isoler la Russie. « Si Pékin doit en tirer une leçon, c'est qu'il va lui falloir bâtir une bien meilleure coalition sur le plan diplomatique afin de diminuer l'impact de telles sanctions », observe M. Sung. « Xi Jinping entend rester au pouvoir et veut donc éviter tout choc économique avant le prochain Congrès national du Parti communiste, prévu cet automne », ajoute M. Lin, professeur adjoint à l'Université nationale Sun Yat-sen et spécialiste de la défense taiwanaise .

Quel avenir possible pour Taiwan ?

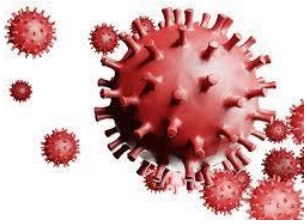


Relation Chine-Taiwan - Quel avenir démocratique pour l'ile ?
Suite à l'élection en janvier 2020 de Madame Tsai Ing-wen réaffirmant l'importance de l'indépendance de la nation, une option militaire chinoise est-elle possible ? A l'instar de V. Poutine, une volonté d'invasion du régime Xi est-elle possible à brève échéance ? Ne jamais se limiter aux seules données économiques dans les possibles scénarios à venir. L'économie est toujours conditionnée par les choix de la politique. L'enlisement de Poutine en Ukraine va rendre dorénavant bien complexe pour Xi la possible volonté d'invasion de l'île-Etat. Par ailleurs, les obstacles militaires à relever pour espérer une invasion éclair de l'ile sont colossaux. Une réussite d'une telle opération semblerait aussi bien hypothétique.

6-Investisseurs étrangers en Chine : quelle solution de Back-up ?

Changeons de focale et positionnons-nous sur les questions économiques : quels vont être les impacts en Chine dès à présent des stratégies d'investissement des groupes mondiaux sur le territoire ? Si le mauvais rêve d'une invasion de Taiwan était mis à exécution par le régime (hypothèse à ne pas écarter trop rapidement), à l'instar de la Russie de Poutine, le lot des sanctions internationales s'abattrait sur Pékin, et cela dans des proportions beaucoup plus critiques et complexes à conduire mondialement. Notamment, comment opérer les fermetures ou retraits des positions économiques sur le territoire ?

En Chine, les investissements notamment industriels des groupes ne peuvent en effet se confondre avec ceux réalisés en Russie. Ils sont trente fois supérieurs, sinon plus selon les secteurs. Les anticipations rationnelles travaillent ainsi pour une sécurisation accrue des positions, et donc d'un redéploiement des investissements en dehors de la Chine. Trois signaux militent dans cette voie depuis une dizaine d'années dorénavant :



Décennie 2020 : les jours heureux.

1-L'arrivée de Xi J. en 2013 ;

2-l'émergence de la Covid en 2020

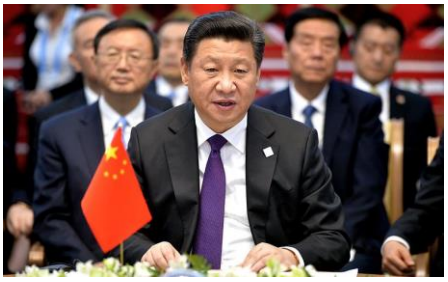
3-le conflit lancé par V. Poutine en 2022 sans désapprobation par le régime de Pékin.

Sur le plan uniquement géo-économique, quel avenir possible dans ce contexte ?

Cet alignement de faits devrait travailler selon forte probabilité à une aversion accrue des investisseurs vis-à-vis de la nation chinoise. Pour les compagnies, en dehors des positions visant la réalisation d'une offre sur le marché local, il devient préférable de réduire rapidement une dépendance géo-économique à la nation. L'Inde là aussi, mais pas uniquement parmi les pays émergents, pourrait en sortir le pays gagnant. Plus ou moins vite, cela c'est l'avenir qui nous le dira.

Là aussi, nous retrouvons l'hypothèse d'une urgence pour le régime Xi de jouer le plus vite et efficacement possible le rôle de médiateur auprès de Poutine afin de trouver une sortie au conflit. En ce 12 mars, ce n'est pourtant pas la voie qui semble prise et il s'agit là d'une position historique majeure confirmant l'idée que Xi Jinping n'est ni Jiang Zemin ni Hu Jintao, mais peut-être davantage un second Mao. L'hypothèse est ici posée.

7-L'émergence d'une économie-monde totalitaire ?



Le rêve d'un monde placé sous une hégémonie chinoise ?

Qu'est-ce qu'une économie-monde ?

Rivalités d'Economies-monde.
Les 3 mondes ?

Palais de Doges

A l'origine les Economie-monde étaient plus souvent des Ville-monde. Et historiquement, il nous faudrait probablement commencer par Venise. Au cours du moyen Age, cette république se développera en un Etat indépendant par la puissance progressivement acquise de sa maitrise du commerce maritime. Initialement orientée vers l'Adriatique et l'Italie du Nord, la flotte vénitienne étendra ses alliances et comptoirs dans l'empire de Byzance et prendra une place prépondérante dans le cadre des croisades, notamment lors du début du 13° siècle (4° croisade). Il faudra toutefois attendre le 14° siècle pour voir la cité Etat véritablement rentrer dans sa période de gloire en dominant le commerce de la méditerranée orientale jusqu'à l'océan indien. Du côté de l'Asie et cela jusqu'à Zanzibar, cela restera encore un temps sous le contrôle de la Chine, l'empire Ming maître des océans jusqu'à la brillante épopée de la période placée sous le commandement de l'amiral Zheng He (1430).

Sous contrôle de quelques grandes familles vénitiennes et de l'autorité du Doge, la Sérénissime construira ses richesses sur la base du transport des épices, céréales, tissus, sel avec le proche orient, l'Afrique, l'Inde. Ville cœur de l'Economie-monde, à l'instar de Florence ainsi que de son éternelle rivale Gènes, son système politique sera une oligarchie dominée par quelques dynasties locales.

Palazzo Ducale – Venise.

C'est ainsi durant ce 14° au 16° siècle que Venise dominera l'axe central du commerce mondial. Puis les compagnies navales et les grands marchands vénitiens perdront progressivement leurs influences suite à la découverte des Amériques. Ainsi basculera le monde. Ce sera alors la période où la grande rivale Gêne, mieux positionnée géographiquement connaitra son siècle d'or (1550-1650).

Puis plus loin, éloigné de l'Italie le commerce sur la base triangulaire Europe-Afrique-Amériques fera glisser les nouvelles dominations économiques du côté de l'atlantique avec les ascensions de nouveaux ports à l'instar de Lorient, La Rochelle, Nantes ou Bordeaux pour la France. Puis sonnera l'heure de la suprématie d'Amsterdam. De son port car les villes mondes sont toujours celles des grands commerces, tel Anvers. La maitrise des grands axes, des nouvelles routes. Les XVII-XVIII siècles pour Amsterdam, la rivale. C'est à cette période de la fin du XVIII que la cité vénitienne perdra de son influence et s'effacera progressivement de l'échiquier mondial jusqu'à l'ascension Bonapartiste sur l'Italie et la transformation de la Sérénissime en province autrichienne.

Plus tard, bien plus tard, à la mort de la Reine Victoria, l'Europe cédera quant-a-elle sa place à la domination américaine. New York, puis ensuite ce sera la côte ouest. L'entrée dans la révolution du silicium, sous l'impulsion des budgets alloués au complexe militaro-industriel. La Silicon Valley est moins une histoire de garages que de Pentagone. Une valorisation technologique où les papes idéologiques du libre marché ne devraient pas oublier le rôle joué par la puissance publique.

Puis après l'Amérique, l'Asie ? Vers une nouvelle Economie-monde chinoise ? L'avenir nous le dira.
L'histoire nous apprend toutefois que le monde moderne se construit de manière complexe, imbriquée, multipolaire. Un enchevêtrement de flux, d'informations, de compétences, d'aléas aussi. Le monde d'aujourd'hui n'est en rien comparable à la suprématie américaine de l'après-guerre. Le XXI° siècle ressemblera davantage à 3 mondes entremêlés, aux flux géographiquement imbriqués et aux pouvoirs multipolaires. Les mondes selon Apple, le monde selon le Parti, et le monde selon Linux. Entre totalitarisme sécuritaire et démocratie, quelles seront les nouvelles cohabitations de pouvoirs à venir ? Peut-être nous faut-il plonger dans le passé pour éclairer ces questions complexes ? Sur les devenirs possibles du capitalisme, quelques grandes signatures : J. Attali, F. Braudel, D.S. Landes et A. Wallerstein sans modération.

La ligne politique du régime Xi est simple : placer la nation chinoise dans une situation d'économie-monde. La face lumineuse du projet comporte sa face sombre : sous un simulacre d'harmonie recherchée sur la base d'un consumériste généralisé, cacher l'intensification d'un pouvoir totalitaire.

« *Les caméras et les traçabilités au quotidien sont là pour votre bonheur* ». La population ainsi nourrie au quotidien de propagande ne peut qu'accepter. De nos jours, la situation se trouve à un tel degré d'acceptabilité sociale que le régime Xi peut ouvrir la cage, l'oiseau ne cherchera même plus à s'envoler.

Quant aux enfants de Hong-Kong, ceux qui ont connu la signification du mot liberté, si les revendications sont là, la solution devrait se résumer au triste nom de la prison. Quant aux souffles ukrainiens, il en sera de même, car comme l'énonce un vieux proverbe russe « *Tout oiseau préfère la liberté à une cage dorée* ».

Le numérique au service de la malveillance ?

China : « *The Futur is Bright* »

Suite aux documents fuités en 2015, la « solution chinoise » du régime Xi ne se veut pas uniquement chinoise mais mondiale. La vielle Europe tant imprégnée de l'esprit des Lumières peut-elle accepter ces volontés totalitaires du pouvoir de Pékin ? Demain chaque citoyen placé sous un bracelet électronique à travers leurs smartphones ou autres prothèses instrumentalisées ? 2040, quel sera l'avenir de nos enfants en cas de désobéissance ? Les camps de « formation » chinois ?

2018 : le carburant de la 4° révolution industrielle ne se nomme plus le pétrole comme nous le savons, mais les « Data ». Les nations démocratiques de l'Occident ne devraient-elles pas veiller à en protéger leurs contrôles ?

2020 : les codes sources d'Orange (France Telecom) sont déjà directement issus du langage chinois prévalant au sein des logiciels de traçage de la population chinoise. Ceux du « Crédit social ».

2022 : une Europe sous contrôle de la 5G chinoise ? C'est-à-dire les données sous contrôle d'un régime totalitaire ? Après demain, la Chine -sous réserve qu'elle ne s'effondre pas écologiquement-, devrait devenir la première puissance mondiale. Quel avenir des libertés de la part de ce régime autocratique, pyramidal et hautement répressif ? A l'encontre de ces vents mauvais il y a une urgence à veiller avec une extrême vigilance aux tendances en marche.

« Répression des Ouïghours : les survivants de l'horreur »

(1er décembre 2019)

Photo : G. Sabrié, archives New York Times

Un centre de « rééducation » pour Ouïghours à Artux, au nord de Kachgar, dans la région du Xinjiang

« Un agent de voyage, une femme d'affaires, un linguiste. Tous trois sont des Ouïghours, cette minorité musulmane durement persécutée en Chine. Et tous trois ont survécu à l'enfer des centres de détention dont l'existence a été confirmée cette semaine grâce à une fuite de documents internes détaillant le fonctionnement de ce que Pékin décrit comme des « centres de formation ».

Abduweli Ayup, Gulbahar Jelilova et Omerbek Ali sont passés par ces centres, où au moins un million de leurs compatriotes sont toujours incarcérés. Ils ont connu la faim, la torture et la peur. Ils font partie des rares ex-prisonniers ayant le courage de témoigner publiquement de leur expérience. Voici leurs histoires.

Gulbahar Jelilova : « J'ai passé 13 mois avec des chaînes aux pieds »

Des femmes qui accouchent en prison et qui pleurent toutes les larmes de leur corps après s'être fait enlever leur nouveau-né. D'autres qui sont violées, ou se sont fait arracher les ongles. Des détenues qui n'en peuvent plus au point de chercher des manières de mettre fin à leurs jours.

D'autres, enfin, qui perdent la raison, et enduisent leur corps de leurs excréments.

Deux fois par semaine, les détenues se faisaient administrer des médicaments non identifiés. Une fois par semaine, elles devaient tendre le bras à un médecin pour recevoir une injection de nature inconnue » …

Etc.

Pour plus de développement sur ces témoignages, Source : https://www.lapresse.ca/international/asie-et-oceanie/201911/30/01-5251924-repression-des-ouighours-les-survivants-de-lhorreur.php (1 décembre 2019)

Face à de telles menaces, il devient urgent de protéger les démocraties. C'est-à-dire pour l'Europe, de repenser une défense digne de ce nom afin de protéger l'état de droits.

8-Une reconstruction de l'Alliance Atlantique ?

Oui, comme nous le voyons chaque jour, le conflit ukrainien ne fait qu'intensifier le rapprochement de certains pays européens de l'Otan -pensons à la Finlande et la Suède, pays non affiliés actuellement- et demandant dès à présent leur rattachement à l'Organisation. La Turquie elle-même se rapproche de l'Europe en acceptant de livrer des armes à l'Ukraine.

Cette démarche participe au final à un nouveau positionnement des nations sur l'échiquier politique, au détriment du régime Poutine donc, mais aussi par ricochet, à l'encontre de tout autres régimes

totalitaires.

Suite au conflit avec l'Ukraine, les nations occidentales décident d'augmenter fortement leurs budgets militaires, avec des plans financiers majeurs en préparation notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, aux Royaume-Unis, en Australie, etc. Objectif : protéger l'Europe et les pays membre de l'OTAN d'un risque d'attaque par le régime Poutine, sur mode classique, mais aussi possiblement nucléaire.
En mars 2022, au niveau de l'Allemagne, un réarmement historique du pays sur la base d'un programme évalué à 100 milliards d'euros.

Les nations occidentales décident d'augmenter fortement leurs budgets militaires, avec des plans financiers majeurs en préparation notamment aux Etats-Unis, en Allemagne, en France, aux Royaume-Unis, en Australie, etc. Objectif : protéger l'état de droit de l'Europe et les pays membre de l'OTAN d'un risque d'attaque.

Ursula von der Leyen,
Présidente de la Commission européenne.

Elle va engager avec clarté et rapidité les mesures qui s'imposent
face à l'ampleur de l'attaque barbare du régime Poutine.

Discours à la plénière du Parlement européen, 1er mars 2022 :

« La guerre est revenue en Europe. Près de trente ans après les guerres qui ont déchiré les Balkans et plus d'un demi-siècle après l'entrée des troupes soviétiques dans Prague et Budapest, les sirènes de défense civile ont de nouveau retenti au cœur d'une capitale européenne (…) C'est un moment de vérité pour l'Europe. Permettez-moi de citer l'éditorial d'un journal ukrainien, le Kyiv Independent, publié quelques heures à peine avant le début de l'invasion: «Il ne s'agit pas uniquement de l'Ukraine. Il s'agit de l'affrontement de deux mondes, de deux pôles de valeurs.»

C'est tellement vrai. Il s'agit d'un affrontement entre l'état de droit et la loi du plus fort; entre démocraties et autocraties; entre un ordre fondé sur des règles et un monde régi par l'agression brute. La réponse que nous apportons aujourd'hui aux actes de la Russie déterminera l'avenir de l'ordre international. Le destin de l'Ukraine est en jeu, mais notre propre sort est aussi dans la balance. Nous devons montrer la force de nos démocraties; nous devons montrer la force des peuples qui choisissent librement et démocratiquement leur propre voie, en toute indépendance. Voilà notre démonstration de force. (…) Mesdames et Messieurs les Députés, je le dis : vive l'Europe. Vive l'Ukraine libre et indépendante.».

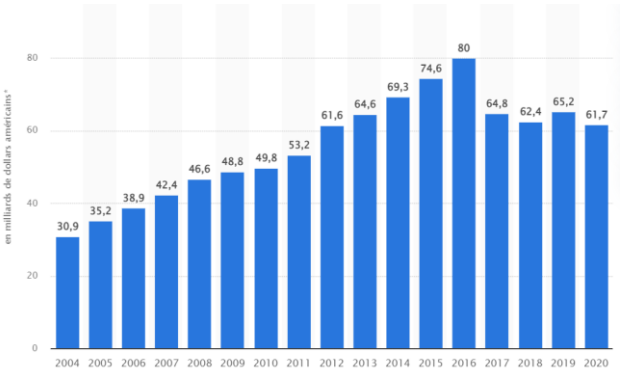
Le mise en sommeil des budgets de la défense des nations européennes avait été décidé suite à la dissolution du pacte de Varsovie. Ce pacte qui avait vu le jour en 1955 sur l'initiative de Moscou sous N. Khrouchtchev, avait pour fonction de créer une alliance miliaire des pays communistes autour de

l'URSS. C'était là une réponse à la mise en place de l'OTAN (1949).

Suite à l'effondrement du mur de Berlin puis de l'URSS est du bloc de l'Est (1991), le Pacte de Varsovie va être abandonné durant la même année. A partir de cette décennie 1990, de nombreuses nations démocratiques -notamment européennes et la France ne va pas échapper au mouvement- vont décider de réduire leur budget de défense. En France, il va s'agir d'une division par quatre du budget de la défense entre 1990 et 2021 (en % du budget) avec un passage de 5% du PIB à 1,4 % du PIB de nos jours. Le choix politique était de moins dépenser pour des budgets semblant dorénavant non justifiés. Le temps était à l'appropriation des dividendes de la paix. C'était là toutefois omettre que les régimes non démocratiques retenaient quant à eux une ligne politique inverse : une hausse de leur budget de défense. Et la Chine comme la Russie ne vont pas échapper à la règle. Surtout la Chine sous Xi J. et la Russie sous V. Poutine, avec des taux de croissances évoluant entre 6% et 14% de croissance par an.

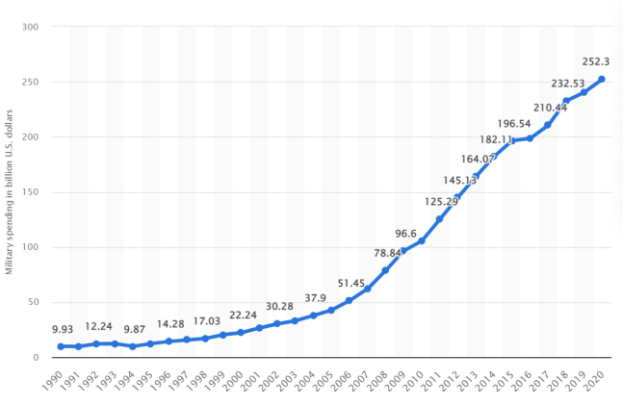
2000-2022 : budget militaire
Une danse de couple partagée par les régimes autocratiques.
De mêmes idéaux sont présents sur la question du contrôle des libertés
et de la volonté d'expansion territoriales

Dépense militaire Russe 2004-2020



Source : Statista 2022

Dépense militaire chinoise 1990-2020



Source : Statista 2021 (milliards USD)

Depuis les années 1970, l'Europe a ainsi tendanciellement réduit son potentiel de défense alors que dans le même temps, et notamment depuis 2000, la plupart des autres nations ont significativement augmenté leur budget militaire. La Russie et la Chine en représentent deux cas emblématiques. On a ainsi de nos jours un déséquilibre important entre une Europe affaiblie sur le plan diplomatique et militaire et des régimes totalitaires disposant d'un important secteur de la Défense. Or, comme l'énonçait Bismarck en son temps, « *la diplomatie sans les armes, c'est comme un concert sans les instruments* ».
Exception à la règle : les Etats-Unis n'ont jamais réduit leur budget de défense et représente toujours en 2022 de loin le premier budget mondial en ce domaine : environ 700 milliards d'USD. Soit 10 fois le budget militaire russe... Ou encore plus du double du budget militaire chinois.

9-Une Europe de l'énergie et du numérique ?

Après la crise Covid et une Chine qui politiquement inquiète de plus en plus l'Europe, cette dernière a décidé de relocaliser ses compétences dans les secteurs stratégiques notamment du numérique et de l'industrie électronique. Le plan présenté par T. Breton en septembre 2021 en représente un marqueur important. Et là aussi, ce n'est pas la guerre contre l'Ukraine qui devrait militer dans un sens contraire.

Thierry Breton et la Commission européenne ont dévoilé fin 2020 une stratégie offensive dans la cybersécurité.

Source : le Figaro (29 septembre 2019)

Thierry Breton annonce que les pays de l'UE veulent consacrer 30% du plan à la transition digitale.

L'Europe poursuit sa transition numérique à marche forcée. Mardi, Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur et au numérique a annoncé, lors du Congrès Big Data et IA Paris, que la part du plan de relance européen de 750 milliards d'euros, consacrée au numérique pourrait passer de 20% à 30 %.

Plan de relance européen : le numérique pourrait recevoir 225 milliards d'euros

«*Dans le cadre du plan de relance européen, la Commission avait demandé aux États membres de consacrer au moins 20% des sommes reçues à des investissements dans le numérique, comme le Cloud industriel, ou les semi-conducteurs. Mais selon les premiers retours des États membres, cette part est déjà supérieure à 30%. Ils ont décidé de mettre plus sur le numérique*» a révélé Thierry Breton.

Transition écologique et numérique

La semaine dernière, Thierry Breton et la présidente de la Commission Ursula von der Leyen ont présenté un projet de directive European Chips Act, conçue pour créer un «*écosystème européen de puces à la pointe de la technologie, y compris la production*». Et à la fin de 2020, la Commission a également dévoilé sa stratégie offensive dans la Cybersécurité.
Si ces projets d'investissements de la part des pays de l'UE se confirment, les montants passeront de 150 milliards à 225 milliards d'euros. Une hausse de 75 milliards d'euros en faveur des investissements dans la transition numérique européenne. Le plan de relance européen a consacré deux priorités : la transition écologique et la transition numérique. Initialement, la part des investissements consacrée à l'écologie doit atteindre 37% du total du plan de relance. «*J'espère que nous arriverons presque à la parité entre les sommes allouées à l'écologie et celles allouées au numérique*» a ajouté le commissaire européen.

Cette guerre va conduire l'Europe à repenser en profondeur sa souveraineté énergétique. Et comme elle ne dispose guère d'énergie fossile, cela signifie une croissance de sa production électrique sur une base d'énergie nucléaire et d'EnR. Finalement, V. Poutine va se révéler être, dans le moyen terme, l'aiguillon principal d'une décision que n'auront su prendre les Etats-membres pendant 30 ans : impulser une Europe de l'énergie. Le discours du 1 mars d'Ursula von Der Leyen en la question s'inscrit dans cette voie ambitieuse d'une transition énergétique : se passer des approvisionnements énergétiques russes (pétrole et gaz) au profit d'un plan ambitieux autour de l'hydrogène, de l'électricité et donc aussi des EnR.

10-Qu'ils soient sous régime totalitaire ou sous gouvernance démocratique, ces capitalismes sont-ils soutenables ?

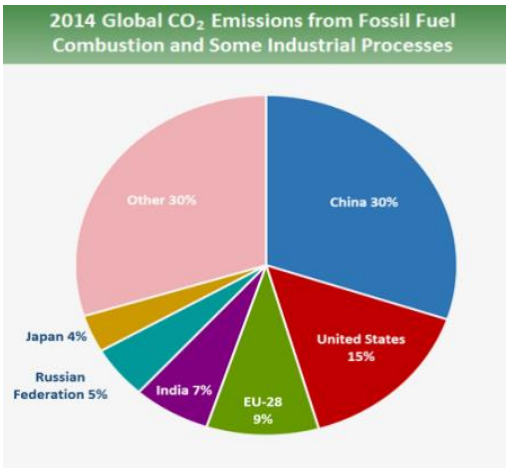
La réponse est ici aisée : non.

En plus de la guerre ukrainienne, le régime Xi va ainsi avoir bien des dossiers à gérer, et notamment celui de la transition écologique de son pays. Il lui faut viser dorénavant dans l'urgence une neutralité

carbone face à la forte détérioration depuis 2002 des données environnementales.

Concernant ce volet, sur les 200 pays de la planète, la Chine avec les Etats Unis sont les deux premières puissances mondiales qui polluent le plus la planète. Ces deux nations génèrent près de 50% de la pollution mondiale, alors qu'elles ne regroupe qu'un 1/5 de la population du globe.

Emission de CO2 par pays
Hiérarchisation des deux problèmes mondiaux :
Chine et Etats-Unis : env 45% des émissions mondiales.



(2014)

Le charbon représente en 2021 environ le quart de la consommation mondiale d'énergie primaire, légèrement derrière le pétrole. Quant à sa place dans la production mondiale de l'électricité, elle est la première source énergétique primaire avec près de 40% du mix. La flambée des prix sur le pétrole suite à la guerre avec l'Ukraine devrait intensifier le recours à cette énergie fossile sale en termes d'émissions CO^2, mais qui est abondante et peu coûteuse.

« Under the Dome »

Source : O. Boissin, « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » Vol.2, Grenoble-INP, 2022.

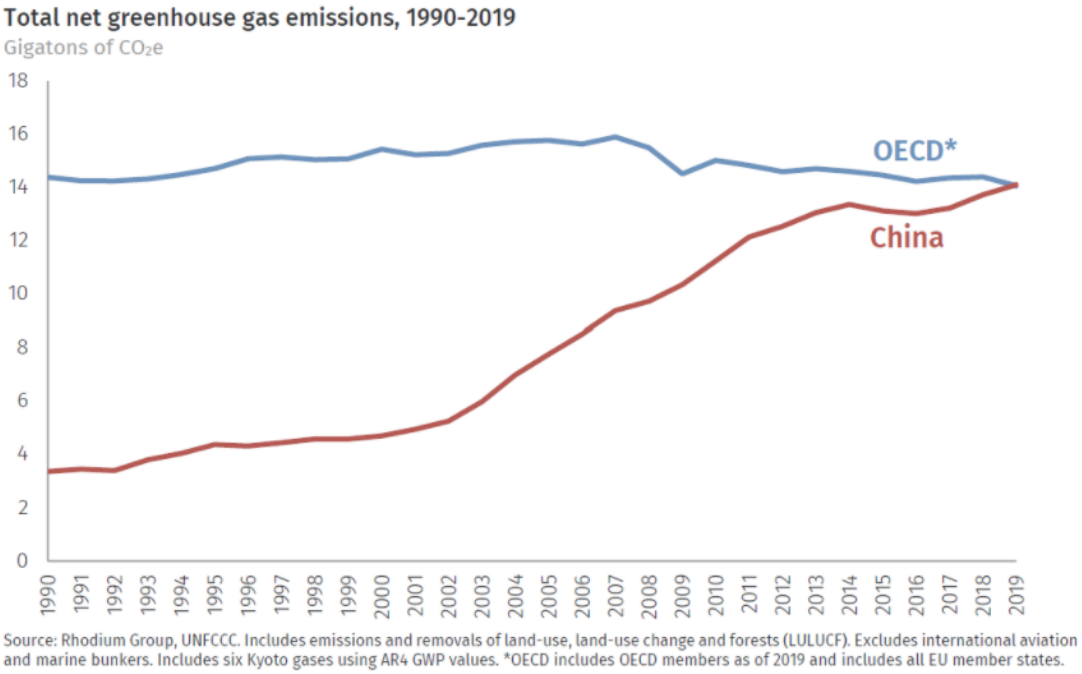
La Présidence Xi Jinping vise une forte réduction des utilisations du charbon par de multiples directives auprès de la population et des secteurs industriels. Il s'agit d'opérer une migration vers d'autres sources énergétiques, en matière de fossile au profit du gaz notamment, avec de fortes perspectives d'approvisionnements russes (le projet du gazoduc « *Force de Sibérie* »).

Là aussi, la Chine pourrait surprendre bien que l'absence remarquée de Xi Jinping lors de la COP 26 laisse nombre de questions en suspens. Une erreur stratégique majeure mais qui a l'avantage d'exprimer la réalité des objectifs du régime : hormis pour la presse, le XIV° plan n'est pas au vert mais à l'indépendance technologique du pays et à la poursuite d'un vigoureuse croissance du PIB calquée sur un modèle ancien de capitalisme thermo-fossile. Objectif : détrôner les Etats-Unis sur la base de plans minutieusement échelonnés. Jusqu'à nos jours, l'empire reste ainsi « *Under the Dome* », et au regard des données le gravissime de la situation ne devrait que s'intensifier.

« Under The Dome »

Il s'agit là d'un reportage de 2015 ayant eu un très fort retentissement auprès de la population chinoise. Le sujet concerne la situation de la pollution de l'air dans le pays. Il s'agit d'un travail d'investigation mené par une équipe de reporters chinois qui pointe les seuils critiques écologiques atteints, mais également le rôle des autorités dans cette situation. Dès sa sortie, les autorités chinoises interdiront sa diffusion. En l'espace de 24h, 155 millions de chinois auront toutefois eu le temps de le visionner.

Pour les intéressés, le reportage est disponible sous You Tube (*Under The Dome*, 1h43).



En 2019, la Chine dépassera les émissions des pays développés selon le rapport du groupe Rhodium[43]. Depuis 30 ans, la face cachée du développement chinois est une grave détérioration. Il convient plus justement de parler d'un désastre environnemental mondial.

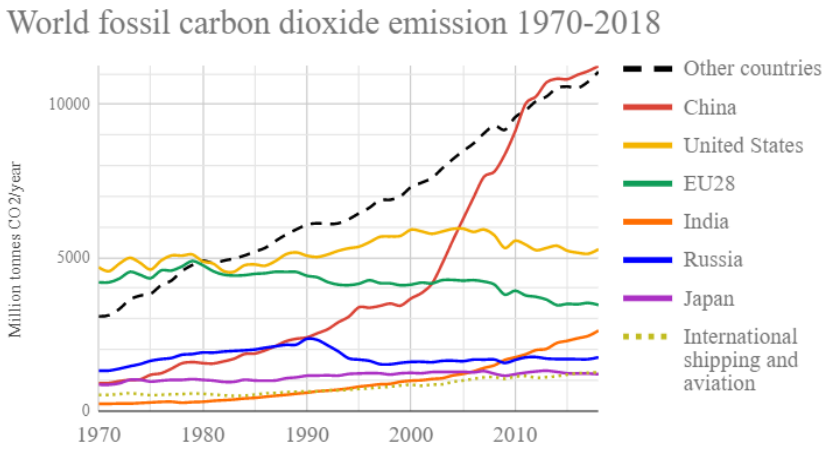
Les bouleversements climatiques arrivent à grand pas, et comme le mentionne les conclusions de la COP 26 lors de la conférence de Glasgow (GIEC 2021), il devient urgent d'enregistrer une réduction rapide des taux de croissance des PIB hautement carbonés, notamment ceux de la Chine qui témoignent d'un mix particulièrement émetteur (charbon). Par ailleurs, une sobriété s'impose au niveau des consommations. Là aussi sont montrés du doigts les Etats-Unis au regard de leur forte empreinte par habitant : 17 tonnes/h chaque année.

Empiriquement, il n'existe guère d'autres solutions que de parvenir à une décroissance sélective des PIB sur les activités à haute émission d'éq. CO^2. Dans cet environnement sombre, la bonne nouvelle est d'assister à une Amérique du nord et à une Europe qui enregistrent depuis 2005 une baisse tendancielle de leur émission, mais cela dans des proportions très loin d'être suffisantes. Quant à la mauvaise

[43] Source : Rodhium Group, « *China's Greenhouse Gaz Emissions Exceeded the Developed World for the First Time in 2019* ». (2021). Le cabinet Rhodium Group est spécialisé sur le traitement des données climatiques et réalise chaque année une analyse des émissions par nations.

nouvelle, il s'agit de la très forte croissance des émissions chinoises. Sur ce dernier constat, la raison en est double :

(i) une consommation énergétique de la nation en très forte croissance depuis 2002 ;
(ii) la présence d'un mix énergétique reposant principalement sur le charbon et le pétrole.



Source : EDGAR - Emissions database for Global Atmospheric Research. Published in: Crippa, M., Oreggioni, G., Guizzardi, D., Muntean, M., Schaaf, E., Lo Vullo, E., Solazzo, E., Monforti-Ferrario, F., Olivier, J.G.J., Vignati, E., Fossil CO2 and GHG emissions of all world countries - 2019 Report, EUR 29849 EN, Publications Office of the European Union, Luxembourg, September 2019.

Ne pas omettre que les émissions de CO2 détiennent un effet inertiel de long terme dans l'atmosphère. Les données de la pollution doivent ainsi se mesurer en flux mais aussi en stock. Le CO2 est par ailleurs impactant sur la qualité atmosphérique mais également sur l'ensemble des variables environnementales et de la biodiversité.

Il y a ainsi une urgence à trouver un autre modèle de développement pour cette nation car selon la plupart des scénarios du GIEC/AIE /Shift Project, … la planète ne pourra guère résister à nos développements de PIB en 2040. Suite à la demande du Club de Rome, la confirmation de l'historique Rapport Meadows[44] semble tristement actée : il nous faut réduire drastiquement la croissance de nos PIB.

La date de la décennie 2040 est à prendre ici avec précaution. Il est en effet difficile de la définir précisément du fait de la présence d'effets de seuils dans l'amplification des déséquilibres écologiques.
Le constat en 2022 est toutefois là : en seulement 20 ans, la dégradation environnementale liée aux émissions carbones est enregistrée de manière dramatique.

Selon le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), dans le cadre d'une projection prudente, il faut s'attendre à une hausse de 60 à 90 cm du niveau de la mer d'ici 2100. En 2019, ils réviseront toutefois leurs projections à 1,2 m. Selon Peter Wadhams, professeur de physique des océans à l'université d'Oxford, ces études reposent toutefois sur

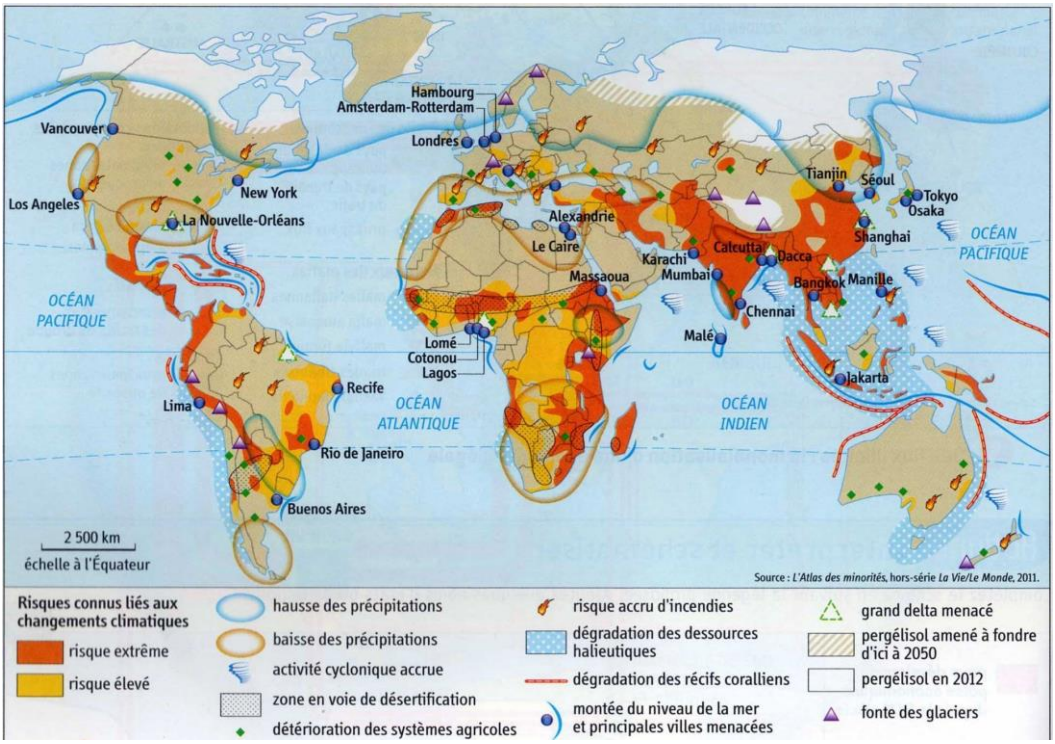
[44] Rapport Meadows, 1972, « *Pour une croissance zéro* ». Pour une analyse synthétique du rapport, « *Dix questions d'économie clés* », chapitre 9 (la théorie de la décroissance », Ed. Campus Ouvert, 2021. Ouvrage disponible sur votre intranet).

une hypothèse de vitesse d'augmentation des océans qui serait stable. Or, nombre de preuves témoignent dorénavant d'une accélération des fontes de la glace au Groenland et en Antarctique et cela de manière exponentielle. Selon ce chercheur, le Groenland à lui tout seul contient un niveau d'eau capable de faire monter le niveau des océans d'environ 7 mètres.

Si le niveau des océans venait à augmenter de 1,5 m en 2100, quelles en seraient 3 principales conséquences ? Argumentez votre réponse.

En moins de 50 ans, selon le Rapport Planète Vivante (2020) on assiste par exemple à un déclin de 68% des populations des espèces vertébrées dans le monde. La biodiversité est en effondrement et par ailleurs les températures témoignent d'une hausse beaucoup plus rapide que prévue. L'objectif +2,5°C 2100 semble ainsi bien compromis. Dès 2030-2040, l'avenir s'annonce en réalité critique pour beaucoup de nations et de régions du monde, et pour une très grande majorité de la population mondiale notamment indo-asiatique et africaine. Crues, sécheresses, incendies géants, désert en extension, dégel du permafrost, augmentation du niveau des océans, … en sont éléments planifiés et en voie d'intensification.

Scénario 2035-2050



Conclusion

Des relances, des dettes, des répliques de solutions passées, une crise profonde mondiale, une guerre en Ukraine et des tensions géopolitiques exacerbées acheminant le monde vers une possible seconde guerre froide en version XXI° siècle. Ce paysage est sombre mais telle est la situation possible à venir. Bien de lourdes questions tant économiques que politiques sont alors ouvertes.

Sous un jour plus heureux, soulignons la présence de multiples avancées suite à la pandémie Covid et à la guerre contre l'Ukraine : c'est durant les graves crises que l'Europe s'unie et engage les avancées qui s'imposent.

« La généralisation de la démocratie de marché : le monde polycentrique »

J. Attali – Une brève histoire de l'avenir (2006, Fayard).

« Partout où ce n'est pas encore le cas, c'est-à-dire essentiellement en Chine et dans le monde musulman, la croissance marchande créera vers 2035 une classe moyenne qui mettra à bas la dictature et installera une démocratie parlementaire.

On continuera dès lors à assister, comme depuis deux siècles, à la généralisation au monde entier, progressive et parallèle, chaotique et irréversible, du marché puis de la démocratie, c'est-à-dire de la démocratie de marché. Le phénomène concernera même l'Egypte, l'Indonésie, le Nigéria, le Congo, la Chine et l'Iran. Tous ces pays seront emportés, intacts ou par morceaux, par la logique qui naguère renversa la dictature du Chili, en Espagne, en Russie ou en Turquie. L'islam, l'hindouisme, le confucianisme ne s'opposeront plus à la démocratie ; chacun de ces vieilles sagesses en revendiquera même la paternité » (pp 243-244).

* * *

Conclusion générale

Sept points.

-24 février 2022 – 12 mars : en deux semaines, la guerre contre l'Ukraine sonne le réveil des démocraties sur l'importance des solidarités, le primat d'être politiquement unis et de disposer d'une force militaire et de dissuasion au sein de l'OTAN afin de protéger l'état de droits des pays membres.

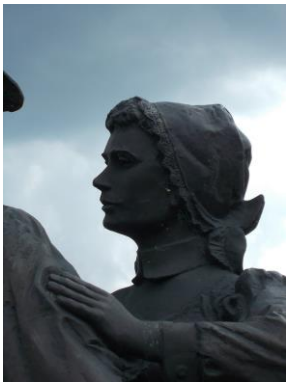
-Cette guerre pose problème pour le régime Xi car elle place la Chine devant un épineux problème vis-à-vis de la communauté internationale. Le pouvoir de Pékin voit par ailleurs son projet de « *Solution chinoise* » plus complexe à déployer au regard de la réaction des pays démocratiques. Une vigilance généralisée se fait jour sur la préservation d'un état de droit. Les hostilités ouvertes par le régime Poutine sur les démocraties vont ainsi intensifier les dispositifs de protection des nations afin de se protéger des régimes totalitaires.

-Depuis l'entrée dans le conflit, le peuple ukrainien et son président V. Zelensky force le respect par le courage affiché face à un envahisseur disposant d'une force militaire dix fois supérieure à l'armée ukrainienne. La Russie parviendra sans doute à envahir rapidement la nation, mais elle pourrait ensuite se heurter à une guérilla technologique de longue durée et d'un drame humain sans nom. Cela conduira à un discrédit complet du régime Poutine. Les nouveaux héros en ce début du XXI° siècle ne se nomment aucunement V. Poutine, mais V. Zelensky et le peuple ukrainien.

-Dorénavant isolée du reste du monde, si le Kremlin persiste dans cette ligne, le choix géopolitique retenu par V. Poutine pourrait conduire la Russie à une situation d'Etat vassal de la Chine. Quatre raisons à cela : (i) il y a une domination de la puissance économique et politique chinoise en comparaison d'une Russie sans réelle contrepouvoir ; (ii) cette dernière se trouve blacklistée par la majorité des nations ; (iii) Un besoin d'espace se pose pour l'empire du milieu face à l'importance de sa démographie et au changement climatique qui va affecter en profondeur son territoire ; la présence des vastes espaces à très faible densité démographique de l'Est de la Russie offre l'opportunité recherchée ; (iv) En dehors des matières premières qui continueront d'intéresser la nation chinoise, le pouvoir de Pékin n'aura guère d'autres éléments à attendre du petit frère russe. L'économie russe ne représente en effet qu'un faible poids dans l'économie mondiale.

- En se tournant vers l'Est, la Russie de V. Poutine a ainsi pris une périlleuse option géopolitique qui pourrait au final se retourner contre elle. Historiquement, sa culture, sa population, son histoire et son centre de gravité sont beaucoup plus proches de l'Europe que de la Chine. Elle aurait eu aussi tout à gagner à se tourner vers l'Occident qui pouvait l'accueillir comme elle l'a fait pour les pays de l'Est. Mais la guerre passera, ainsi que la dictature Poutine qui fera son temps. L'avenir nous dira alors la suite des évènements.

-Dans le court terme, Xi Jinping représente sans doute la carte maitresse dans l'évolution du conflit. V. Poutine prêtera en effet une oreille attentive au pouvoir de Pékin car la Russie en est dorénavant dépendante, et le maître du Kremlin partage par ailleurs une idéologie commune sur la question de la gouvernance des nations. Pour l'instant, le pouvoir de Pékin affiche une neutralité. Ce dernier doit savoir pourtant saisir rapidement l'opportunité qui lui est offerte : d'une part pouvoir mettre un terme au drame humain se déroulant au quotidien sur le territoire ukrainien. D'autre part, retrouver une crédibilité vis-à-vis des pays démocratiques qui observent une Chine glissant depuis 2013 dans une gouvernance totalitaire croissante. Si le régime de Pékin n'intervient pas dans le sens d'une résolution du conflit, et de surcroit soutiens le dictateur dans un mensonger principe d'intégralité territoriale, le régime Xi s'enfoncera davantage dans le non tolérable au regard de l'Occident. Une perte de réputation durable en sera le résultat car le régime s'affichera comme l'ambassadeur d'une Russie paria. Ce conflit dépasse par ailleurs largement la seule Europe et les Amériques. La plupart des pays d'Afrique, du Moyen Orient, d'Asie et du Pacifique suivent avec attention l'invasion russe. Lors du vote du 3 mars sur l'illégalité de l'invasion lancée, sur les 193 membres de l'ONU, 141 pays ont exigé que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine. Le régime Xi joue aussi une carte dangereuse en soutenant jusqu'ici à bas mot le dictateur.



Sur de nombreux dossiers, les deux régimes Xi-Poutine sont davantage engagés dans une froide et apparente danse de couple que d'une réelle fraternité tant les enjeux sont complexes et dangereux pour le pouvoir de Pékin. L'alliance passée entre les deux autocrates se joue certes selon forte probabilité au détriment de la Russie, mais pénalise dans le même temps l'image de la Chine. Dans un pas de danse d'une cordiale mésentente, l'union des deux danseurs n'est ainsi que de façade. Telle est ici l'hypothèse émise dans cet écrit.

-Nous avons dans cet essai dressé un état des lieux des situations de l'économie russe et chinoise : leurs trajectoires historiques récentes, leurs situations actuelles dans un contexte de conflit européen, et des lignes d'horizons possibles au regard des rapports de force en présence. En ce début de mois de mars 2022, bien malin celui qui saura avancer les déroulements à venir. L'économie est une science sociale, et elle est plus que jamais politique. Il n'est pas neutre que l'on parle d'économie politique, il n'existe pas de vérité objective, et encore moins prédictive.

Quant aux données de terrain, le courage du peuple ukrainien pourrait sans doute désavouer bien des plans échafaudés par le Kremlin. L'Ukraine ne sonnerait-elle pas la fin à venir du régime Poutine ? L'hypothèse est dorénavant plus que probable. Si tel est le cas, le pouvoir de Pékin aura-t-il fait le bon choix ?

Grenoble, 12 mars 2022.

Table des annexes

Annexe 1 : « *Guerre de la Russie contre l'Ukraine : Les 5 scénarios* » (6 mars 2022)

Annexe 2 : *« Guerre en Ukraine : le point sur les sanctions internationales à l'encontre de la Russie »*

Annexe 3 : « *La Chine où l'émergence d'une nouvelle Economie-monde* ».

Annexe 4 : « *Indépendance technologique et mode de prise de contrôle chinois dans le domaine de la robotique : le cas Kuka* ».

Annexe 1

Guerre de la Russie contre l'Ukraine
Les 5 scénarios (6 mars 2022)

Fabian Vogt / AFP

Le 24 février, l'armée russe lançait une opération d'invasion de grande envergure pour envahir l'Ukraine. Dix jours après le début des hostilités, plusieurs constats peuvent déjà être établis:

- Contrôler militairement l'Ukraine se révèle beaucoup plus difficile que ce à quoi les Russes ne s'attendaient.
- L'Ukraine est plus faible que la Russie sur le plan stratégique mais la surpasse sur le plan tactique.
- L'OTAN n'interviendra pas activement afin de ne pas provoquer de guerre nucléaire.
- La Russie a très peu d'alliés; même la Chine n'approuve pas la guerre.

Que signifient ces constats provisoires pour la poursuite du conflit? Blick a confronté Marcel Berni, expert en stratégie de l'Académie militaire de l'EPFZ, aux scénarios considérés actuellement comme les plus probables.

Scénario 1: le plan d'invasion de Vladimir Poutine réussit

Le soutien occidental à l'Ukraine étant trop faible, la résistance ukrainienne ne suffit pas et la capitale, Kiev, tombe aux mains des Russes. Les troupes de V. Poutine se déplacent à l'est vers Kharkiv, ce qui permet de faire la jonction des fronts nord et nord-est. Au sud, l'armée russe continue à progresser. Les forces russes prennent le contrôle de la moitié du pays à l'est du Dniepr.
V. Zelensky doit fuir ou est tué. Moscou installe un gouvernement fantoche. L'occupation du pays commence réellement et V. Poutine parvient à convaincre la population en Russie et en Ukraine de ses prétentions au pouvoir. Depuis une base consolidée sur la partie orientale du Dniepr, l'assaut peut ensuite être lancé sur le reste du pays.

Conséquence: «Ce serait un nouveau rideau de fer, explique Marcel Berni à Blick. Celui-ci se formerait le long des frontières des pays baltes ainsi que de la Pologne, de la Slovaquie, de la Hongrie et de la Roumanie. Les puissances de l'OTAN s'allieraient certes contre Moscou, mais montreraient des réticences à agir contre l'agression russe. Une deuxième guerre froide s'installerait, avec une grande insécurité politique et un réarmement des deux côtés.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est probable

Scénario 2: l'escalade

Au nord, le convoi russe géant situé à quelques kilomètres de Kiev est bloqué. Les soldats sont repoussés hors des grandes villes. Le soutien reçu par Vladimir Poutine des troupes tchétchènes ne suffit pas. Volodymyr Zelensky motive la population ukrainienne et arrive à échapper au président russe.
Vladimir Poutine ne voit plus d'autre solution que de monter en puissance en intimidant frontalement la population civile. Des bombes sont larguées sur les zones résidentielles, puis les forces russes, supérieures en nombre, débordent un adversaire décimé et revendiquent le contrôle de l'Ukraine. En conséquence, l'Occident bloque définitivement toute livraison de gaz et de pétrole russe.
Dans le pire des cas, Vladimir Poutine décide de larguer une bombe nucléaire tactique sur Kiev ou Lviv.

Conséquence: «Les pertes au sein de la population civile seraient gigantesques, comparables à celles des

bombardements stratégiques de la Seconde guerre mondiale, indique Marcel Berni. Poutine aurait gagné, mais à quel prix? Il s'agirait d'une «victoire à la Pyrrhus». Le pays est en ruine et la population a fui ou s'est complètement retournée contre lui. Le président russe ne pourrait pas cacher les images de ces crimes de guerre massifs à sa population. Il n'arriverait pas à tenir l'Ukraine bien longtemps et l'OTAN se déciderait à intervenir contre lui.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable

Scénario 3: une guerre de position commence

Les deux parties n'arrivent pas à progresser sur le champ de bataille. Vladimir Poutine s'abstient toutefois de sortir l'artillerie lourde, car il veut prendre le contrôle d'une Ukraine gouvernable. L'Occident continue à approvisionner l'Ukraine en armes et ressources et Poutine ne peut pas les en empêcher. Des millions de citoyens ukrainiens fuient. Des batailles ont lieu, parfois très dures, pour les grandes villes du pays.

Conséquence: «Une guerre d'usure et prolongée s'ensuit, avec de lourdes pertes des deux côtés. Des combats permanents entre les occupants pro-russes et les Ukrainiens ont lieu, de manière similaire à la situation qui a prévalu en Afghanistan durant vingt ans.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est très probable

Scénario 4: Un coup d'État contre Poutine

Les sanctions économiques occidentales s'étendent et touchent durement la Russie. L'opposition interne à Vladimir Poutine prend de l'ampleur. L'Occident promet d'alléger les sanctions si un gouvernement plus modéré s'installe au Kremlin. Un putsch a lieu. Il peut être politique et relativement pacifique, ou militaire et violent. Vladimir Poutine est chassé du pouvoir et le nouveau gouvernement prend des dispositions favorables pour l'Ukraine.

Conséquence: «Un nouveau gouvernement russe pourrait rapidement assurer la paix et consolider son nouveau pouvoir. Les troupes russes se retireraient de l'Ukraine, qui prendrait des dispositions pour rejoindre l'UE voire l'OTAN. La Russie se concentrerait sur la résolution de ses problèmes de politique intérieure pour de nombreuses années.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable

Scénario 5: un traité de paix

La guerre se poursuit, mais aucune des parties n'arrive à remporter une victoire nette et rapide. Les pertes deviennent importantes et, au lieu de continuer des combats qui pourraient s'éterniser (scénario 3), les Ukrainiens et les Russes s'accordent sur une solution diplomatique.
La Russie retire ses soldats, en échange de quoi la région séparatiste du Donbass obtient son autonomie. La Crimée devient définitivement russe. Poutine aurait ainsi réalisé ce qu'il avait promis avant la guerre. D'autres concessions sont faites par le Kremlin pour apaiser les tensions.

Conséquence: «La carte de l'Europe aurait changé. Mais la situation géopolitique resterait tendue, car le monde entier sait désormais à quel point Poutine est imprévisible et dangereux. Les choses ne seraient plus jamais comme avant.»

L'évaluation de Marcel Berni: ce scénario est peu probable
En l'état actuel des choses, l'ordre mondial post-guerre ukrainienne a le plus de chances de résulter de l'un de ces scénarios: une guerre est un processus dynamique avec un nombre infini de facteurs inconnus. Même Vladimir Poutine ne peut pas dire comment elle se terminera.

(Adaptation par Alexandre Cudré)

Annexe 2

« Guerre en Ukraine : le point sur les sanctions internationales à l'encontre de la Russie »

(Source : Le Monde / 25 février – 8 Mars 2022)

« De nombreux pays cherchent à pénaliser l'économie russe et les partisans du Kremlin pour protester contre l'invasion de l'Ukraine par la Russie. / Par Les Décodeurs -Groupe d'études géopolitiques.

Depuis le déclenchement de l'offensive en Ukraine, le 24 février, les pays occidentaux ont imposé d'importantes sanctions à la Russie, à ses entreprises, ses banques, ses oligarques… Voici les principales mesures prises dans le monde.

Le monde réagit à l'invasion de l'Ukraine
Carte des prises de positions et éventuelles sanctions envers la Russie par pays à la suite de l'invasion de l'Ukraine. Dernière mise à jour le 8 mars.

Union européenne
Les Vingt-Sept avaient déjà sanctionné plusieurs personnalités et entités russes après l'annexion de la Crimée en 2014, l'intervention dans le Donbass et la destruction du vol MH17, en 2014, dans l'est de l'Ukraine.
Ils ont annoncé un nouveau train de sanctions le 23 février, dans la foulée de la reconnaissance par Vladimir Poutine des deux « républiques populaires » séparatistes prorusses de Donetsk et de Louhansk, dans l'est de l'Ukraine. Cette déclaration, qui viole le processus de paix en Ukraine prévu par les accords de Minsk, avait été interprétée, à raison, comme les prémices d'une offensive russe contre l'Ukraine.

Ces nouvelles sanctions concernent :

-les 351 députés russes qui ont voté en faveur de la reconnaissance des deux territoires séparatistes ;

-27 personnes et entités qui ont porté atteinte à l'intégrité territoriale ukrainienne (dont cinq membres du gouvernement, six commandants des forces russes et cinq personnes qualifiées de *« figures centrales de la propagande »* russe) ;

-4 entités russes (une entreprise de « propagande », deux banques liées au pouvoir russe et une banque de développement) ;

-les relations économiques des territoires des républiques autoproclamées ;

-l'accès de la Russie aux marchés des capitaux de l'Union européenne (UE) ainsi que ses services financiers (telle la Banque centrale de la Fédération de Russie).

Dans le même temps, l'Allemagne a annoncé la suspension des autorisations du projet de gazoduc Nord Stream 2.

L'invasion de l'Ukraine par les troupes russes, le 24 février, a poussé l'UE à annoncer de nouvelles sanctions. Ces nouvelles dispositions, qui devaient être entérinées vendredi, ont suscité un débat houleux entre alliés européens.

Elles devraient notamment cibler personnellement le président Vladimir Poutine et son ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Mais elles viseront aussi le secteur financier, les secteurs de l'énergie et des transports, les biens à double usage (aussi bien civil que militaire), le contrôle et le financement des exportations et la politique des visas.

Alors que certains Etats membres avaient fait part de réserves sur une éventuelle exclusion de la Russie du système bancaire Swift, l'Union européenne a finalement acté, mercredi 2 mars, *« l'exclusion des principales banques*

russes » du système Swift, le premier système de messagerie financière au monde, dont la banque VTB et la Banque Rossiya.

Royaume-Uni

Le premier ministre britannique, le conservateur Boris Johnson, a annoncé dès le jour de l'invasion russe *« le paquet de sanctions économiques le plus important et le plus sévère que la Russie n'ait jamais vu »*. Ces nouvelles sanctions vont *« permettre d'exclure totalement les banques russes du système financier britannique, qui est bien sûr le plus important d'Europe »*, ajoute Londres. Ces mesures vont empêcher les entreprises publiques et privées de lever des fonds au Royaume-Uni et limiter les sommes que les citoyens russes pourront détenir sur leurs comptes bancaires britanniques.

Selon Downing Street, ces sanctions vont viser une centaine d'entités, telles que le conglomérat Rostec (défense, aérospatial, etc.), mais aussi des femmes et hommes d'affaires russes comme Kirill Chamalov (ancien gendre de Vladimir Poutine et actionnaire de la société pétrochimique Sibur), Iouri Sliousar (entreprise aéronautique UAC), Piotr Fradkov (banque Promsvyazbank), Denis Bortnikov (banque publique VTB) ou Elena Gueorguieva (banque Novikombank). Ces personnalités verront leurs actifs gelés et seront interdites d'entrée au Royaume-Uni.

Le 8 mars, le Royaume-Uni a également annoncé qu'il allait arrêter ses importations de pétrole russe d'ici à la fin de l'année 2022.

Etats-Unis

Au premier jour de la guerre, la Maison Blanche a annoncé de nouvelles sanctions *« sévères »*, présentant *« un coût immédiat »* pour la Russie. Ces sanctions, qui viennent s'ajouter à celles imposées depuis l'annexion de la Crimée en 2014, cherchent à *« isoler la Russie du système financier global »*, en coupant le lien avec le système bancaire américain pour Sberbank, la plus grande banque de crédit russe, dont l'actionnaire principal est l'Etat russe ; vingt-cinq de ses filiales sont aussi touchées.

Les Etats-Unis ont aussi décrété un *« blocage complet du système financier américain »* pour la deuxième banque russe, VTB, ainsi que pour trois autres institutions financières russes : tous leurs actifs en dollars sont gelés. Par ailleurs, les Américains interdisent la levée de fonds en monnaie américaine pour treize sociétés détenues par l'Etat russe (dont les géants de l'énergie Gazprom et Transneft).

Des mesures visent, en outre, des personnes considérées comme *« l'élite russe et leur famille »*, mais aussi des individus biélorusses, pour forcer la Biélorussie, alliée de Vladimir Poutine, *« à retirer son soutien à l'agression russe en Ukraine »*. Les transactions en dollars leur sont interdites, et les actifs qu'ils détiennent aux Etats-Unis sont gelés. Ils sont interdits de séjour aux Etats-Unis.

Enfin, l'exportation vers la Russie de produits militaires ou de haute technologie ayant des composants ou des logiciels américains est drastiquement restreinte. Washington a aussi annoncé que les pays qui adopteraient des mesures commerciales similaires envers la Russie bénéficieraient de certaines exemptions en matière de propriété intellectuelle.

Le 2 mars, les Etats-Unis, à l'instar de l'Union européenne notamment, ont œuvré pour pleinement déconnecter sept banques russes du réseau bancaire Swift. Le 8 mars, le président, Joe Biden, a aussi décrété un embargo sur les importations américaines de pétrole et de gaz russes.

Suisse

Rappelant la neutralité de la Suisse, le président Ignazio Cassis a déclaré que la Confédération n'appliquerait pas les sanctions prises par l'UE. Néanmoins, le Conseil fédéral compte renforcer l'ordonnance édictée en 2014 après l'annexion de la Crimée et destinée à empêcher que les sanctions des Vingt-Sept soient « contournées » grâce à la Suisse.

La Suisse a finalement décidé d'appliquer des sanctions économiques vis-à-vis de la Russie, lundi 28 février. Elle a repris dans son intégralité les sanctions appliquées par l'Union européenne. Elle a, entre autres, déclaré qu'elle allait geler les avoirs du président russe Vladimir Poutine, ainsi que ceux de plusieurs de ses proches.

Quelques jours plus tôt, le président Ignazio Cassis avait pourtant déclaré que la Confédération ne placerait pas de nouvelles sanctions sur la Russie, en rappelant la neutralité helvète. Néanmoins, elle a affirmé faire en sorte

d'empêcher que les sanctions déjà mises en place en 2014 après l'annexion de la Crimée ne soient *« contournées »* en Suisse.

Australie

Au lendemain de l'invasion de la Crimée en 2014, l'Australie avait déjà décrété une interdiction du commerce d'armes et de matériel d'exploration pétrolière spécifique à l'encontre de la Russie. Le gouvernement australien prohibe également la vente, l'achat ou le prêt d'instruments financiers avec les banques publiques russes, ou celles qui participent à des activités pétrolières ou militaires et leurs filières.

Le premier ministre, Scott Morrison, a annoncé le 25 février, sans plus de détail, des mesures contre *« les oligarques russes dont le poids économique est d'intérêt stratégique pour la Russie »* et contre les membres du Parlement ayant voté l'invasion de l'Ukraine. L'Australie est actuellement en discussion avec les Etats-Unis pour étendre ces sanctions de façon symétrique aux entités biélorusses *« complices d'agression »*.

Le 8 mars, le gouvernement australien a décidé d'allonger la liste des personnes ciblées par des sanctions économiques, en y ajoutant *« des propagandistes et pourvoyeurs de désinformation »*.

Japon

Le ministère des affaires étrangères japonais a annoncé vendredi des sanctions sur les exportations vers les entités russes liées à l'armée ainsi que sur les exportations de biens à usage général, tels que les semi-conducteurs (des composants électroniques essentiels pour de nombreux appareils, qui sont l'objet de pénuries au niveau mondial), et sur certains biens présents *« sur une liste fondée sur des accords internationaux »*.

Les autorités gèleront également les avoirs au Japon de trois banques russes (VEB.RF, Promsvyazbank, Bank Rossiya). Il est aussi prévu de suspendre la délivrance de visas d'entrée pour les personnes désignées liées à la Russie, qui verront leurs actifs au Japon gelés – une décision qui concerne également les organisations russes.

Le 8 mars, Tokyo a alourdi les sanctions, en gelant les avoirs de 32 fonctionnaires et oligarques russes et biélorusses. Parmi eux, des dirigeants de sociétés proches du Kremlin, comme Transneft, le groupe de mercenaires Wagner, ou encore Ramzan Kadyrov, le premier ministre tchétchène et proche allié de Poutine.

Nouvelle-Zélande

La Nouvelle-Zélande a décidé vendredi d'interdire les membres du gouvernement russe d'entrée sur son territoire et a suspendu toute discussion avec la Russie. Le gouvernement de Wellington bloquera également toutes les exportations qui pourraient bénéficier aux forces armées russes. Elle prévoit aussi une nouvelle loi qui permettrait au gouvernement de geler les actifs de personnalités russes en Nouvelle-Zélande.

Corée du Sud

Dans un premier temps, le gouvernement restait prudent sur le sujet des sanctions contre la Russie, car les pays sont alliés dans la gestion des relations avec la Corée du Nord. Mais depuis l'invasion de l'Ukraine, le président Moon Jae-in a annoncé que son gouvernement suivrait les sanctions internationales.

Depuis le 7 mars, le gouvernement a affirmé avoir durci les sanctions, notamment sur l'interdiction d'exporter des biens stratégiques – électroniques, semi-conducteurs, ordinateurs, équipements laser… – ou sur l'exclusion de certaines banques russes du réseau bancaire Swift.

Mise à jour, mardi 8 mars : *ajout des nouvelles mesures prises par la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Japon, la Suisse, l'Australie et l'Union européenne.*

Annexe 3

La Chine où l'émergence d'une nouvelle « Economie-monde ».

(Source : Source : Boissin, O., « *Chine : le bouleversement du monde* », Série Off, 2022).

En Chine, le droit de la concurrence n'est pas. Ou tout au moins est-il envisagé de manière distincte. La Chine en habituel passager clandestin du système s'affranchie des postulats néo-libéraux afin d'épouser depuis les années 1980 un choix de capitalisme bien différent. Non pas dans une version néo-libérale anglo-saxonne mais un capitalisme d'Etat central. Un capitalisme d'Etat central sous contrôle du parti communiste. Sur le plan économique, cela fonctionne plutôt bien. Face à ce contre-exemple presque de caricature, il serait instructif de connaître l'argumentaire des penseurs orthodoxes ?

Comment expliqueraient-ils la réussite économique d'un pays si éloigné de la « thérapie » d'Hayek des libres marchés ? Que dirait P. Salin, un des papes de la science économique française sur cette question ? Que le pays est en réalité proche des thèses d'Hayek ? Non, cela est Faux.

Savent-ils que la Chine fabrique actuellement un TGV et un Maglev qui sont actuellement plus performants que ceux d'Alstom, de Siemens, Hitachi, Kawasaki ou de Bombardier ? Que la CRRC / CRH est une entreprise publique et non pas privée ? De même que la CNNC et la CGNP dans le nucléaire ? Ou DFM et la SAIC dans l'automobile ? China Aviation, Aero Engine Corporation et Comac dans l'aéronautique ? Que les quatre principales banques chinoises de second rang sont entièrement publiques ? Qu'elles financent une R&D de tout premier plan dans l'ensemble des secteurs d'avenir : énergie, transport, santé, spatial, sidérurgie, 4.0, informatique, Bio-tech, IA, …? Que la banque Goldman & Sachs ou encore les agences de notations privées à la Standard & Poor's ne sont pas les bienvenues sur le territoire ? Ces dernières étant il est vrai les principaux maillons de la crise des subprimes.

Savent-ils que la crise 2008 -la plus belle depuis celle des années folles- n'est pas née en Chine mais au pays des prix Nobel d'économie ? Qu'en Chine le marché monétaire n'est pas une institution indépendante mais sous contrôle de Pékin ? Que la Banque centrale chinoise est directement placée sous l'autorité du gouvernement ? Que le temple de l'économie administrée devrait être la première puissance mondiale d'ici une poignée d'années ? ? Que la transition réussie d'environ 500 millions de grands pauvres en pauvres s'est faite à grands coups d'investissements publics ? Sur la base d'un keynésianisme sans relâche depuis 1993 ? C'est-à-dire par l'adoption de la thèse économique de JM Keynes et de J. Robinson et non pas de celle d'Hayek le grand rival de l'école cambridgienne ? Le « stupide » économiste Keynes comme disait le pape néo-libéral de l'école autrichienne Hayek.

Attention, ne point en conclure pour autant que la voie keynésienne retenue par l'empire du milieu soit durable, loin de là. Le modèle chinois n'est aucunement soutenable. Face à l'ampleur des destructions orchestrées, il est d'ailleurs à craindre un réveil bien difficile de la nation à partir de 2030-2040.

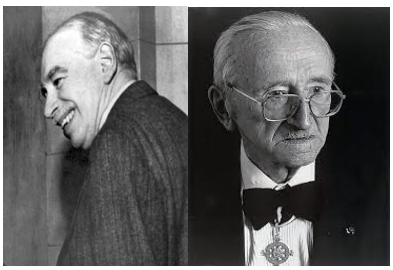
Car dans la réalité il n'y a pas de réel PIB vert[45] en Chine mais seulement une fuite en avant dans une croissance destructrice de ressources rares. Un brin caustique, nous pourrions même avancer que « plus vous polluez, plus vous créez de la croissance ». C'est là une des limites de l'indicateur roi des économistes, le « PIB ». Il n'y a plus de ciel bleu en Chine, ni d'abeilles. A la main, désormais ce sont les paysans qui polonisent les vergers du pays.

[45] Un des meilleurs macro économistes mondiaux, l'américain J. Stiglitz développe l'importance de prendre en compte un indicateur dit de PIB vert. Cela se heurte toutefois à de nombreuses difficultés liées à l'évaluation des externalités négatives telle la pollution, souvent difficilement quantifiables. Cette démarche est toutefois essentielle afin de relativiser les discours trop fortement pro-croissance De quelle croissance parlons-nous ?

Le Yangtze, dit le « fleuve Bleu ». Troisième plus long fleuve mondial.
Quant au second plus grand fleuve chinois, il se nomme le fleuve jaune :

Yellow River ici à Lanzhou, capitale de la province du Gansu.
Parfois les chinois nomment cela « La douleur de la Chine »

Auparavant Lanzhou était nommée « la Ville d'Or ».
2040, quel monde laissé aux enfants ?



Les deux mondes

J.M. Keynes	F. Von Hayek
(Interventionnisme)	(néo-libéral)

Mais ces deux thèses sont-elles contradictoires ?
Principalement, sur quels éléments ?

Il serait bien sûr exagéré d'énoncer que le pouvoir chinois ait glissé les médications des Hayek, Friedman, Becker, Liggio et autre Salin à la corbeille. Les plaques d'immatriculation pour rouler à Shanghai sont réservées aux plus riches, et elles s'achètent en système d'enchère. De même, les inégalités ne cessent aussi de se creuser (l'indice Gini est proche de celui des Etats-Unis, autour de 0,4 ce qui traduit une dispersion élevée des richesses au sein de la population).

Mais force est de constater que les politiques conduites par le pouvoir de Pékin depuis les années M. Thatcher ont clairement glissé en faveur d'une théorie Keynésienne placée sous contrôle étatique. Et cela à ces différents niveaux central, provincial et de district.
Les autorités de Pékin n'ont visiblement pas jugé préférable de renouveler les erreurs du néo-libéralisme russe sous la période B. Eltsine. Les années 1991-1998 qui conduiront au désastre économique russe et à la suite

logique : l'arrivée au pouvoir d'une ligne dure du KGB/SFB : V. Poutine. L'économie n'est ainsi jamais neutre, elle est toujours politique. Pour le meilleur comme pour le pire.

* * *

Annexe 4

Indépendance technologique et mode de prise de contrôle chinois dans le domaine de la robotique

(Source : Boissin, O. REWP-C / « *Perspective du secteur de la robotique en Chine - Horizon 2020-2025/XIII°-XIV° plan* » – n°11-2 /2011-2018) ©

(…) **Kuka** :

Deux ans après le rachat, le dirigeant allemand Till Reuter, ex-banquier d'investissement et président du directoire du fabricant allemand sera débarqué du groupe pour des raisons de « différence de stratégie en Chine ». Il était pourtant initialement l'un des ambassadeurs allemands de l'option de la vente du groupe à l'entreprise chinoise. Les raisons en sont multiples, mais les principales étaient prévisibles au regard du montage retenu. (…) .

Ces types de rachats soulèvent de nombreux problèmes et s'inscrivent dans un programme beaucoup plus étendu d'une volonté de contrôle des informations et de montée en compétences, en particulier sur de l'automation et plus largement de l'IA a application non pas uniquement civile mais aussi duale. En continuité du XIII° plan, nous devrions rester ici dans la droite ligne de l'objectif prioritaire qui devrait s'affichait dans le XIV° plan 2021-2025 : la recherche d'une indépendance technologique de la nation sur les cinq secteurs clés scientifiques et techniques auparavant mentionnés (chapitre1). (…) Kuka comme nous le savons est fortement implanté dans la plupart des industries allemandes, et notamment dans celui de l'automobile. De par sa maitrise des doubles volets du hard et des softwares propre à la robotique industrielle, la société dispose des compétences cœurs sur sa famille de produit, mais aussi à l'instar de d'ABB, Comau ou de Fanuc, sur le process et dispose de nombreuses remontées d'informations de ses clients afin de pouvoir déployer ses solutions technologiques. (…).

Il en est de même dans l'industrie aéronautique européenne avec de fortes positions historiques de Kuka AG notamment dans la société Airbus, mais aussi chez de nombreux équipementiers de premier rang (…). Se pose ainsi la question du respect de données privées et plus largement des multiples clients européens et mondiaux de la société allemande directement ou indirectement concernés par le rachat. (…)

L'opération s'est déroulée dans un contexte très rapide de négociation conclue en deux étapes durant le 1er semestre 2016 où il ne se faisait guère de doutes sur les objectifs recherchés par le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information, ainsi qu'à son niveau supérieur par le Conseil des Affaires de l'Etat. Sans surprise un contexte élevé de confidentialité a été retenu dans l'approche de Kuka AG ainsi que sur le planning du montage juridique et financier à mettre en œuvre rapidement. (…)

Au regard de l'évolution des données sectorielles et de la montée en compétences sur la robotique, sur l'IA et sur la maîtrise des canaux d'informations par voie formelle et informelle par les parties chinoises, les dommages à subir devraient s'avérer importants dans le moyen terme à l'échelle européenne, et en Allemagne en particulier, à partir de 2022. (…).

Dès l'information connue, le gouvernement américain via ses deux organismes du *Comités des Investissements Etrangers* et son *Directorate of Defense Trade Contrôle* s'est opposé de son côté très rapidement à la cession en exigeant à la société Kuka AG de ne pas céder dans le cadre de la négociation établie la branche américaine au repreneur chinois. Ce sera la société américaine Advanced Integration Technology qui opérera la croissance externe sur *Kuka Aerospace & Defense* évitant d'importantes fuites de compétences et d'information dans des segments technologiques aux applications notamment militaires. Le noyau actionnarial du groupe va accepter de son côté les cessions de Kuka sous couvert d'une garantie bien fragile sur son plan tant stratégique que juridique sur le respect des données par le repreneur Midea. A partir de 2018, la plupart des engagements pris vont en effet devenir complexe à contrôler du fait notamment d'une éviction des principales parties allemandes dans la direction de la société placée dorénavant sous hégémonie de capitaux chinois. (…) . Le constat est sans appel sur l'erreur stratégique en matière de SNI germanique sur cette cession opérée et nouée dans la précipitation. En

particulier, les sites historiques d'Obernburg et d'Augsbourg pourraient en connaitre rapidement les conséquences, y compris au niveau des emploi et de la déstabilisation interne au sein de ce groupe historique et aux positions solides notamment en Allemagne et en Amérique du Nord, mais plus largement à l'échelle mondiale.

Pris de court entre février et mai 2016 sur les actions impulsées par Midea et sur l'échec des négociations avec ABB et Siemens, le gouvernement d'A. Merkel devrait en retirer en partie les leçons au regard des récentes déclarations officielles. L'adoption sur le plan des FDI de règles de contrôle plus restrictives pourrait en découler rapidement. (…). Bien que témoignant d'un retard encore significatif en 2018 sur la plupart des indicateurs d'intégration de la robotique dans le tissu industriel chinois, la nation devrait témoigner d'une croissance très soutenue des activités sous le XIV° plan à venir. Il devrait atteindre le rang de leader mondial à cette échéance, et avec une concurrence en boomerang prévisible sur sol européen dès 2020. Un des points qu'il faut en partie analyser est le maillage potentiel des compétences à l'échelle de la nation avec notamment UB Tech Robotics et plus largement avec le pool dominant des 5 acteurs majeurs du secteur de la robotique industrielle en Chine, et qui compte dorénavant Kuka parmi les pièces majeures du dispositif.

Un autre point central est celui de l'impact sur l'emploi au sein de la nation chinoise au regard d'une industrie très majoritairement à faible ou moyenne intensité capitalistique dans la majorité des secteurs traditionnels. La nation est et restera sur longue durée la première touchée mondialement par ces mutations relatives à l'introduction de l'automation industrielle sur des activités initialement réalisées par des emplois faiblement qualifiés et routiniers.

(…)

Lexique

Action : c'est une part du capital d'une société qui donne droit à une fraction des bénéfices ainsi qu'au vote pour la désignation des dirigeants. Une action peut être achetée et revendue sur un marché financier (la bourse de Shanghai, HK ou Shenzhen par exemple.

Banque centrale : généralement publique, elle a pour missions essentielles d'émettre de la monnaie fiduciaire, de contrôler la quantité de monnaie en circulation dans l'économie et d'assurer la solidité du système bancaire (en édictant des règles prudentielles et, le cas échéant, en venant au secours d'établissements de crédit en difficulté). On peut les désigner comme la banque des banques. En Chine la banque centrale se nomme la banque populaire de Chine et reste sous le contrôle du pouvoir de Pékin. En Europe, elle est indépendante du pouvoir des Etats.

Capitalisation boursière : valorisation au prix de marché de l'ensemble des actions en circulation d'une société par actions.

Coefficient de Gini : pour savoir si une distribution, par exemple des revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est celui de Gini. Il mesure, entre 0 et 1, l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1. Zero signifie une parfaite égalité dans la répartition des richesses au sein de la population de référence, et 1 une parfaite inégalité.

COMECON. Le COMECON est l'acronyme russe du « Conseil d'assistance économique mutuelle ». Cette organisation avait pour objectif d'aider les pays communistes dans leur développement économique. Il siégeait à Moscou et avait été créé par J. Staline en 1949. Les pays communistes et satellites de l'URSS faisaient partie de l'organisation, soit en tant qu'Etats membres soit en tant qu'Etats observateurs. La Chine faisait partie de cette seconde catégorie et se retira de l'organisation suite à la rupture des relations sino-soviétiques 1959-191. Le COMECON va être dissout en 1991 lors de la chute de l'URSS.

C**ompétitivité prix :** comparaison entre les prix pratiqués par des entreprises ou des pays pour des biens proches. Le coût salarial, la productivité et le taux de change sont les principaux facteurs la déterminant.

Compétitivité qualité (ou hors prix) : comparaison des performances indépendamment du prix des biens et services. Les délais, la qualité, l'effet de marque, l'adaptation à la demande ou le service après-vente sont les sources de la compétitivité structurelle. L'Allemagne est généralement considérée comme un pays à forte compétitivité-qualité et la Chine à forte compétitivité-prix. La Chine tente de monter vers une compétitivité qualité.

Déficit public : excédent des dépenses sur les recettes publiques au cours d'une période donnée. Le déficit est généralement financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor).

Déflation : baisse générale des prix, accompagnée par celle de la production.

Dette publique : ensemble des dettes des administrations publiques.

Dollarisation du monde : terme donné pour indiquer une perte de confiance dans la monnaie nationale au profit de l'US dollar (mais en partie aussi de l'euro après 2010). Cela viendra notamment des accords du Gold Exchange Standard de 1944*. En 2020, le dollar reste la monnaie mondiale et assure plus de la moitié des échanges dans le monde.

Gini : Pour savoir si une distribution, par exemple de revenus, est plus ou moins inégalitaire, on a recours à des indicateurs synthétiques dont le plus connu est l'index Gini. Compris entre 0 et 1 il mesure l'écart entre la distribution observée et une distribution parfaitement égalitaire. L'inégalité augmente quand on va de 0 à 1.
0 signifie ainsi une parfaite répartition de la richesse dans la population (la population ne serait représentée que par une classe moyenne partageant une richesse par individu identique, et 1 une parfaite inégalité.
0.65, sinon plus : quelques personnes très riches et beaucoup de grands pauvres au sein de la population : l'Afrique du sud, la Namibie, Guinée équatoriale, …etc.

Marché monétaire : marché sur lequel les banques se procurent des liquidités, échangées contre des créances à court terme. La banque centrale est le principal acheteur de ces créances, ce qui lui permet d'influencer l'accès des banques aux liquidités et de faire varier les taux d'intérêt. Les ménages et entreprises n'ont pas accès à ce marché. Cela est vrai en Chine, en Europe, en Afrique, etc.

Masse monétaire : ensemble des moyens de paiement dans une économie.

Obligation : titre de créance à long terme (plus de sept ans) portant versement d'un intérêt fixe, émis par les entreprises pour financer leurs investissements.

OCS : L'Organisation de la Coopération de Shanghai est une coopération principalement sino-russe mais qui englobe également d'autres pays d'Asie Centrale et ayant pour objet la mise en place d'une barrière aux forces de l'Otan. Suite à l'effondrement de l'URSS, elle s'inscrit en droite ligne de la doctrine Primakov des années 1990, cette dernière visant une relation forte de la Russie avec la Chine afin de réduire le pouvoir d'influence des Etats-Unis et de l'Europe sur la CEI. V. Poutine va renforcer ce virage géopolitique en faveur de la Chine durant l'ensemble de sa présidence.

Oligopole : une structure oligopolistique signifie la présence de peu d'offreurs par rapport au nombre de demandeurs. Il en découle un pouvoir de marché au profit de ces quelques offreurs. Appliqué au secteur de la banque-finance par exemple, cela signifie que le top 10 mondial des grandes banques dispose d'un pouvoir de marché considérable. Le secteur est dit concentré, ce qui est le cas à l'échelle mondiale au niveau de la finance, même si une multitude de banques commerciales et d'affaires existe bien évidemment (plusieurs centaines). Mais la plupart n'ont qu'un pouvoir de marché très restreint par rapport aux quelques grands acteurs de la finance, ces derniers étant principalement d'origine américaine (Bank of America, Goldman Sachs, JP Morgan and Chase, …) et chinoise (ICBC, Bank of China, Bank of Shanghai, …), mais aussi japonaise, britannique, allemande et française. On parle alors sur le plan économique d'un oligopole frangé.
Pour un oligopole national très concentré, nous aurions pu esquisser cela au niveau du secteur des hydrocarbures en Russie où 4 principales sociétés dominent la quasi-totalité de la production nationale, et en particulier Gazprom qui réalise environ 90% de la production nationale de GNL.

OTAN : L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord est l'organisation politico-militaire mise en place par les pays signataires du traité de l'Atlantique nord afin de pouvoir remplir leurs obligations de sécurité et de défense collectives. Elle est le plus souvent désignée par son acronyme OTAN (en anglais : *NATO*) mais aussi fréquemment nommée l'Alliance atlantique ou l'Alliance nord-atlantique, plus rarement l'Alliance euro-atlantique ou l'Alliance transatlantique, ou parfois, encore plus brièvement, l'Alliance. Le texte de ce traité a été signé le 4 avril 1949.

Pacte de Varsovie. Ce pacte qui avait vu le jour en 1955 sur l'initiative de Moscou sous N. Khrouchtchev avait pour fonction de créer une alliance miliaire des pays communistes autour de l'URSS. C'était là une réponse à la mise en place de l'OTAN (1949). Suite à l'effondrement du mur de Berlin puis de l'URSS est du bloc de l'Est en 1991, le Pacte de Varsovie sera enterré dans la foulée la même année.

PIB : Produit Intérieur Brut. Dans les Statistical Year Book du bureau statistique de Pékin, l'on dit GDP (*Gross Domestic Production*). Le PIB additionne l'ensemble des richesses créées en une année par une nation sur son territoire. C'est un indicateur important, mais il n'est pas pour autant un indicateur du bonheur national.

Swift (*Society for Worlwide Interbank Financial Télécommunication*) est une plateforme de transactions interbancaires. Elle est domiciliée en Belgique et facilite les paiements de 7500 institutions bancaires réparties dans l'ensemble des pays de la planète. C'est le plus grand réseau de paiement à la fois sur les mouvements de titres et d'espèces. En être exclue signifie alors une grande difficulté sinon impossibilité de mener à bien des transactions financières et des opérations de commerce international.

Taux de change : quantité d'une devise étrangère qui peut être acquise avec une unité de monnaie. Sur le marché financier, c'est le Forex qui est le lieu d'échange des monnaies.

Taux d'intérêt : rémunération du prêteur (le loyer de l'argent).

* * *

Bibliographie

Aglietta, M., Bai, G., « *La voie chinoise : capitalisme et empire* », Odile Jacob, 2012.
Attali, J., « *Les chemins de l'essentiel* », Fayard, 2018.
Benaroya, F., « *L'économie de la Russie* », La Découverte, 2006.
Boissin, O., « *Analyse économique et monétaire*», Ed. Campus Ouvert, 2021.
Boulatov, A., (dir.), *L'économie de la Russie et des pays de l'ex-URSS*, Tallandier, 2020.
Boussena, S., Locatelli, C., « *Les producteurs face à l'obsolescence annoncée du pétrole* », Ed. Campus Ouvert, 2022.
Braudel, F., "*Civilisation matérielle, économie et capitalisme*", 3 tomes, Armand Colin, 1979.
Cabestan, JP., « *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* », Gallimard, 2018.
Chalmin, P. « *Le monde à faim* », Bourin, 2009.
Cohen, E. « *Souveraineté industrielle* », Odile Jacob, 2022.
Donnet, P.A., « *Quand la Chine achète le monde* », Ph Picquier, 2020.
Donnet, P.A., *« Chine le grand prédateur, un défi pour la planète »*, Ed. de l'Aube, 2021
Dumont, JF., Verluise, P., *« Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural* », PUF, 2015
Eckman, A. (sous la direction) « *La Chine dans le monde* », CNRS Ed., 2018.
Frachon, A., Vernet, D., « *La Chine contre l'Amérique* », Grasset, 2012.
GIEC « *Changements climatiques : les éléments scientifiques* », 2021.
Gliniasty J., *Géopolitique de la Russie : 40 fiches illustrées pour comprendre le monde,* Eyrolles, 2018.
Huchet, JF., « *La crise environnementale en Chine* », Presses de Sciences Po, 2016.
Landes, D.S., « *Richesse et pauvreté des nations* », Albin Michel, 1998.
Marchand, P., « *Atlas géopolitique de la Russie* », Autrement, 2020.
Maréchal, JP., (sous la dir.) « *La Chine face au mur de l'environnement ?* », Ed du CNRS, 2017.
Michel, S., Beuret, M., « *La Chinafrique* », Grasset, 2008.
Mongrenier, JS., « *Le monde vu de Moscou : géopolitique de la Russie* », PUF, 2020.
Niquet, V., « *La puissance chinoise en 100 questions* », Tallandier Ed., 2017.
Pinot, A., Reveillard C., « *Géopolitique de la Russie* », Ed. SPM, 2019.
Roland, N., « *China'a Eurasian Century ? Political and Strategic Implication of the Belt and Road Initiative* », National Bureau of Asian Research, 2017.
Stiglitz, J., « *The Great Divide »,* traduit en français *: « La Grande fracture »*, Étude Poche, 2017.
Vercueil, J., « *L'économie politique de la Russie 1918-2018* », Ed Seuil, 2019.
Yu, Y., Ganne, B., Boissin, O. « *Innovation et développement* » China Cultural & Artistic Press, 2001

A-Concepts et thèmes abordés :

Agrégat économique et indicateurs de développement - convertibilité monétaire - crise économique – économie chinoise – économie russe – marché des matières premières - politique de change – politique monétaire - remontée de filière industrielle – gouvernance totalitaire/gouvernance démocratique – transfert technologique - OBOR/ routes de la soie -

B-Acquis d'apprentissages attendus :

Savoir analyser avec esprit critique des évènements géoéconomiques contemporains, ici avec une compréhension des fondamentaux économiques et politiques des deux nations russe et chinoise.

Manuels de cours et autres écrits « off » :

O. Boissin (Grenoble-INP / CREG[46] UGA)

Durant la crise Covid, la décision sera prise d'ouvrir au plus grand nombre mes manuels de cours. Ils sont également complétés par des écrits « *off* » à titre de réflexivité/esprit critique. Cet ensemble d'écrits se réfère à des enseignements principalement dispensés dans le groupe Grenoble-INP[47]. Ces écrits sont en fréquentes réactualisations et sans but lucratif.

Au regard des contraintes de temps, ces écrits sont rédigés en **trois possibles vitesses de lecture** :

1-Lecture rapide (en « V ») : par simples jeux de photos, de schémas, de cartes et statistiques.
2-Texte en taille 12 : éléments d'explications complémentaires aux photos et statistiques.
3-Note en bas de page : approfondissements analytiques et prolongement bibliographiques.

Les apprentissages se réalisant sur un mode souvent visuel, un recours aux photos, aux données statistiques et aux cartes géographiques a été privilégié. Bien souvent une photo vaut mieux que 1000 mots comme nous le savons.

Ci-joint le lien où sont hébergés ces écrits et manuels (ici via le site Chamilo de l'école de génie industriel Grenoble-INP ou encore par le site HAL de l'université Grenoble-Alpes le portail des universités pour des publications en science ouverte).

https://chamilo.grenoble-inp.fr/main/document/document.php?cidReq=GI5AIPID042020&id_session=0&gidReq=0&gradebook=0&origin

L'ensemble de ces écrits sont protégés sur le plan de la propriété intellectuelle, interdits d'utilisation à tout but commercial et non modifiables en écriture. Enfin, d'une empreinte carbone déjà trop élevée, si possible ne pas les imprimer. Si certains manuels ne sont pas disponibles, c'est qu'ils sont en cours de réécriture. Enfin, du fait de rédactions rapides, ils souffrent de maladresses et restent en l'état des drafts.

Résumé des écrits disponibles :

-Pour ceux qui veulent du simple dans ce monde tant complexe ... le manuel "***L'économie en 10 questions-clés***" sera peut-être celui qu'il vous faut. Synthétique et compréhensible, y compris pour des enfants de 15 ans. Mais nous sommes peut-être tous de grands enfants n'est-ce pas ?

-Pour un approfondissement sur la discipline : "***Comprendre l'économie contemporaine : une analyse économique et monétaire***", vous saurez tout (ou presque) sur les questions macroéconomiques de politique budgétaire, monétaire, de change, l'inflation et l'emploi, etc. Ce n'est pas léger mais important, le tout dans le cadre de notre économie mondialisée.

-Pour ceux soucieux des questions de développement durable, les volumes "***Développement durable : des chiffres et des étoiles***" sont pour vous. Il s'agit de manuels "*off*" nous plongeant dans le même temps dans le merveilleux régressif des 30 glorieuses, le tout avec une ligne d'écriture post-romantique afin de compenser la lourdeur du sujet. Cela est donc éclairé par le cinéma et la musique. Mais il s'agit aussi de manuels non pas poussiéreux mais écrits le plus souvent en prospective 2030-2050 sur le plan des données statistiques. Et il n'y a pas que l'étalage de sombres indicateurs mais aussi des solutions !

-Sur l'innovation en problématique de circularité industrielle, les 3 vol. **« *Innovation* »**, une plongée dans les mondes allant du ciment Portland aux tondeuses à gazon, des vélos Bi-twin Décathlon aux pneumatiques verts Michelin, des stylos à bille BIC aux montres à quartz Swatch, des smartphones Fairphone aux batteries Lithium-ion... Entre technophobe et technophile, une voie médiane est à trouver afin de relever les défis présents et à venir.

-Pour un voyage en Chine, "***La Dame de Shanghai***", il s'agit ici d'un carnet de voyage un brin lissé, et aussi un peu d'interculturalité. Le grand peuple chinois, l'Occident a beaucoup à apprendre de l'empire…mais du régime totalitaire actuel de Pékin, sur le plan du respect des droits humains, rien.

-Pour ceux intéressés par la compréhension du marché financier, nul n'est parfait, "***La bourse : tout ce que vous avez voulu savoir sans jamais oser le demander***", Woody Allen en clin-d 'œil : finance et CAC 40, marché à terme et vente à découvert, indicateurs techniques et Price-Earning-Ratio, Assemblée Générale Ordinaire et un peu d'électro-swing aussi ...

[46] Centre de Recherche en Economie de Grenoble (Unité de recherche de l'Université Grenoble-Alpes).
[47] L'INP est un établissement d'enseignement supérieur (Institut National Polytechnique).

Dans un chapitre final orthogonal à la poésie de Boursorama et autre Trading View, ce dernier joyau musical est du « *off* » en clôture de manuel. Loin du convenu, un peu d'oxygène en ce monde tant normé et financiarisé…

-…et pour ceux intéressés par le cinéma plus que par l'économie, ce que l'on peut comprendre, "***Homo-oeconomicus : l'économie à la lumière du cinéma***", avec notamment un faible pour A. Hitchcock, économie et cinéma tout cela peut finalement s'enrichir mutuellement. Ingrid Bergman et Lauren Bacall nous prenant la main, Cary Grant et Claude Rains également. Alors invitation aux salles obscures afin de mieux comprendre les hypothèses retenues dans la construction de la science économique.

-Concernant le comportement des firmes et la prise de décision en information imparfaite, ce sera le manuel ***« Information, Stratégie et Décision »***. Il ne s'agit pas ici uniquement de stratégie en théorie des jeux, mais aussi de la tactique avec l'analyse des politiques tarifaires, la méthode de sélection des fournisseurs, ou encore d'autres pratiques dans la conduite d'activités en milieu industriel.

-Puis du zoom on passera au grand angle avec la question du développement économique des nations, avec une application aux pays émergents. Voyage ici en Afrique avec le manuel **"*Quiz sur le développement en 20 questions***" nous rappelant les délices de la période Covid. Nous n'en n'avions pas eu le privilège, c'est la nouvelle génération des étudiants qui ont expérimenté la douceur des QCM en distanciel. Et ils ont adoré !

-Sur la mondialisation, "où peut-elle nous conduire", brulante question il est vrai ... les 3 manuels "***Mondialisation***" nous entraînant dans les arcanes des institutions internationales. L'OMC plongée entre libéralisme et régulation, des nations d'Asie et d'Amériques un peu cavalières dans le respect des règles, un peu d'Afrique aussi, toujours, et puis un zeste de Japon, l'empire du Soleil levant nous ramenant à la lumière. Mais si vous êtes surtout soucieux d'outils pour le pilotage de projets à l'international, alors ce sera le volume 2 : de l'Inde à la Chine, du Maroc au Brésil, du Japon à la Turquie, métissage nous chérissons ton nom.

-Et si la question de l'endettement public des nations, mais aussi celle d'une possible relocalisation de l'industrie en France et en Europe vous taraude la nuit, "***Chine, masque, dette et CAC 40 : les leçons de la crise Covid***". 2025-2030, quelle ligne d'horizon possible ? Mais en avons-nous la réponse ?

-Enfin, si nos étudiants ou encore nos enfants sont un peu perdus sur leurs futurs professionnels possibles, ce que l'on peut parfois comprendre…, un petit texte sur "***Le sens à donner au travail : en 12 pistes, par arrêt sur images***". Les nouvelles générations nous interpelant tant sur la question … Les choses avancent vite en la matière. Et pas si mal que cela…

- Puis dans le délicieux des régimes autocratiques, les ***« Relations économiques sino-russes » seraient-elles placées sous le signe d'une danse de couple ?*** La question n'est pas légère ; cet essai dresse alors un état des lieux des situations de l'économie russe et chinoise : leur trajectoire historique récente, leur situation actuelle et, dans un contexte de conflit européen avec l'Ukraine, des lignes d'horizons possibles. Quels sont les enjeux, les portées, les limites et les perspectives économiques des deux empires ? L'écrit est structuré en trois parties :

1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique du régime Poutine.
3-Demain : La Russie, futur vassal de la Chine ?

- Quant au manuel sur la ***« Chine : le basculement du monde »***, écrit qu'il me faut remettre à jour, je le mettrai un peu plus tard en ligne sur le site, étant passablement énervé actuellement, depuis 2013 et 2018, au regard de l'intensification du totalitarisme retenu par le régime Xi Jinping. Sur les joyeuses volontés des nouvelles dictatures sur l'échiquier géopolitique mondial, il n'y a pas que l'affriolant V. Poutine en la matière. La Chine actuelle sous ce régime Xi, disons pour l'heure une envie d'ailleurs.

<u>Pour nous résumer</u>

<u>1-Ecrit d'initiation</u>

- « *L'économie contemporaine en dix questions-clés* »

<u>2- Manuel de cours (approfondissements)</u>

- « *Comprendre l'économie : analyse économique et monétaire* »
- « *Economie mondialisée (vol 1 et 2)* (*Approfondissements économiques & Méthodes et Outils de pilotage de projet à l'international*)

- « *Développement durable : des chiffres et des étoiles* » (3 vol.)
- *« Innovation : circularité industrielle et soutenabilité »* (Vol 1)
- « *Innovation : méthodes et pilotage de l'innovation* » (vol 2)
- « *Innovation : analyse de la valeur en approche d'éco-conception* » (vol 3)
- « *Développement économique : de quoi-parle-ton ?* »
- « *Chine : le basculement du monde* »
- « *Gestion des risques économiques et financiers* »
- « *Information, Stratégie et Décision* ».

3-Ecrits « *Off* » (hors enseignement, à titre de réflexion et d'esprit critique)

- « *Quel sens donner au travail ? Quelques pistes par arrêt sur images* »
- « *Homo-oeconomicus : l'erreur de la science économique* »
- « *Capitalismes : quels avenirs possibles ? Exercice d'esprit critique* » (Economie mondialisée, Vol 3).
- « *Chine, masques, dettes et CAC 40 : quelles leçons retirer de la crise Covid ?* ».
- « *La bourse est-elle utile ? Tout ce que vous avez voulu savoir, sans jamais oser le demander* ».
- « *La Dame de Shanghai* » (2 vol.)
- « *Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?* »

* * *

Relations économiques sino-russes : une danse de couple ?

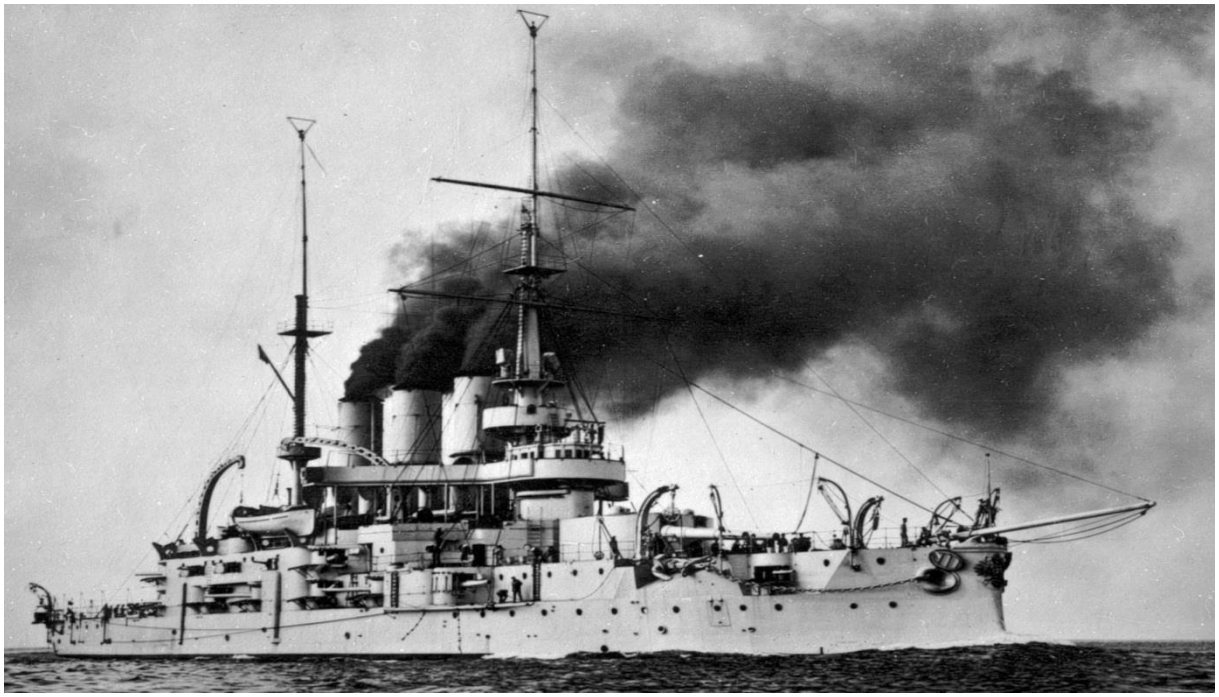
O. Boissin

Cet essai dresse un état des lieux de l'économie russe et chinoise : leur trajectoire historique récente, leur situation actuelle et, dans un contexte de conflit européen avec l'Ukraine, des lignes d'horizons possibles au regard des rapports de force en présence. Quels sont les enjeux, les portées, les limites et les perspectives économiques des deux empires ?

L'écrit est structuré en trois parties :

1-Hier Du grand frère soviétique au grand frère chinois.
2-Aujourd'hui L'irréparable erreur géopolitique du régime Poutine.
3-Demain : La Russie, futur Etat vassal de la Chine ?

Boissin, O.
Enseignant-chercheur
Domaine de recherche :
Economie et organisation industrielle chinoise
Grenoble-INP Génie industriel / CREG UGA



Film « *Le cuirassé Potemkine* » (film de 1925) sur le soulèvement d'Odessa de 1905.

Copyright : Boissin, Olivier.
Grenoble-INP copyright ©
12 mars 2022

* * *